

ÉTRANGER

La première réunion 2 + 4 sur l'unification allemande

Les quatre Occidentaux et Berlin-Est se donnent du temps pour surmonter leurs divergences avec l'URSS

Lors de leur première réunion sur les aspects extérieurs de l'unification de l'Allemagne, qui s'est tenue à Bonn samedi 5 mai, les ministres des affaires étrangères des quatre puissances victorieuses de la seconde guerre mondiale et des deux Allemagnes se sont notamment dotés d'un calendrier de rencontres. La Pologne sera invitée à la troisième de ces rencontres à Paris, où sera traitée la question des frontières.

A l'issue de la réunion de Bonn, le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a effectué une visite de quelques heures à Varsovie où il a rencontré le premier ministre, M. Mazowiecki. Les deux hommes ont constaté leur opposition commune à la neutralité de la future Allemagne unie. M. Mazowiecki a rappelé qu'un projet de traité sur les frontières avait été transmis par son gouvernement aux deux Etats allemands. Il a souhaité que « le travail de rédaction du texte » soit accompli avant l'unification allemande afin que la signature puisse intervenir immédiatement après.

BONN

de notre correspondant

C'est unanimement et avec une certaine emphase que MM. James Baker (Etats-Unis), Edouard Chevardnadze (URSS), Douglas Hurd (Royaume-Uni) et Roland Dumas (France) ont assuré à leurs collègues des deux Allemagnes, MM. Hans Dietrich Genscher (RFA) et Markus Meckel (RDA), qu'ils soutenaient sans réserve la volonté des Allemands de vivre dans un seul Etat. Le secrétaire d'Etat américain a constaté que cette journée marquait « la fin de la période de l'après-guerre » et M. Chevardnadze a assuré de son côté : « cette fois-ci la guerre froide est bien finie ». M. Genscher se sentait alors autorisé à lancer, de la tribune où les six « étaient réunis pour la conférence de presse de clôture, ce message au peuple allemand » :

M. Alain Bry nommé ambassadeur en Pologne

M. Alain Bry, ancien ambassadeur de France en Ethiopie et à Madagascar, a été nommé ambassadeur en Pologne en remplacement de M. Claude Haré.

[Né en 1930, licencié en droit, diplômé d'études supérieures de droit privé et de droit public, ancien élève de l'ENA (1955-1957), M. Bry avait déjà été en poste à Varsovie au début de sa carrière, de 1957 à 1960. Il a également été en poste à Bangkok, Hongkong, Alger et Tunis. A l'administration centrale de 1973 à 1980, puis ambassadeur à Addis-Abeba de 1980 à 1984 et à Tannanarive de 1984 à 1988, il était à nouveau rattaché à l'administration centrale depuis 1988.]

Les négociations « Ciel ouvert » vont être suspendues. — Les négociations « Ciel ouvert » seront suspendues le 10 mai sans que la surveillance mutuelle des espaces aériens des pays de l'OTAN et du pacte de Varsovie ait fait l'objet d'un accord, ont annoncé, vendredi 4 mai à Budapest, les négociateurs qui espéraient parvenir à un protocole d'accord pour la signature d'un traité le 12 mai.



« Votre désir de vivre dans un seul Etat sera satisfait. »

Venait-on de vivre une journée historique, l'un de ces moments diplomatiques à l'image de Yalta qui déterminent pour une longue période le cadre dans lequel peuple et nation cohabitent ? Les ministres souhaitent visiblement que soit ainsi perçu ce 5 mai 1990, qui devrait faire concurrence au 9 novembre 1989 pour symboliser la fin de la division de Berlin, de l'Allemagne et de l'Europe. Ce serait peut-être faire un peu trop d'honneur à une réunion qui n'est que la première d'une longue série, et qui ne faisait que donner une expression collective à l'idée que les quatre grandes puissances devaient chacune de son côté déjà exprimer : l'unité de l'Allemagne se fera avec l'assentiment et l'accompagnement de ses partenaires et voisins.

L'objectif : un « règlement », pas un traité

Le bilan de cette première réunion est loin d'être négatif : on s'est entendu, en dépit des divergences de fond qui séparent les Occidentaux et les deux Allemagnes de l'URSS, sur l'objectif et les premières étapes de ce processus à six. Il s'agit d'aboutir à un « règlement final de droit international », rétablissant l'Allemagne dans sa souveraineté pleine et entière, mettant fin au droit de veto des Alliés sur Berlin et l'Allemagne dans son

ensemble. La formulation retenue évite soigneusement de faire allusion à ce fameux « traité de paix » qui devait, dans l'esprit des vainqueurs de la seconde guerre mondiale, mettre un terme au statut spécial de l'Allemagne : cela ferait entrer dans les discussions tous les pays qui étaient entrés en guerre contre Hitler, c'est à dire une bonne moitié de la planète. Cela n'empêchera pas, cependant, certains d'entre eux, comme la Pologne, ou la Yougoslavie, de faire valoir, auprès de la nouvelle Allemagne, leurs revendications de réparations de guerre.

Les six ont également défini le cadre des discussions et le calendrier des trois prochaines réunions. Pour M. James Baker, les six sont habilités à prendre des décisions sur les questions concernant directement la liquidation des droits et prérogatives des Alliés sur l'Allemagne. Pour le reste, ce groupe doit, dans l'esprit du secrétaire d'Etat américain, jouer le rôle d'un « groupe de proposition et de réflexion » qui préparerait des décisions devant être prises dans d'autres forums : la CSCE ou la négociation de Vienne sur le désarmement. M. Roland Dumas, qui soutient cette formule, a eu l'impression qu'il n'y avait pas eu d'objection fondamentale à cette manière de procéder et même qu'il l'a implicitement approuvée en ne disant pas le contraire.

M. Chevardnadze souhaite pour-

tant que le champ de compétence du groupe des six soit élargi à des aspects qui lui tiennent particulièrement à cœur, comme l'appartenance de l'Allemagne à une alliance politico-militaire. Il a réitéré à Bonn son refus de voir l'Allemagne intégrée à l'OTAN, qui « mettrait en danger les intérêts de sécurité de l'URSS ». A ses yeux l'alliance atlantique reste « un bloc militaire hostile à l'Union soviétique, à la doctrine militaire d'échange », y compris la menace d'une première frappe nucléaire. Le ministre soviétique a cependant ajouté que les divergences ne devaient pas être « dramatisées », et s'est déclaré convaincu qu'une « solution satisfaisante pour tous » pouvait être trouvée.

La Pologne invitée

Le dossier des frontières de la future Allemagne a fait une avancée notable : les six sont tombés d'accord pour que la réunion prévue au mois de juillet à Paris soit consacrée à cette question, avec la participation du ministre polonais des affaires étrangères.

En marge des échanges formels, il n'y avait un sujet : le destin de M. Gorbatchev. Selon M. Roland Dumas, tout le monde est d'accord sur le fait qu'il faut donner au président soviétique « du temps et encore du temps ». D'une certaine manière, le rythme de travail que s'est donné le groupe des six n'est pas endiablé et tient compte de ce souci. On se reverra en juin à Berlin-Est, en juillet à Paris, en septembre à Moscou, et ensuite, « il faudra bien aller à Washington et à Londres », notait malicieusement M. Roland Dumas.

Ce pas de sénateur sera-t-il en harmonie avec le temps de l'unification allemande souhaité par le chancelier Kohl ? Vraisemblablement non, mais on s'est déjà fait une raison en évoquant la possibilité d'un découplage entre l'unification intérieure et la solution des problèmes extérieurs qui en découlent. Cela va nécessiter une définition de périodes de transition permettant de discuter des questions épineuses, comme celles du stationnement des troupes étrangères en Allemagne, de la taille de la future armée allemande, que personne ne souhaite voir, pour l'instant, au centre du débat.

LUC ROSENZWEIG

RFA

Première session du Congrès juif mondial sur le sol allemand

Les relations entre la future Allemagne unifiée d'une part, les Juifs et Israël, d'autre part, ont été au centre de la séance d'ouverture de la première session du Congrès juif mondial (CJM) sur le sol allemand, dimanche 6 mai à Berlin.

« L'histoire allemande est agressive et nationaliste », a notamment déclaré le président du CJM, Edgar Bronfman, en demandant aux Allemands d'« entrer définitivement [leur] nationalisme agressif pour devenir d'authentiques Européens ».

Concernant les relations avec Israël, M. Bronfman a estimé que « la nouvelle Allemagne doit avoir

une relation particulière » avec l'Etat hébreu, que « le peuple allemand doit toujours le soutenir » et ne « jamais, jamais renforcer ses ennemis ».

Le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl a de son côté assuré que les événements des semaines passées montraient que l'Allemagne unie aurait à l'égard de son passé nazi et de l'Etat d'Israël la même attitude que l'Allemagne fédérale. Il a cité comme exemple la reconnaissance le 12 avril par le premier Parlement démocratiquement élu de la RDA de la responsabilité de cette dernière dans l'holocauste. — (AFP)

(Publié)

LETTRE OUVERTE A L'UNESCO

L'Association des Vietnamiens libres prie M. Federico Mayor, directeur général de l'UNESCO, et son conseil exécutif, de révoquer la résolution de célébrer le centenaire de Ho Chi Minh. Agrippé au stalinisme, il représentait l'obstacle le plus sérieux à l'indépendance du Vietnam. Il suffit de constater que les pays non communistes du Sud-Est asiatique achevaient leur indépendance bien avant le Vietnam et jouissent d'une prospérité remarquable alors que le peuple vietnamien s'asphyxie dans la misère et la servitude. D'autre part, les pays communistes qui présentaient cette résolution ont choisi la liberté, rendant cette résolution indéfendable. Le peuple vietnamien rejette aussi l'appellation de ville Ho Chi Minh imposée par Hanoi sans consulter les Saïgonnais qui considéraient profondément le beau nom Saïgon, jadis vraie perle de l'Extrême-Orient.

Liste partielle des signataires : D. P. D. N. et Ng. V. L. (ancien premier ministre), V. T. D. N. et V. T. D. N. (ancien ministre), T. V. N. et V. N. C. (ex-gén.), D. V. C. (ex-gén.), P. T. N. (ex-gén.), B. T. L. (ex-gén.), N. G. V. L. (ex-gén.), H. S. (ex-gén.), H. V. D. N. (ex-gén.), N. V. T. (ex-gén.), D. K. H. (ex-gén.), P. H. H. (ex-gén.), P. Q. P. (ex-gén.), P. T. L. (ex-gén.), N. G. T. (ex-gén.), T. P. H. (ex-gén.), T. R. C. (ex-gén.), D. U. L. (ex-gén.).

AVL PO BOX 16940 TEMPLE TERRACE, FL 33667 USA.

RDA : les élections municipales et la future union monétaire

La poussée des partis paysans témoigne de l'inquiétude des milieux ruraux

Tout en demeurant la première force politique du pays, les conservateurs du premier ministre Lothar de Maizière ont été victimes d'un vote de protestation de la population paysanne lors des élections municipales du dimanche 6 mai en RDA. Le Parti social-démocrate est également en léger recul par rapport aux législatives du 18 mars. Les deux formations agrariennes, qui entendent défendre les intérêts des agriculteurs dans le processus d'unification ont obtenu près de 6 % des voix.

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

« Das rote Rathaus », la mairie rouge de Berlin-Est, reste fidèle à son symbole. Le maire de Berlin-Ouest, le social-démocrate Walter Momper, qui voit ses chances grandir de devenir un jour maire du « Grand Berlin », y tenait selon dimanche soir 6 mai pour célébrer la victoire à l'arsenal de son ami Tino Schwierzina, SPD lui aussi, bien placé pour devenir le prochain maire de la partie orientale de la ville. L'ancienne et peut-être future capitale de l'Allemagne a constaté une fois de plus qu'elle avait le cœur bien ancré à gauche. Berlin-Est, où la gauche réunie fêta les 75 % des voix, avait été le 18 mars un cas à part dans le raz de marée de droite qu'avait connu la RDA. Elle l'est restée.

Les premières élections municipales libres de RDA, qui se déroulaient dimanche, ont confirmé de manière générale les rapports de forces issus des élections législatives du 18 mars. Le Parti chrétien-démocrate, malgré une perte de 6,5 % des voix, demeure la première formation politique du pays avec 34,3 % des suffrages, devant le Parti social-démocrate avec 21,3 % (-0,6 %) et le Parti du socialisme démocratique (PDS, ex-communiste), qui recueille 14,6 % des suffrages (-1,8 %).

Une partie de l'électorat est-allemand a néanmoins saisi l'occasion de ce deuxième tour électoral pour se faire entendre. Les électeurs ont voté pour se rappeler au bon souvenir de ceux qui virent, à l'Ouest, avaler à trop bon compte la plus petite des deux Allemagnes. La fronde a été menée par les abstentionnistes (environ 25 %) et l'électorat rural, dont le comportement éveille l'attention des responsables sociaux dans certains groupes de la population par la manière dont se prépare l'union économique et monétaire.

Le résultat presque spectaculaire réalisé par le Parti paysan et par la liste Union des agriculteurs, qui totalisent ensemble près de 6 % des voix, est un avertissement pour le premier ministre, M. Lothar de Maizière, qui n'a pas toujours donné l'impression dans ses négociations avec Bonn de défendre avec suffisamment de réso-

lution les intérêts spécifiques de l'Est. Les agriculteurs ont été parmi les premiers à se rendre compte concrètement des difficultés à venir d'une réunification trop vite menée en raison de l'afflux de produits agricoles d'Allemagne de l'Ouest et de la communauté européenne sur le marché allemand.

Grogne des épargnants

Les voix des agriculteurs, qui demandent l'établissement de barrières protectrices pendant une période de plusieurs années, ont surtout manqué à l'Alliance conservatrice constituée pour les élections législatives par le parti chrétien-démocrate (CDU) et deux autres petites formations, qui, elles, sortent humbles de ces élections communales. L'Union social-allemande (DSU), créée avec le soutien de l'Union sociale chrétienne (CSU) de Bavière pour capter l'électorat le plus conservateur, perd la moitié de ses voix et passe de 6,3 % à 3,3 %. L'Alliance a souffert aussi du mécontentement de certains épargnants, notamment parmi les retraités, qui disposent d'un peu plus d'économies que la moyenne des Allemands de l'Est.

Le principal résultat de ces élections n'en reste pas moins que les villes de RDA vont maintenant pour la première fois être administrées par des maires disposant de la légitimité démocratique et — dès que la réforme du système communal sera approuvée — d'une large autonomie de gestion. Pendant quarante ans, toutes les mairies du pays étaient tenues par des fonctionnaires communistes qui servaient le plus souvent de simples relais aux décisions prises à Berlin-Est.

Cela n'a pas été sans poser des problèmes au Parti du socialisme démocratique, qui, en raison de l'immensité lente toujours très forte dans la population à l'égard des communistes, n'a pu présenter de listes dans de nombreuses petites communes. Son score est donc d'autant plus surprenant. Le PDS réussit non seulement à se maintenir à un niveau « national » de plus de 14 %, mais il arrive en tête dans plusieurs grandes villes, comme Francfort-sur-Oder et Eisenhüttenstadt. A Berlin, où il fêta les 30 %, il va obliger le Parti social-démocrate à négocier une nouvelle fois une coalition avec les chrétiens démocrates.

En dépit d'un désarroi évident de l'électorat, la fascination pour l'Allemagne fédérale est toujours aussi forte. Le succès à Leipzig du Parti social-démocrate, qui présentait un candidat ouest-allemand, fonctionnaire à la mairie de Hanovre, est significatif. Surtout dans une région où les partis conservateurs avaient largement gagné les élections. Mais, de plus en plus, on semble appréhender le prix à payer.

HENRI DE BESSON

Selon un ancien dirigeant de Berlin-Est

Les troupes est-allemandes n'ont pas participé à l'invasion de la Tchécoslovaquie

Les troupes de la RDA n'ont pas pénétré en Tchécoslovaquie pour réprimer le Printemps de Prague en août 1968, a affirmé peu avant sa mort au magazine ouest-allemand Der Spiegel l'ancien premier ministre et président de la Chambre du peuple de RDA, Horst Sindermann. Selon lui, « des unités est-allemandes bivouaquaient dans le secteur de la frontière », mais seules des troupes de l'armée rouge stationnées en RDA sont entrées en Tchécoslovaquie.

L'ancien dirigeant précise que la décision de ne pas envoyer l'armée est-allemande en Tchécoslovaquie avait été prise en commun à Berlin et à Moscou, car « si les troupes allemandes avaient franchi la frontière et s'y étaient engagées, cela aurait réveillé chez le peuple tchécoslovaque le souvenir de l'invasion par la Wehrmacht en 1939 et provoqué une haine sans précédent contre les Allemands. (...) Si aveugles que nous ayons pu être par ailleurs, nous avions au moins compris

cela à l'époque », explique-t-il. Le 12 avril dernier, le premier Parlement démocratique est-allemand avait reconnu la « co-responsabilité » de la RDA dans la répression du Printemps de Prague. M. Sindermann, mort le 20 avril dernier à l'âge de soixante-quatorze ans, avait été emprisonné l'an dernier après avoir été accusé d'abus de pouvoir, puis libéré début février en raison de son état de santé. — (AFP)

NDLR. — Les révélations de Horst Sindermann confirment ce qui avait été rapporté par les divers témoins présents sur place en 1968 : alors que des militaires de trois pays satellites de l'URSS (Hongrie, Pologne et Bulgarie) avaient été observés, en nombre limité, en train, en divers endroits de territoire tchécoslovaque, personne n'avait vu de troupes est-allemandes. Cela n'empêchait pas Walter Ulbricht et les autorités de RDA de signer par les plus ardents soutiens — en fait par les initiateurs — de l'écroulement du Printemps de Prague.

■ RDA : des slogans antisémites ont été inscrits sur la tombe de Bertolt Brecht. — Des slogans antisémites ont été inscrits sur la tombe du dramaturge Bertolt Brecht et de

sa femme, Helene Weigel, ainsi que sur les murs du cimetière où ils sont enterrés, à Berlin-Est, a annoncé, samedi 5 mai, l'Agence est-allemande ADN. — (AP)

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

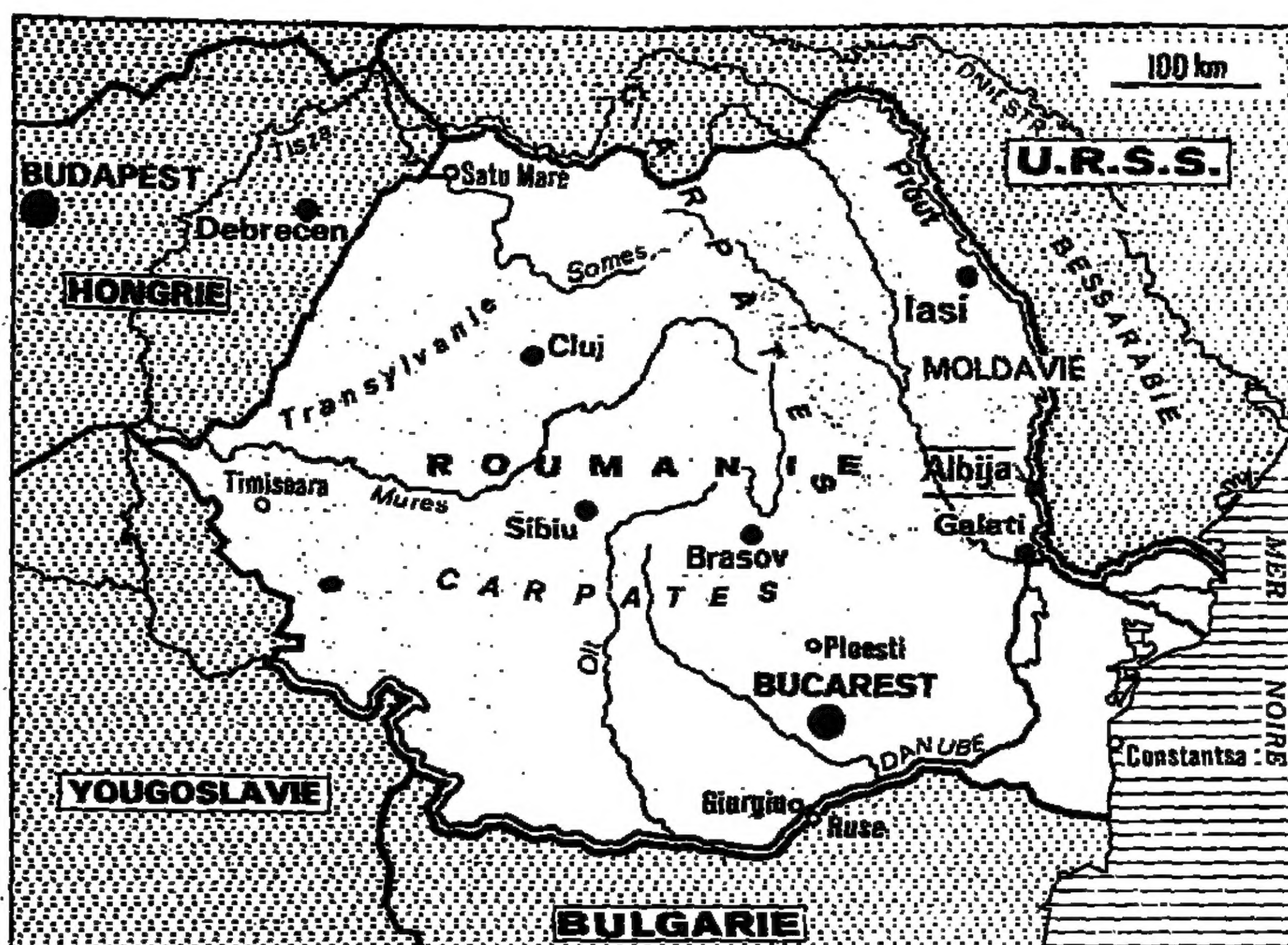
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)
Administrateur général : Bernard Wouts
Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Rédacteurs en chef : Bruno Frappet, Jacques Amélie, Jean-Marie Colombani, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-66-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-30-00
Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR

EUROPE



Retrouvailles moldaves

Suite de la première page

A les voir tous, « Roumains » comme « Soviétiques », intimidés et émus, pauvres et endimanchés, se croiser avec des sourires de connivence, faire une centaine de mètres de l'autre côté du fleuve, s'installer pour pique-niquer ou même, tout simplement, faire demi-tour et retourner chez eux avec parfois un petit signe de la main ou un « au revoir » timide mais confiant, com-

ment ne pas en conclure qu'on a affaire à un même peuple qui a été coupé en deux en 1944 et en 1945 : une partie à la Roumanie, l'autre (la Bessarabie) à l'URSS, et qui n'a qu'un seul désir : celui de se réunifier.

L'absence même de banderoles, de slogans, de service d'ordre, de chants patriotiques, le seul symbole de cette fleur que chacun a jetée dans le fleuve, confortait encore

cette certitude tranquille. Un livre de poèmes roumains, de vieux disques usés jusqu'à la trame, la barre de colak - le gâteau de fête -, ou un simple verre de vin, furent les seuls témoins - au sens où l'entendent les coureurs de relais - transmis au cours de cet après-midi, comme si les vraies certitudes n'avaient pas besoin de symboles réticents.

Les histoires ressemblent toutes à celle de Paolion Popa, avocat de trente-cinq ans : « Je suis né en Roumanie. Mon père était roumain et ma mère moldave. Nous avons d'abord vécu en Roumanie, puis ma mère voulut revoir sa famille. Alors nous avons franchi la frontière et plus personnes depuis n'est plus sorti. » Tous semblent avoir cette certitude tranquille que bientôt ils seront réunis. Déjà, la Perestroïka a bien fait avancer les choses : de la nomination à la tête de la République de « d'un vrai Moldave » et non pas, comme avant, « d'un étranger qui ne parlait même pas notre langue », la réduction du drapeau tricolore - le drapeau roumain - comme emblème, à la reconnaissance de la « langue moldave » - le roumain, tout simplement - comme langue officielle, les victoires remportées ont été grandes.

Ion Stoian, responsable du Front populaire de Moldavie, créé officiellement en avril 1989 mais qui existait, semble-t-il, depuis longtemps de façon informelle, estime pourtant que ce n'est pas fini : « Nous avons trois buts, dit-il. La lutte pour la démocratie, la lutte pour l'indépendance du peuple moldave et la lutte pour détruire cette frontière qui passe par le cœur de chaque citoyen de notre peuple. » Même discours de la part d'Alexandru Arseni, député au Soviet suprême de la République de Moldavie : « Notre prochain succès sera d'obtenir la souveraineté politique. »

Tous soutiennent le combat des Lituaniens mais semblent persuadés qu'ils obtiendront, sans violence et sans ultimatum, plus rapidement leur autonomie. « Pour ça, Gorbatchev reste au pouvoir », dit Stoian. La frontière est restée ouverte jusqu'à 17 heures et, comme dans les histoires, chacun entra chez soi en se promettant de se revoir le plus rapidement possible.

JOSÉ-ALAIN FRALON

URSS : Malgré l'opposition de M. Gorbatchev à leur indépendance

Les dirigeants lettons persistent à croire à la possibilité d'un dialogue avec Moscou

Moins de vingt-quatre heures après leur déclaration d'indépendance, M. Gorbatchev a, samedi 5 mai, opposé aux Lettons la même position de principe qu'aux Lituaniens. « Des pourparlers ne sont possibles que dans le cadre de l'Union soviétique et à la condition (qu'en soit respectée la Constitution) », leur a-t-il fait dire, à la télévision, par le premier secrétaire du Parti communiste de la République, M. Rubiks, avec lequel il s'était préalablement entretenu par téléphone.

MOSCOU

de notre correspondant

Bien qu'assortie de menaces voilées, « le président se réserve le droit de prendre des mesures de rétorsion politiques, économiques et administratives », - cette déclaration a cependant été accueillie dans le plus grand calme à Riga. Maintenant devenu vice-président du Parlement, le président du Front populaire, M. Dainis Ivars, a ainsi affecté de ne voir là qu'« une simple conversation privée » et non pas « une réaction officielle » qui ne peut, en tout état de cause, « rien changer » aux décisions prises par le Conseil suprême (le Parlement) de la nouvelle « République de Lettonie ».

Apparente confiance

Quant à M. Gorbounov, le président de ce Conseil suprême, il s'est montré particulièrement conciliant, dimanche soir, à la télévision, en expliquant qu'« aucune nouvelle Constitution ni loi économique ne serait adoptée sans consultation de tous les habitants de la République », c'est-à-dire, notamment des 45 % de non-Lettons que compte la République. « L'important est qu'il existe un désir de dialogue à l'intérieur (de la Lettonie) et à Moscou », a ajouté M. Gorbounov, en concluant : « Ne nous menaçons pas de blocus et ne nous accrochons pas au

passé. » Cette apparente confiance tient largement au fait que les sanctions imposées à la Lituanie ne l'ont, officiellement, pas été en raison de sa déclaration d'indépendance, mais des lois ou résolutions que son Parlement avait adoptées sur les questions de la citoyenneté, de la propriété et du service militaire. On verrait donc mal, a priori, M. Gorbatchev prendre les mêmes mesures contre les Lettons, qui ont, eux, pris soin d'instaurer une « période de transition » d'une durée indéterminée entre la proclamation de leur indépendance et sa réalisation.

Quelles que soient les différences tactiques entre les trois Républiques baltes, toutes n'en sont pas moins renvoyées maintenant à la nouvelle loi soviétique sur les modalités de sécession des Républiques que toutes trois refusent, au motif qu'elles n'ont jamais fait, légalement parlant, partie de l'URSS et que cette loi rendrait l'indépendance impossible.

D'un côté, les trois Etats baltes récusent la légalité soviétique. De l'autre, M. Gorbatchev ignore la souplesse montrée par la Lettonie et déclare que « les tentatives de faire de cette déclaration une voie spécifiquement lettone, différente de la lituanienne, ne tiennent pas la route [car] l'institution d'une période de transition et d'un nouveau pouvoir d'Etat n'ont pas fait l'objet d'un accord ».

Sur les principes, les positions sont plus inconciliables que jamais. Dans la pratique, cela reste à voir, car les sondages montrent que même en Lettonie, où les « immigrants de l'intérieur » sont les plus nombreux, plus des deux tiers de la population sont favorables à l'indépendance. Or deux tiers des inscrits, c'est la majorité qui requiert la loi pour que la volonté d'indépendance d'une République soit reconnue par la Fédération.

BERNARD GUETTA

POLOGNE

M. Mazowiecki s'oppose à Solidarité sur la question de l'avortement

Le premier ministre polonais Tadeusz Mazowiecki s'est déclaré opposé à l'introduction d'une législation répressive sur la question de l'avortement, aussi bien d'ailleurs que sur celle de l'antisémitisme, lors du « Club de la presse » de Radio-France internationale (RFI), diffusé dimanche 6 mai.

Sur l'avortement, dont le récent congrès de Solidarité a demandé l'interdiction, M. Mazowiecki a estimé que « l'essentiel est que cette question ne divise pas trop les Polonais ». « En tant que catholique, ma position est sans équivoque. Mais je suis pour une action éducative et non pas restrictive sur le plan juridique », a-t-il dit. Il a cependant annoncé que le ministère de la santé « a pris dernièrement des mesures pour limiter le champ d'application » de la loi actuelle, « très laxiste », selon lui.

M. Mazowiecki, qui s'était élevé en 1968 contre la campagne antisémite lancée par le régime communiste, a aussi souligné, à propos des expressions d'antisémitisme qui ont marqué le récent congrès de la droite, qu'il « n'a pas l'intention de limiter la liberté d'expression en Pologne ». « Le gouvernement va lancer des actions éducatives pour que les tendances antisémites gardent un caractère marginal », a-t-il déclaré.

■ TCHÉCOSLOVAQUIE : premier hommage aux troupes américaines pour la libération de Plzen. - Des dizaines de milliers de personnes ont célébré pour la première fois, samedi 5 et dimanche 6 mai, la libération en 1945 de Plzen (Pilsen, selon l'orthographe allemande), dans l'ouest de la Bohême, par les troupes américaines. - (AFP)

Selon le « Washington Post »

La CIA achetait des armes secrètes soviétiques aux frères de Nicolae Ceausescu

Les Etats-Unis auraient secrètement acheté à la Roumanie certains des éléments les plus performants de la technologie soviétique durant ces dix dernières années, par l'intermédiaire de deux frères de l'ancien dirigeant Nicolae Ceausescu, écrit le Washington Post dans son édition du dimanche 6 mai. D'après le quotidien, qui cite des sources « proches des services de renseignement », le gouvernement américain aurait versé plus de 40 millions de dollars à la Roumanie, dans le cadre d'un programme de renseignement coordonné par la CIA, 20 % de ces sommes échouaient en Suisse dans des comptes en banque contrôlés par la famille Ceausescu.

L'armée américaine aurait de cette façon réussi à obtenir des composants d'armes tactiques non nucléaires, concernant notamment les systèmes de défense aérienne utilisés par l'URSS. De même, l'accès à la technologie soviétique en matière de radars a aidé les Américains à développer leur « avion furtif », qui échappe à

toute détection. Parmi les « achats » réalisés en Roumanie par les Etats-Unis, figuraient aussi des rampes mobiles de lancement, et la dernière version du missile soviétique anti-aérien Strelka. Les informateurs du Washington Post reconnaissent que, si Nicolae Ceausescu n'était pas personnellement impliqué, ces transactions n'auraient pu avoir lieu sans, au minimum, son accord tacite. En revanche, deux de ses frères auraient été directement mêlés à cette affaire : Marin Ceausescu, soixante et onze ans, retrouvé pendu le 28 décembre dernier à la mission commerciale roumaine à Vienne, qu'il dirigeait, et le général Iile Ceausescu, soixante-trois ans, vice-ministre de la défense et secrétaire du Conseil politique suprême des forces armées.

Enfin le Washington Post précise que cette « filière Ceausescu » faisait partie d'un plan plus vaste d'achat de matériel sophistiqué en usage à l'intérieur du pacte de Varsovie. - (Reuters, AP, UPI)

YOUgoslavIE

L'opposition manifeste contre le culte de Tito

Des milliers de personnes ont manifesté, vendredi 4 mai à Belgrade, contre le culte de Tito, à l'occasion du dixième anniversaire de la mort du maréchal.

BELGRADE

de notre correspondant

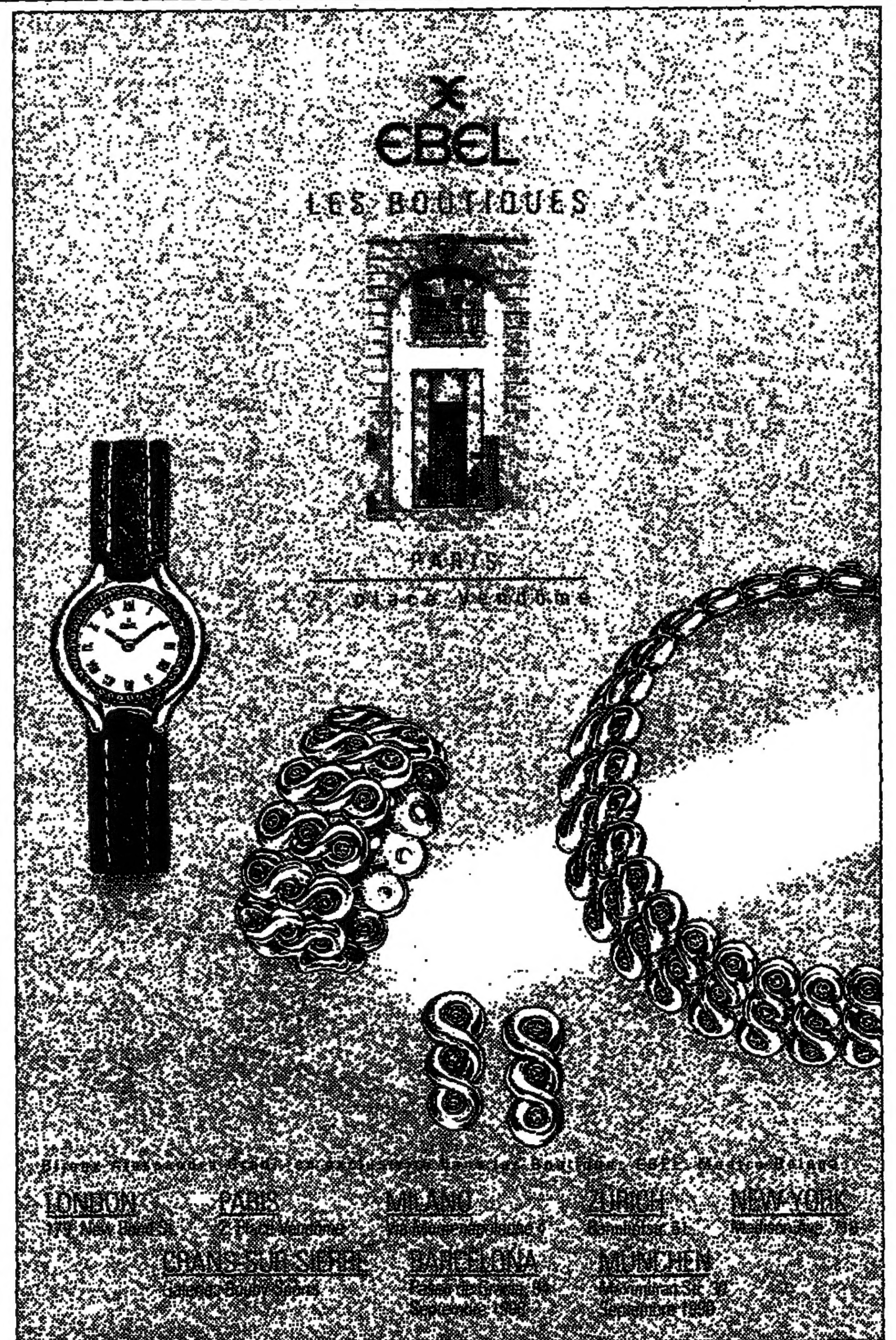
Le 4 mai 1980, à 15 h 05, le maréchal Tito, maître de la Yougoslavie pendant plus de quarante ans, s'éteignait. Depuis, chaque année à la même heure, les sirènes retentissent à travers tout le pays, puis une minute de silence est observée à la mémoire de l'ancien président. Cette année encore, la commémoration a eu lieu officiellement bien que, pour la première fois, un grand nombre de Yougoslaves se soient opposés à une tradition qui renforce le « culte de la personnalité de Tito ».

Dix ans ont passé, et le mythe s'effrite. Depuis la mort de ce « idole » du peuple yougoslave - qui avait su résister à Staline et se

faire une place parmi les grands de ce monde, - la Yougoslavie s'est calée dans une profonde crise économique, politique et morale. L'équilibre du pays est remis en question. Le passé aussi. Parallèlement, la démocratisation de la société a permis de rompre le silence imposé autour de la personnalité et de l'œuvre de Tito. Une loi, toujours en vigueur, protège celle-ci et son nom. Mais, depuis quelques mois, les critiques déferlent. Tito est devenu la cible préférée des hommes politiques yougoslaves. La « détitisation » est en plein essor mais n'en est qu'à sa phase de « défoulement ». Les accusations sont aigres et plus ou moins fondées. Elles servent avant tout à des règlements de comptes entre les nouveaux leaders et les différentes républiques. Plusieurs initiatives concrètes de « détitisation » ont été lancées ces derniers temps. Un député du Parlement de Serbie a demandé que l'on retire les portraits de Tito qui figurent dans tous les bâtiments

publics, magasins et entreprises du pays. Pour le moment, cette demande a été rejetée, mais, en Slovincie, le « décrochage » a déjà commencé. Pour sa part, le Parti radical serbe a demandé que la dépouille mortelle du président Tito soit transférée du mausolée de Belgrade à Kumrovec, petite ville de Croatie où il est né.

Vendredi dernier, l'opposition serbe s'était mobilisée : à 15 heures, elle était dans les rues de Belgrade pour protester contre la commémoration officielle de la mort de Tito. « Chacun a le droit d'honorer ses saints, mais pas de les imposer aux autres », a déclaré un représentant de l'Union pour une initiative démocratique yougoslave, tandis que Koska Caveski, du Parti démocratique serbe estimait que « Tito est responsable des erreurs de la politique menée par le Parti communiste, de la crise actuelle (...) ». C'est pourquoi il faut mettre un terme à cette honteuse commémoration. - (Interim.)



مركز من الأصل

AMÉRIQUES

MEXIQUE : le voyage de Jean-Paul II

Une première journée entre le calcul politique et une certaine réserve de la population

La première journée de la visite du pape Jean-Paul II au Mexique (du 6 au 13 mai) a été marquée par deux surprises : la présence à l'aéroport du président de la République, M. Carlos Salinas, et la relative froideur de la population, qui avait réservé un accueil plus chaleureux au souverain pontife lors de sa première visite, en janvier 1979.

MEXICO

de notre envoyé spécial

Selon le programme officiel, le pape aurait dû être accueilli à l'aéroport par le ministre des relations extérieures, M. Fernando Solanas, le Mexique n'entretenant pas de relations diplomatiques avec le Vatican depuis 1917. En décidant de recevoir personnellement Jean-Paul II, M. Salinas a montré qu'il voulait accélérer le processus de normalisation des relations avec Rome engagé depuis son accession à la présidence en décembre 1988.

Cet empressement comporte quelques risques dans ce pays où, malgré la ferveur religieuse de la population (près de 95 % des 85 millions d'habitants sont catholiques), la séparation de l'Eglise et de l'Etat, proclamée en 1857, va beaucoup plus loin que dans les autres pays (voir le Monde daté 6-7 mai). Entre les deux visites de Jean-Paul II, les organisateurs constatent eux-mêmes de grandes différences et s'en félicitent. « Il y

a onze ans, rappelle un communiqué de presse, la radio et la télévision mexicaines avaient censuré la transmission en direct d'une partie de la messe, la consécration eucharistique. Cette fois-ci, la cérémonie de béatification et la communion ont été diffusées en direct, confirmant ainsi la bonne volonté exprimée par le président Salinas dans son discours de bienvenue. »

Rassurer les milieux anticléricaux

La veille pourtant, le ministre de l'intérieur, M. Gutiérrez Barrios, avait pourtant affirmé que la visite du pape serait exclusivement « pastorale » et qu'il ne serait pas question de réforme de la Constitution ni du rétablissement des relations diplomatiques. On affirme dans certains secteurs politiques que les propos du ministre visaient à rassurer les milieux anticléricaux, en particulier au sein de la formation au pouvoir depuis 1929, le Parti révolutionnaire institutionnel, qui serait en désaccord avec la politique de rapprochement avec l'Eglise.

Selon un sondage publié dimanche par le plus important quotidien du Mexique, *Excelsior*, 45 % des Mexicains seraient en faveur du rétablissement des relations diplomatiques avec le Vatican, mais à peu près autant, 43,6 %, y résisteraient opposés. Quant aux partis d'opposition, ils reprochent ou ils accusent M. Salinas de vouloir utiliser la visite du

chef de l'Eglise catholique pour renforcer sa légitimité auprès de la population et faire oublier la fraude organisée par son parti aux élections de juillet 1988 pour « faciliter » sa victoire.

Les centaines de milliers de personnes agitant les drapeaux jaune et blanc du Vatican qui ont acclamé Jean-Paul II entre l'aéroport et la basilique de la Vierge de Guadalupe n'avaient visiblement pas les mêmes préoccupations que la classe politique. Ce n'était pourtant pas l'enthousiasme auquel on s'attendait généralement. Etait-ce la fraîcheur du temps qui aurait convaincu beaucoup de gens de rester chez eux pour regarder les cérémonies à la télévision ? Dans l'enceinte de la basilique, les 14 000 fidèles qui avaient eu la chance d'obtenir des billets distribués gratuitement par les paroisses ont certes manifesté plus d'enthousiasme.

Jean-Paul II a prononcé une homélie essentiellement consacrée à la béatification de trois Indiens de douze ans (les « enfants martyrs de Tlaxcala ») qui avaient payé de leur vie leur engagement en faveur de l'évangélisation menée par les conquérants espagnols, d'un prêtre du dix-neuvième siècle (le père José María de Yermo, « apôtre de la charité ») et de Juan Diego, l'Indigène qui « la patronne du Mexique et de toute l'Amérique latine avait choisi parmi les plus humbles (...) pour représenter tous les Indigènes qui avaient adopté l'Evangile de Jésus ».

BERTRAND DE LA GRANGE

NICARAGUA

La Contra signe un accord sur sa démobilisation avec le président Chamorro

La direction de la Résistance nicaraguayenne - la Contra - et le président du Nicaragua, M. Violeta Chamorro, ont signé, samedi 5 mai, un accord aux termes duquel les rebelles antisandinistes acceptent de se démobiliser en échange de garanties du gouvernement. Le contenu de l'accord, dit « déclaration de Managua », qui a nécessité seize heures de discussions, a été révélé à la presse par l'archevêque de Managua, Mgr Obando y Bravo, qui assistait aux négociations.

Comme l'accord précédait celui du 19 avril dernier, la « déclaration de Managua » stipule que les Contras seront regroupés au Nicaragua dans cinq « zones de sécurité » sous supervision internationale. Leur démobilisation commencera le 8 mai et devra s'achever le 10 juin.

Initialement, la Contra avait accepté de « désarmer » à partir du 25 avril, mais après la décision de M. Chamorro de maintenir à la tête des forces armées nicaraguayennes le général sandiniste Humberto Ortega, les Contras étaient revenus sur leur décision. (AFP, Reuters)

HAÏTI : un officier assassiné à Port-au-Prince. - Un officier des services de santé de l'armée, le lieutenant Joseph-Albert Laroche, a été tué, dimanche 6 mai, par des hommes armés qui ont pris la fuite en volant son véhicule. Vendredi dernier, dans des circonstances analogues, une mère de famille, M^{me} Marlène Blais, avait été tuée et dévalisée. Depuis le début de l'année, une centaine de personnes ont été tuées ou blessées par des bandes armées. (AFP)

ASIE

Normalisation des relations entre Pékin et Oulan Bator

Le nouveau pragmatisme de la diplomatie chinoise

Sur fond de regain d'agitation démocratique à Oulan-Bator, la Chine et la République populaire de Mongolie ont achevé de normaliser leurs relations, naguère prismées du conflit sino-soviétique, à l'occasion d'une visite à Pékin du chef de l'Etat mongol, M. Punsalmaagyn Ootshirbat. Ce dernier a écourté son séjour pour rentrer chez lui dès lundi. Cette rencontre a reflété un nouveau pragmatisme - quelque peu contraire - de la diplomatie chinoise.

PÉKIN

de notre correspondant

Arrivé vendredi 4 mai dans la capitale chinoise, le chef de l'Etat mongol a présidé à la signature de trois accords de coopération avant de se rendre en Mongolie intérieure chinoise, où Pékin entend bien prévenir l'émergence d'une contestation inspirée des remous ayant conduit le deuxième plus vieux régime communiste du monde à s'engager sur la voie du pluralisme.

A Oulan-Bator, l'opposition avait appelé M. Ootshirbat à annuler sa visite, survenant alors que des rassemblements contestataires étaient signalés, selon elle, dans plusieurs villes du pays. Dimanche encore, quelques centaines de manifestants assis dans les rues ont réclamé sur la place Soukhé-Bator, au centre de la capitale, pour réclamer l'accélération du processus de démocratisation (1). A Moscou, près de la frontière soviétique, une vingtaine d'activistes protestant contre la détention de membres de l'opposition observaient, à la fin de la semaine dernière, une grève de la faim.

Bien que les dirigeants chinois s'inquiètent de cette évolution chez leur voisin, rien n'en a filtré dans les propos que leur a prêtés la presse de Pékin à l'occasion de leur tête. « Nous suivons ce qui se passe en Mongolie », a simplement dit M. Jiang Zemin, le chef du Parti

communiste chinois à paru toutefois retarder d'une *Perestroïka* en se déclarant convaincu que « le Parti populaire révolutionnaire mongol a la capacité de régler ses problèmes » sans faire la moindre allusion à l'abandon du monopole du pouvoir par le PC d'Oulan-Bator.

Les dirigeants chinois se sont en tout état de cause dits « satisfaits » de cette visite qui témoigne du pragmatisme qu'ils sont contraints d'adopter en dépit de leurs inclinations idéologiques. Ce pragmatisme avait été illustré de manière remarquable la semaine dernière au cours du séjour à Pékin effectué par le chef des forces armées de Fijidj, le général Sitiveni Rabuka.

Un moment même où le chef de l'Etat chinois, M. Yang Shangkun, déroulait le tapis rouge pour ce pachaiste notoire et récidiviste qui est le général Rabuka, venu acheter des armes, une flottille de la marine de guerre de Taiwan faisait son entrée dans le port de Suva, la capitale des Fijidj. Cette escale était présentée comme destinée à renforcer les liens entre le régime nationaliste chinois et l'archipel océanique.

La presse de Pékin, qui aurait poussé de hauts cris il y a encore peu de temps, n'en a pas soulevé mot. Mieux : en janvier, Taiwan avait déjà fourni un prêt de deux millions de dollars à Fijidj pour acheter du matériel militaire. La Chine populaire, qui entretient depuis longtemps des relations diplomatiques avec Suva, avait renchéri en avril en recevant le premier ministre fidjien M. Ratu Sir Kamisese Mara : ce dernier est reparti avec un prêt sans intérêt de huit millions de dollars.

FRANCIS DERON

(1) La principale formation d'opposition, le Parti démocratique mongol (PDM), s'est opposée à l'accord qui vient d'être conclu entre l'opposition et le pouvoir, et qui prévoit leur participation à l'élaboration de nouvelles lois et au renouvellement du système politique, à annoncer dimanche 6 mai l'agence de presse est-allemande ADN.

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : après les entretiens du Cap

L'ancien président Botha part en guerre contre son successeur

Dans une déclaration au magazine *Rapport*, M. Pieter Botha, l'ancien chef de l'Etat, qui vient de quitter le Parti national au pouvoir, accuse M. Frederik De Klerk, son successeur, de conduire l'Afrique du sud vers « une abdication progressive ». D'autre part, au stade de Soccer City, près de Johannesburg, quelque trente mille personnes ont écouté, dimanche 6 mai, les membres de la délégation du Congrès national africain (ANC), qui viennent de s'entretenir, au Cap, avec le gouvernement, leur expliquer pourquoi il faut aujourd'hui renoncer à la violence que l'on prônait hier encore.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

A l'applaudissement, M. Joe Slovo, le secrétaire général du Parti com-

muniste sud-africain (SACP), le dispute à M. Joe Modise, le chef d'Umkhonto we sizwe (« la lance de la nation »), la branche armée de l'ANC. M. Mandela est moins chaleureusement acclamé. A la mi-février, il avait fait stade comble pour son premier meeting d'homme libre.

« Aujourd'hui, j'ai vraiment l'impression de rentrer chez moi, à Soweto, le vrai symbole de la lutte », M. Slovo trouve les mots justes, ceux que la foule attend. Bête noire du régime de Pretoria pendant de longues années, il insiste sur la nécessité de mettre fin à la violence. Le message est-il entendu ? En tout cas, un tract appelle à « intensifier [la] rébellion », car « tous les cadres disciplinés d'Umkhonto we sizwe savent que la lutte armée est le prolongement du combat politique, par d'autres moyens ».

« Nous n'avons pas d'autre choix que de continuer de combattre, les armes à la main », assure ce tract qui invite « les jeunes à transformer chaque coin du pays en champ de bataille, chaque rue en tranchée

et chaque maison en base ». L'appel à la modération risque de ne pas être entendu par une partie, au moins, de la communauté noire. A l'exception des Zoulous du mouvement Inkatha, dirigé par le chef Mangosuthu Buthelezi, qui s'est félicité de la rencontre du Cap, car « il ne savait y avoir de négociations pendant que la violence fait rage, comme c'est le cas aujourd'hui ».

Les autres mouvements noirs sont hostiles aux négociations avec le gouvernement. Le Congrès panafricain (PAC), principal rival de l'ANC, a rappelé ses positions au cours d'une conférence de presse réunie par son chef, M. Zeph Mothopeng, pour qui il n'est pas question de négocier avec le pouvoir tant que « la restitution des terres, le principe d'un homme-une voix » et l'élection d'une Assemblée constituante ne serait pas à l'ordre du jour.

L'AZAPO, de son côté, considère que l'ANC est tombé dans le piège tendu par M. de Klerk. Mme. Thatcher, le président George Bush, de con-

science avec Mikhaïl Gorbatchev et plusieurs chefs d'Etat africains ».

A l'autre bout de l'échiquier politique, l'ancien président de la République, M. Pieter Botha, a annoncé sa démission du Parti national, dont il était membre depuis cinquante-quatre ans. Pour justifier sa décision, il a expliqué qu'il n'était pas satisfait de la gestion de son successeur, M. De Klerk et qu'il était formellement opposé à la présence de M. Slovo au sein de la délégation de l'ANC.

M. Botha avait été déçu, il y a un an, par les membres de son propre gouvernement puis écarté du pouvoir, sans grand ménagement, par M. De Klerk. L'ancien chef de l'Etat, qui a eu des entretiens avec les responsables du Parti conservateur, pourrait bientôt adhérer à cette formation d'extrême droite qui ne cache pas son opposition à la politique gouvernementale, et par la même occasion, faire sa rentrée politique.

FREDERIC FRITSCHER

ALGERIE : mise en cause par les intégristes

L'armée pourrait sortir de sa réserve

Institution que personne n'osait contester, l'Armée nationale populaire (ANP) était, jusqu'ici, demeurée hors du débat politique. Mais elle est récemment sortie de son silence, poussée en cela par une violente attaque du Front islamique de salut (FIS). Depuis, beaucoup s'interrogent sur ce que feraient les militaires si les intégristes remportaient les élections locales du 12 juin.

ALGER

de notre correspondant

Le prétexte de cet émoi est à première vue anodin : l'interdiction faite aux personnels de l'hôpital militaire d'Al-Nasr, dans la banlieue d'Alger, de porter kichab ou barbe (le Monde du 2 mai). Officiellement, il ne s'agit que d'un problème d'hygiène, mais Ali Belaid, le plus puissant des prédicateurs du FIS, y a vu une attaque frontale contre la religion.

Le 27 avril, lors de la traditionnelle prière du vendredi, il ne s'est pas embarrassé de précautions pour

dénoncer la mesure, appelant les militaires à ne pas se faire d'illusions sur leur puissance réelle. La conclusion de son prêche ressemblait à ce célèbre couplet de l'*Internationale* où les soldats sont appelés à retourner leurs armes contre leurs généraux : il y a dans l'armée, la gendarmerie et la police, assurait Ali Belaid, des fonctionnaires qui « aiment Allah » et qui pourraient s'en servir.

Le représentant du FIS s'est-il laissé emporter par son habitude exaltation ou faut-il prendre son discours au pied de la lettre et comprendre qu'après d'autres secteurs le FIS influence désormais une partie des cadres de l'armée ? Pour le moment, cette dernière n'a réagi que par un communiqué et des déclarations à la radio rappelant les contraintes du règlement militaire. Mais c'est déjà beaucoup pour un corps qui a toujours pris soin de ne parler qu'avec parcimonie.

Péris

en la demeure

En fait, il est probable que les rodomontades intégristes n'ont pas laissé les militaires indifférents. C'est en tout

cas la certitude de nombreux Algériens et résidents étrangers, convaincus que l'on vient de franchir un degré supplémentaire dans l'affrontement et qui supposent les réactions de l'armée en cas de victoire électorale des islamistes. Celle-ci serait-elle alors tentée par l'adoption d'une prise de pouvoir ? On se le demande avec insistance, non sans oublier que plusieurs militaires, à commencer par le président de la République et le premier ministre, sont déjà aux affaires. Les interrogations sur le rôle de l'armée viennent d'autant plus facilement aux lèvres que beaucoup d'Algériens, constatant une nette dégradation du climat politique et social, évoquent parfois les « temps heureux » où un pouvoir fort savait maintenir l'ordre.

Les grèves, alors, n'existeraient pas, l'insécurité urbaine était inconnue et le marché noir ne s'étalait pas dans la rue. Et, surtout, comme cela vient de se produire dans plusieurs cimetières du pays, il était impossible que des vandales saccagent les tombes des combattants de la lutte pour l'indépendance.

El Moudjahid, dans son édition du 6 mai, se fait, pour sa part, l'écho de

ceux qui, au sein du FLN, penchent pour des solutions musclées. Evocant « la menace qui pèse de plus en plus lourdement sur la paix sociale » et soulignant « les premières manifestations d'hostilité à l'égard d'une institution aussi sacrée que l'ANP », le quotidien estime qu'il y a « péril en la demeure » avant de conclure : « Dans l'ensemble les germes d'une sorte d'état insurrectionnel apparaissent (...) C'est pourquoi l'Etat, notamment les institutions qui le symbolisent le mieux, même mis à rude épreuve aujourd'hui, a la responsabilité vitale de s'attaquer aux foyers d'infection qui se trouvent en son sein ».

GEORGES MARION

o TUNISIE : élections municipales le 10 juin. - Le président Ben Ali a fixé au dimanche 10 juin la date des élections municipales, rapporte l'agence TAP. Les deux plus importantes formations d'opposition - le mouvement islamiste Renaissance et le mouvement des démocrates socialistes - les boycotteront car elles estiment que ce scrutin ne sera ni libre ni équitable. (Reuters)

o ISRAËL : deux Palestiniens tués dans les territoires occupés. - Deux Palestiniens ont été tués par balles, samedi 5 et dimanche 6 mai, dans les territoires occupés - l'un dans la bande de Gaza et l'autre en Cisjordanie - lors de heurts entre manifestants et militaires israéliens. Quarante-trois autres Palestiniens ont été blessés par les tirs de soldats au cours de ces deux journées. (AFP)

o EGYPTÉ : prochaine visite du président Mubarak à Moscou. - Le président Hosni Mubarak effectuera une visite en URSS à la mi-mai, la première d'un chef d'Etat égyptien depuis dix-huit ans, a annoncé, dimanche 6 mai, l'agence soviétique Tass sans mentionner de date plus précise. Cette visite, initialement prévue en mars, avait dû être repoussée en raison d'un calendrier trop chargé pour les dirigeants soviétiques.

AVEC L SOLI

ons-nous b des

FORUM

Salle de la M

(Publicité)

AVEC LES FEMMES ALGÉRIENNES SOLIDARITÉ DÉMOCRATIQUE

Avons-nous bien conscience de la situation intolérable des femmes en Algérie, en 1990 ?

Depuis le début du Ramadan, l'Algérie connaît une vague d'intolérance sans précédent dont les femmes sont les premières victimes. Les extrémistes islamiques, constitués en milices, font régner un véritable climat de terreur pour tenter de soumettre les femmes à leur ordre moral :

- à l'université, ils séquestrent les étudiantes, les battent, les fouettent ; ils contrôlent le port du voile, soit pour l'imposer, soit pour l'interdire ;
- ils brûlent les maisons des militantes pour les droits des femmes ou de celles, veuves ou divorcées, qui ont choisi de vivre avec leurs enfants, sans homme et sans protecteur, au péril de leur vie.

Samedi 14 avril 1990, à Alger, les principales associations de femmes déclarent refuser de « servir de bouc émissaire à la crise sociale, économique et culturelle que traverse le pays ». Elles dénoncent « ceux qui, au nom de l'Islam, commettent de tels actes » et exigent que « des peines sanctionnent ces crimes et délits ». Elles s'indignent de la « désinformation et du silence des médias qui minimisent et occultent un malaise qui gangrène la société ». Elles ont demandé au Premier Ministre « une réponse concrète et des garanties quant à leur sécurité ».

Cette montée d'intégrisme en Algérie est encouragée par la recrudescence des violences qui s'exercent contre les femmes dans d'autres pays arabes :

- Irak : depuis un mois, un homme peut, en toute légitimité, assassiner une femme de sa famille accusée d'adultère.
- Égypte : un projet de loi veut interdire aux femmes l'exercice de la magistrature et la profession d'avocat. Déjà en Algérie, sous la pression des intégristes, des femmes juges et médecins ont été récusées.
- Jordanie : une femme journaliste, candidate à la députation, a été l'objet d'une condamnation à mort proférée par des chefs religieux.

En France, en 1989, les intégristes ont tenté une offensive contre les droits des femmes et la laïcité.

Nous appelons le gouvernement algérien, dont on sait qu'il ne partage pas le délire d'intolérance des intégristes, à prendre conscience du péril que ceux-ci font courir à une grande partie de la population.

Nous appelons les femmes et les hommes démocrates à se déclarer solidaires de la revendication des droits des femmes algériennes, à se mobiliser pour les aider à défendre leur sécurité, leurs libertés et leur dignité.

Nous appelons les femmes et les hommes démocrates à la vigilance pour combattre, là-bas comme ici, l'intégrisme sous toutes ses formes.

**ANTOINETTE FOUQUE
ALLIANCE DES FEMMES
POUR LA DÉMOCRATISATION**

A ce jour, 3000 signatures dont : Jean ABGRALL, Hassa AGHILPOUR, Maurice AGULHON, Abdel AISSOU, Hocine AÏT AHMED, Janine ALEXANDRE-DEBRAY, François ALFONSI, Mouloud AOUNIT, Maryse ARDITI, Daniel ARMOGATHE, Nicole ATHEA, Micheline ATTOUN, Lucien ATTOUN, Colette AUDRY, Séverine AUFRÈT-FERZLI, Claire AURAM, Claude AURAM, Guy AZNAR, Elisabeth BADINTER, Auguste BAGNANINCHI, Abdel BAKI-BOUMAZA, Françoise BALIBAR, Etienne BALIBAR, Michèle BARRACAT, Marie-Christine BARRAULT, Françoise BARRET-DUCROCO, Stella BARUK, Paule BASMAISON, Sophie BASSOULS, Mohamed BELABBAS, Monsieur BELARBI, Maria BELO, Tahar BENJELLOUN, Simone BENMUSHA, Linda BENYACOUR, Pierre BERCIS, Sylvina BOISSONNAS, Juliette BOISRIVAUD, Alain BOMBARD, Hayette BOUDJEMA, Jean-Michel BOUILLIER, Nicole BOUILLY, Fouzia BOUSHBA, Foued BOUSHBA, Anne BRAGANCE, Djaniia BRAHIMI, Mohamed BRAHIMI, Docteur Khadidja BRAHIMI, Geneviève BREERETTE, Jean-Paul BRET, Jean BRIERE, Marie-Odile BRIOT, Monique BROIDES, Jacqueline BRISSE, Marie-France BRIVE, Christian BRODHAG, Martine BROUSSE, Madeleine BRUN, Dominique BUCCHINI, Andrée BUCHMANN, Claudie CACHARD, Denise CACHEUX, C. CAMILLERI, Marguerite CARBONARE, Vincent CARLOTTI, Jacques CASAMARTA, Odette CASANOVA, Nicole CASANOVA, Françoise CASTRO, Catherine CEYLAC, Mireille CEZ, Mireille CHABOT, Madeleine CHAPSA, Yvette CHASSAGNE, Janine CHASSEGUET-SMIRGEL, Michèle CHATRE, Chantal CHAWAF, Andrée CHEDID, Alice CHERKI, Hourya CHERIF AWAT, Claudine CHONEZ, Yvonne CHOQUET-BRUHAT, Hélène CIXOUS, Christine CLERC, Claire CLOUZOT, Annie COHEN, Jeannette COLOMBEL, Gilbert COLLARD, Maryse CONDE, Michèle COQUILLAT, Jacqueline COSTA-LASCOUX, Sharon COURTOUX, Michèle CRAMP-CASNABET, Laurent CROCE, Roger DADOUN, Areski DAHMANI, Odile DELOREME, Régine DEFORGES, Claude DÉGLIAME, Michel DEGUY, Annie DELAVEAU, Simone DELESALLE, Jacques DERRIDA, Marguerite DERRIDA, Dominique DESANTI, Harlem DESIR, Geneviève DEVEZE, Abdelkader DJEGHOUL, Daniel DOBBELS, Arielle DOMBASLE, Lydie DOOH-BUNYA, Nicole DROMARD, Françoise DUROUX, Naoual EL SAADAoui, Claudette ELEINI, ETIEMBLE, Jeanine ETIEMBLE, Bruno ETIENNE, Françoise FABIAN, Albert FERRACCI, Lucette FINAS, Glenn FORD, Viviane FORRESTER, Irène FRAIN, Jean FRECOURT, Gisèle FREUND, Yvette FUILLET, Ghjcumu FUSINA, Françoise GAILLARD, Claire GALLOIS, Jacques GAUDARD, Janine GDALIA, Béatrice GHILBER, Françoise GILOT, Marie-France GIOVANNANGELI, Liliane GIRAUDON, Marie-Hélène GOTTEL, France GRAND, Michèle GRANDJEAN, Claude du GRANDRUT, Almuth GRESILLON, Benoîte GROULT, Marie-Claude GRUMBACH, Bela GRUNBERGER, France GUBLIN, Saleh GUERRICHE, Paul GUERRIN, Sébastien GUIDICELLI, Badia HADJ-NASSAR, Mohamed HARBI, Jacques HASSOUN, Olivier HERRENSCHMIDT-MOLLER, Arlette HERRENSCHMIDT, Monique HEROLD, Badia HODS-NASSAR, Catherine HUMBLLOT, Jeanne HYVRARD, Simone IFF, Geneviève JACQUES, Raymond JEAN, Françoise KAES, Pierre-Patrick KAITEMBACH, Françoise KERLEROUX, Anouch EL KHATIB, Georges KIEJMAN, Yvonne KNIBIELHER, Françoise LABORE, Mme LAGADEC, Monique LANGE, Jean-Gérard LAPACHERIE, Sylvie LAUFFINOTTE, Nicole LE DOUARIN, Jean-Pierre LEFEBVRE, José LENZINI, Martine LEVY, Lyne LEVI-VALENSIN, Anne de LICHY, Xiuqing LIN, Lise LONDON, Félix LUCIANI, Jean-François LYOTARD, Jacqueline MAITTE-LOBBE, Françoise MALETTA, Jacques MAMET, Catherine MARAND-FOUQUET, Danièle de MARCH, Marcel MARECHAL, Dyonis MASCOLO, Joyce Mc DOUGALL, François MASPERO, Karim MECHAI, Albert MEMMI, Sophie de MENTHON, Kate MILLETT, Juliette MINCES, Janine MONCORPS, Catherine MONNIER-BESOMBES, Gisèle MOREAU, Nicole MUCHNIK, Hélène NAVAS, Michèle MONTRELLAY, Elisabeth OUALID, Yvonne PACHIAUD, Ange PANTALONI, Hélène PARMELIN-PIGNON, Claire-Marie PATRIS, Monique PELLETIER, Eliane PERASSO, Chantal PEREZ, Michèle PERREIN, Charlotte PERRIAND, Luce PERROT, Michel PICCOLI, M. PICOT, Jean PIERRE-BLOCH, Marie-Paule DE PIHNA, Maria de Lourdes PINTASILGO, Marie-France PISIER, Michel PIZZOLE, Pierre POGGIOLI, M. PONCET-RAMADE, Florence PRUDHOMME, France QUERE, François REGNAULT, Denise RENE, Michel REVAULT D'ALLONNES, Catherine RIHOIT, Anne ROCHE, Michel ROLLAND, Henry ROSSI, Claudia ROTH, Elisabeth ROUDINESCO, Yvette ROUDY, François ROUSTANG, Jacques ROUYER, Stella ROZAN, Simone ROZES, Sonia RYKIEL, Alya SAADA, Jacqueline SAG, Danièle SALLENAVE, Messaoudi SAMIA, Pierre SAMUEL, Dominique SANDA, Philippe SANMARCO, Charles SANTONI, SAPHO, Laurent SCHWARTZ, Marie-Hélène SCHWARTZ, Leila SEBBAR, Claude SERILLON, Antoine SFEIR, Max SIMEONI, Pierre-André TAGUIEFF, Wassila TAMZALI, Gérard TAUTIL, Djida TAZDAIT, Etienne TETE, Paule THEVENIN, Paul THIBAUT, Isabelle THOMAS, Alain TOURAINE, Bernard TROJANI, Ducia VALANTE, Jacqueline VALENSI, Françoise VERNY, Eliane VICTOR, Pierre VIDAL-NAQUET, Geneviève VIDAL-NAQUET, Anne-Marie de VILAINE, Isabelle VISSIERE, Jean-Louis VISSIERE, Barbara VON JEHRING, Monique VUILLAT, Magda WASSEF, Françoise XENAKIS, Nicole ZINN-JUSTIN, Jyotsn ZINS-SAKSENA, Mme ZOUARI.

Se sont associés à cet appel : ACCOITA NAZUNALISTA CORSA, AD 89, AGIMM, ASSOCIATION DU COTE DES FEMMES, ASSOCIATION FRANÇAISE DES FEMMES INGENIEURS, ASSOCIATION LOCALE DES FEMMES ALGERIENNES (Aix-en-Provence), AVA BASTA, CANN'ELLES, CENTRE D'INFORMATION POUR LE DROIT DES FEMMES (Bastia), CERCLE DES INTELLECTUELS MAGHREBINS, CIMADE, CLUB CONVAINCRE (Paris), CLUB FLORA TRISTAN, COLLECTIF CONTRE LE VIOL, COLLECTIF FEMMES DU MOUVEMENT DES RENOUVEAUX COMMUNISTES, CERCLE D'ETUDES ET DE REFLEXION SUR LES DROITS DE L'HOMME AU CAMBODGE, COLLECTIF FEMINISTE "RUPTURES", COMITE DES FEMMES EXILES CHILIENNES, COMITE TIEN AN MEM LIBERTE, COMMISSION FEMMES DES VERTS (Ile-de-France), ECHANGES ET RENCONTRES - SECTION "LE TIERS MONDE ET VOUS" (Dieulefit), EXPRESSION MAGHREBINE AU FEMININ, FEDERATION DE CORSE DU SUD DU PS, FLORA, FORUM, FEMMES ACTIVES RESPONSABLES ET SOLIDAIRES (FARES), FEMMES-IRAN, FEMMES ET POUVOIR (Lyon), FRANCE PLUS, FRONT DES FORCES SOCIALISTES (EPS, Algérie), IDEEFAM, LA LIBRE PENSEE, LE BAGDAM CAFE (Toulouse), LIGUE DES DROITS DE L'HOMME (Corse), LIGUE INTERNATIONALE POUR LES DROITS ET LA LIBERATION DES PEUPLES (Section française), LIGUE INTERNATIONALE DE FEMMES POUR LA PAIX ET LA LIBERTE (Section française), MEMOIRE FERTILE, MOUVEMENT FRANCAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL, MRAP, FEMMES ET LIBERTES, ORGANISATION DES FEMMES IRANIENNES, PARFUM DE LA TERRE, PROMOTION D'INITIATIVES AUTONOMES DE FEMMES, RADIO FEMMES EUROPE, SOS-RACISME, UNION DE L'ACTION FEMININE (Maroc), SGEN, SNEP, SNES, SNI-PEGC, UNSEN-CGT, SOS SEXISME, UNION DES FEMMES FRANÇAISES (U.F.F.), UNION REGIONALE CFDT (Corse), UNIONE DI U POPULU CORSU, WIENER BÜRO FÜR DER MENSCHENRECHTE DER FRAUEN (Autriche).

FORUM POUR LES DROITS ET LES LIBERTES DES FEMMES
Jeudi 21 Juin 1990 de 18h à 24h
Salle de la MUTUALITE - 24, rue Saint-Victor - 75005 PARIS

Envoyez vos signatures avec vos nom, prénom, adresse à : ALLIANCE DES FEMMES - 5, rue de Lille - 75007 Paris - Tél. 45 48 83 80

هكذا من الأصل

POLITIQUE

Les polémiques sur la loi d'amnistie et le projet

« Il faut sortir du marais socialiste »

affiche M. Jacques Chirac au conseil national du RPR

A trois jours de la discussion, mercredi 9 mai, à l'Assemblée nationale, de la motion de censure déposée par les groupes de droite, le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, dimanche soir sur TF1, a jugé « désastreux » l'effet produit par la polémique sur l'amnistie des délits politico-financiers.

Devant le conseil national du RPR, M. Chirac a parlé de « crise morale » et posé deux conditions à la participation de son mouvement à la seconde table ronde sur le racisme et l'intégration des immigrés, prévue le 16 mai à l'Hôtel Matignon. M. Chirac souhaite notamment l'inscription, à l'ordre du jour du Parlement, de la proposition de loi RPR sur le code de la nationalité.

M. Le Pen, pour sa part, a très vivement réagi aux propos tenus contre lui, vendredi, par le président du RPR. Selon lui, M. Chirac exprime « des fantasmes d'un esprit malade ».

L'offensive du président du RPR prend place dans un climat de polémiques suscitées par l'application de la loi d'amnistie et le projet de renforcement de la législation antiraciste.

Il y a fort peu de chances que le RPR participe à la réunion de concertation sur l'immigration prévue pour le 16 mai à l'Hôtel Matignon. Telle est la décision prise par le conseil national du mouvement gaulliste, réuni samedi 5 mai à Paris, sous la présidence de M. Jacques Chirac, qui rejoint ainsi l'attitude prise la veille par M. Léotard, président du Parti républicain.

Pour qu'il revienne sur sa décision, M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a posé deux conditions au premier ministre : « Qu'il prenne l'engagement solennel de ne plus soulever à tort et à travers l'éventualité d'accorder le droit de vote aux étrangers ; qu'il inscrive à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale la proposition de loi RPR-UDF portant réforme du code de la nationalité qui traduit les conclusions de la commission Marceau Long ».

L'irritation des membres du conseil national du RPR est surtout venue du fait que quelques jours après la première réunion à l'Hôtel Matignon sur le racisme, M. Rocard ait accepté la proposition de loi communautaire sur ce même sujet sans en avoir parlé à ses hôtes. En conséquence, pour M. Juppé, « la concertation est devenue une opération médiatique et une mise en scène politique ». Tout comme M. Bernard Rous, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, M. Jacques

Tonbon a été catégorique : « Les socialistes ne peuvent apporter de solution réelle et fondée aux problèmes de l'immigration car politiquement ils n'ont pas intérêt à les régler - ni même à les atténuer - afin d'assurer à court terme leur position électorale ».

Après les interventions de M. Gérard Léonard, député de Meurthe-et-Moselle, et de M. Pierre Mazeaud, député de Haute-Savoie, qui ont adopté à l'unanimité une motion sur l'immigration comportant notamment quatre points : la maîtrise des flux migratoires ; la mise au point de mesures d'insertion par l'école et le logement ; la réforme du code de la nationalité ; l'aide européenne aux pays d'Afrique noire et du Maghreb.

Unanimité aussi, au sein du RPR, pour condamner l'attitude dont ont bénéficié les seuls hommes politiques dans les affaires de fausses factures et les conséquences judiciaires de ces décisions, ce qui, selon M. Chirac, « est grave pour l'Etat, pour la démocratie et pour l'égalité ». Le maire de Paris dénonce d'ailleurs « le développement des inégalités sous l'impulsion d'un président socialiste, ce qui condamne nos hommes mais le système ».

Tous les auteurs se sont dits préoccupés par une double dérive que M. Juppé a décrite ainsi : « L'échec

et le discrédit croissants du socialisme d'une part, la montée de la haine et de la violence verbale de l'extrême droite d'autre part ». Dans ce constat, M. Chirac trouve la raison pour le RPR de « s'engager dans une stratégie de combat offensif ». Après avoir dressé le bilan des échecs d'un pays qui « au total n'est pas dirigé ou qui l'est mal », l'ancien premier ministre a lancé : « Il faut sortir du marais socialiste parce que la France en a besoin. Elle a besoin d'une opposition sereine et déterminée avec un RPR fort et rassemblée ». Et il ajoute : « L'heure est à l'offensive. Les Français doivent savoir que nous sommes porteurs de solutions à leurs problèmes. Nous gagnerons les prochaines élections parce que les socialistes ont perdu la foi ».

La colère de M. Balkany

Cet esprit offensif, le RPR a voulu le marquer en montrant sa détermination sur deux autres problèmes que celui de l'immigration. Il a donc affirmé tout d'abord sa volonté de réaliser la confédération de l'opposition - même avant la fin de l'année, a promis M. Juppé. Pour cela, il a mis au point la procédure de désignation du candidat unique de l'opposition pour l'élection présidentielle dont il débatera avec ses partenaires. Il précise que ce choix ne devra pas

être fait par les seuls élus, les seuls notables, mais aussi par les citoyens - adhérents ou non des partis d'opposition - qui souhaiteront participer à ces « primaires ».

En outre, le RPR veut se renforcer et lancer une nouvelle campagne d'adhésion avec comme slogan : « La France, j'y crois », « La liberté, j'y crois » et « La victoire, j'y crois », le tout accompagné de la formule : « la machine est prête à tourner ». Mais la question est plutôt celle-ci : « Sommes-nous capables de lui donner l'impulsion nécessaire ? » M. Chirac affirme qu'il le croit puisque « les quelques électrochocs qu'a subis le RPR ont empêché de s'endormir ». Mais il ne faut pas pour autant qu'il tombe dans le « fractionnisme ».

Le président du RPR n'a pas hésité à rappeler que certains, comme M. Michel Noir, envisagent de créer un mouvement nouveau, ce serait, a-t-il dit, « dépasser la ligne jaune ». D'autres, comme MM. Pasqua et Séguin, pensaient à « un mouvement dans le mouvement, selon un article maladroite et perturbateur ». Ces risques, d'après M. Chirac, sont aujourd'hui évacués puisque le bureau politique, à l'unanimité de toutes les tendances, a adopté, le 2 mai, une sorte de code de déontologie permettant aux courants « de s'exprimer librement et de converger au sein des instances nationales du RPR ».

M. Charles Pasqua, présent à la

tribune, ne s'est pas formalisé de ce rappel. Toutefois, deux de ses proches ont réagi différemment. M. Christian Estrosi, député des Alpes-Maritimes et responsable départemental du mouvement, a renoncé à prendre la parole. Et surtout, M. Patrick Balkany, député des Hauts-de-Seine, a, devant les journalistes, violemment reproché à M. Chirac d'avoir divulgué une décision qui, selon lui, devait rester secrète. Il a affirmé : « Juppé a voulu donner l'impression qu'il avait fait plier le courant Pasqua-Séguin. A ce petit jeu, il ne sera plus gagnant. Chirac et Juppé n'ont pas tenu parole. On ne peut plus avoir confiance. Ils n'ont pas eu une attitude digne. Le RPR n'est plus un mouvement démocratique. Plus que jamais nous devons absolument prendre la direction du RPR. Alain Juppé ne sert pas Jacques Chirac. Il se sert de Jacques Chirac. Et ce dernier se trompe dans le choix de ses amis ».

M. Juppé a ensuite précisé que le bureau politique avait seulement décidé que le code de bonne conduite ne serait pas débattu par le conseil national puisqu'il avait été unanimement approuvé mais que ses membres en seraient informés. M. Balkany, par son esclandre, aurait-il alors fait beaucoup de bruit pour rien ? Cette brusque colère d'un député proche de M. Pasqua révèle toutefois que tous les problèmes liés de la création des courants ne sont pas réglés et que les luttes d'influence et les querelles de personnes au sein du mouvement subsistent bel et bien. Malgré les protestations platoniennes et apaisées de leurs deux leaders, le renforcement de l'organisation matérielle du courant Pasqua-Séguin - avec l'installation d'un siège séparé et le lancement de tournées en province - ce sont des preuves concrètes.

ANDRÉ PASSERON

La table ronde sur l'immigration compromise

Les deux cartouches de l'opposition

Les deux conditions posées par le RPR pour participer à la table ronde du 16 mai sur l'immigration n'ont pas été choisies au hasard. Le code de la nationalité et le droit de vote des étrangers sont deux cartouches que l'opposition utilise depuis des années chaque fois qu'elle veut embarrasser le PS ou contrer le Front national. Elle est en mesure de traduire ces questions ultra sensibles par des slogans simples (« On ne devient pas Français sans le savoir ni sans le vouloir »). Le droit de vote est lié à la citoyenneté française, alors que les socialistes s'emparent dans des explications complexes.

C'est le Front national qui le premier avait dénoncé deux modes d'acquisition « automatique » de la nationalité française : à la naissance, pour l'enfant né en France de parents étrangers lorsque l'un au moins de ses parents est lui-même né en France (article 22) ; à dix-huit ans, pour le jeune né en France de parents étrangers nés hors de France (article 44). Ces dispositions sont contenues dans la loi du 9 janvier 1973, adoptée sous Georges Pompidou. Elles ont notamment bénéficié de nombreux boursiers cumulant les deux nationalités, française et algérienne, et choisissant de faire leur service militaire en Algérie.

Estimant cette situation anormale, désirable surtout de couper l'herbe sous le pied du Front national, M. Jacques Chirac avait tenté de réformer le code de la nationalité en 1986 lorsqu'il était devenu premier ministre de la cohabitation. Ce fut une levée de boucliers à gauche : le PS, le PC, la plupart des syndicats et de nombreuses associations s'opposèrent à toute modification de la loi. M. Chirac tenta de sortir du guêpier où il s'était mis en créant, le 22 juin 1987, une commission de sages, présidée par M. Marceau Long, vice-président du Conseil d'Etat.

La commission travailla sérieusement, tint des audiences publiques et remit son rapport le 7 janvier 1988. Un rapport modéré mais volumineux, dans lequel elle préconisait divers changements. Selon elle, l'accès des enfants d'étrangers à la nationalité française ne méritait nullement d'être restreint, mais ces jeunes devaient exprimer leur consentement d'une manière ou d'une autre : en demandant par exemple un certificat de nationalité française.

Ce n'était pas exactement ce que souhaitait M. Chirac. Il félicita chaleureusement les sages et rangea leur rapport dans un tiroir. L'année suivante, M. Mit-

terrand fut réélu, et on ne parla plus de réformer le code de la nationalité.

Le RPR revient aujourd'hui à la charge - avec le soutien de l'UDF - en s'appuyant sur ce rapport. La proposition de loi dont il exige la discussion a été déposée en juin 1989 par M. Pierre Mazeaud, député de Haute-Savoie. Le même qui, trois ans plus tôt, réclamait, dans un autre texte, la suppression pure et simple du « droit du sol ». M. Mazeaud a mis de l'eau dans le vin. Il propose désormais une nouvelle article 44 ainsi rédigé : « Tout étranger né en France de parents étrangers a le droit, à partir de l'âge de seize ans et jusqu'à l'âge de vingt et un ans, de se prévaloir de la qualité de Français à condition qu'il en manifeste la volonté, qu'il réside en France et qu'il justifie d'une résidence habituelle en France pendant les cinq années qui précèdent sa manifestation de volonté ».

Entre-temps, à gauche, les esprits ont évolué. Tout le monde ne pense plus que le code de 1973 est intouchable. Certains sont séduits par le rapport Marceau Long et contestent le service militaire en Algérie. D'autres militent pour une loi encore plus libérale, qui accorderait la nationalité française à la naissance à toute personne née en France. Et, de divers côtés, est réclamé un accès plus facile à la naturalisation, considérée comme un facteur d'intégration.

C'est dire que, si un débat doit s'ouvrir au Parlement, la matière ne manquera pas. Le gouvernement cherchera très probablement à l'éviter, voulant se contenter d'une accélération et d'une simplification des procédures de naturalisation, qui, elles, n'exigent pas une réforme de la loi.

Objectif 1995

Quoi qu'ils fassent à propos du code de la nationalité, le RPR et l'UDF seront traités de mous par le Front national. Ils jouent sur le velours, en revanche, à propos du droit de vote des étrangers, pour lequel les socialistes sont bien embarrassés après avoir accumulé les maudissements pendant une dizaine d'années.

La thèse du RPR et de l'UDF est simple : les résidents étrangers bénéficient de tous les droits économiques et sociaux ; la seule chose qui les différencie des Français est la participation aux élections politiques. Supprimer cette signification à la nationalité française, s'ils veulent totalement s'intégrer, les rési-

dents étrangers n'ont qu'à devenir Français. On ne leur demande même pas d'abandonner leur nationalité d'origine... A cette question de principe, l'opposition ajoute une difficulté pratique : faire accéder les étrangers aux urnes impliquerait une réforme constitutionnelle.

Ce droit de vote figurait parmi les propositions du candidat Mitterrand en 1981. Il a été mis ensuite entre parenthèses parce que l'opinion française y était majoritairement hostile. Mais, à plusieurs reprises, le président de la République a fait savoir qu'il n'y renoncera pas. Tout en laissant entendre en 1988, quelques jours avant sa réélection, qu'à ses yeux, les étrangers seraient électeurs mais non éligibles...

Au dernier congrès socialiste, à Rennes, le droit de vote figurait dans plusieurs contributions. Le premier secrétaire du PS, M. Pierre Mauroy, affirmait récemment que cette réforme devrait entrer en vigueur aux prochaines élections municipales, en 1995. M. Michel Rocard est plus évasif : selon lui, le droit de vote des résidents étrangers aux élections locales « doit être la conséquence d'une bonne intégration et non en être un préalable ». Toute décision en ce sens devrait être précédée « d'une réflexion qui soit à la fois experte, sereine et pluraliste ».

Mais comment gérer un thème aussi sensible, qu'on s'ingénie d'ailleurs à évoquer à chaque échéance politique ? Plus d'une centaine d'associations viennent de relancer la campagne en faveur d'une « citoyenneté fondée sur la résidence ». Elles font valoir que les résidents étrangers paient des impôts locaux et que leur participation à la vie municipale contribuerait à résoudre les problèmes de cohabitation. Elles ajoutent que le droit de vote existe dans cinq pays européens (Danemark, Irlande, Norvège, Pays-Bas, Suède) ainsi que dans deux cantons suisses, et que les étrangers originaires de la CEE seront appelés tôt ou tard à voter dans leur pays de résidence, comme l'a souhaité le Parlement européen.

La droite fait semblant de croire que le gouvernement veut donner aux étrangers le droit de vote. Elle le presse de renoncer publiquement et définitivement à ce projet, au moment où, précisément, le bureau exécutif du PS décide de renvoyer ?? C'est en tous cas un thème en or que M. Chirac et ses amis n'ont pas fini d'exploiter.

ROBERT SOLÉ

M. de Villiers compare la proposition de loi Gayssot à une loi d'apartheid. Dans un entretien à l'hebdomadaire Valeurs actuelles daté 7 mai, M. Philippe de Villiers estime que la proposition de loi Gayssot contre les actes et propos racistes « aura à terme pour effet d'instaurer une sorte d'apartheid civique, d'abandon en culpabilisant, puis en excluant tous ceux qui finissent par se demander s'ils n'ont pas tort d'aimer la France ». « Peut-on encore parler d'Etat de droit, poursuit le député UDF de Vendée, lorsque la loi ne se justifie plus par

rapport à l'universel, mais en fonction de l'utilité qu'elle présente pour le parti au pouvoir, qu'il s'agisse d'éliminer un adversaire par une loi ad hominem ou d'amnistier un copain ou des crapules ? »

M. Juppé : « M. Le Pen s'en va la violence. » - Le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, a affirmé, samedi 5 mai, au terme du conseil national du RPR : « Nous voyons monter l'intolérance et la violence. M. Le Pen est un homme violent et il le sait la violence. »

Le « n'importe quoi » des juges

Suite de la première page

« Les justiciables ne sont pas des otages. Nos juges, sommes-nous, ne sont pas des discriminés », estime ce magistrat.

Lorsqu'il était venu à la chancellerie, le 22 février dernier, annoncer avec fracas qu'il entendait faire de 1991 « l'année de la justice », M. Michel Rocard ne savait pas encore qu'il serait rattrapé par le calendrier. Présentant que quelque chose clochait dans les tribunaux de la République, le premier ministre ne s'attendait pas à ce court-circuit qui risque de faire disjoncter le gouvernement.

Les querelles intestines

La maladie n'est pas nouvelle. Un accès de fureur, dit le premier président de la Cour de cassation, M. Pierre Drai, dans un entretien accordé au Journal du dimanche du 6 mai, en expliquant, une fois encore, qu'un juge ne doit pas descendre dans l'arène politique. On y recule des coups. On en donne. Mais il y a plus grave : on n'est plus ensuite dans la posture de celui qui peut juger. Ce qui est essentiel pour un juge, c'est son crédit. Ce crédit, aujourd'hui, n'est pas bien élevé. Les juges sont malheureux, et les justiciables, méfiants. Le ministre de la justice, n'arrive à endiguer ni le spleen des uns ni la suspicion des autres. On le brocarde, on le plaint à l'envi d'avoir les mains qui tremblent et la voix trop faible pour couvrir les queribets de parlementaires en fure qui se complaisent à une facile censure.

Classique lien d'affrontements droite gauche, sécuritaires contre laxistes, la justice est aujourd'hui tombée encore plus bas. L'idéologie disparaît. Les repères s'effacent au profit d'un amphigouri cacophonique où le ridicule le dispute à la démagogie.

Il est ainsi cocasse d'entendre M. Jean-Louis Debré, ancien juge d'instruction parisien, devenu député RPR de l'Eure et secrétaire national de son parti chargé de la justice, féliciter ses anciens collègues frondeurs et appeler magis-

trats et justiciables à « s'élever en force contre la politique socialiste à l'égard de la justice » afin de « faire triompher l'Etat de droit ». On ne savait pas le RPR porté à se réjouir de voir libérer ou dispenser de peines des délinquants (1)...

Jusqu'ici, la fronde des juges n'a provoqué aucune réaction officielle du gouvernement, bien qu'elle suscite un embarras certain. On a préféré jouer la carte de l'ironie, en affirmant se réjouir de ce qu'enfin les juges soient plus précautionneux lorsqu'il s'agit de mettre ou de garder des inculpés en détention. Détention qui doit, on ne le répète jamais assez, rester l'exception. Car, au fond, on le sait bien, même si on n'a pas fait grand-chose pour y remédier, la crise de la justice est de moins en moins sourde.

Chose impensable il y a quelques années et signe manifeste de faiblesse des magistrats, des inculpés ont pris leurs juges à partie. Qu'ils s'appellent Claude Grellier, Gilles Boulouque ou Jean-Michel Hayat, chacun, à sa manière, s'est défendu. Ces polémiques ont laissé des plaies ouvertes.

Hier intestines, les querelles entre magistrats préfèrent désormais la place publique à l'ombre : on l'a vu de façon spectaculaire lors de l'annonce de la décision de la commission d'instruction de la Haute Cour. On l'a relevé dans l'affaire de la SORMAE, où l'arrêt de la chambre d'accusation était aimablement commenté, voire fourni à la presse, dès son énoncé alors que pas plus les avocats que le garde des sceaux lui-même ne parvenaient à en obtenir copie.

les structures de lutte mises en place.

Face à l'indigence du discours syndical - il n'est qu'à voir l'état de délabrement du Syndicat de la magistrature plus occupé à se déchirer qu'à réfléchir - on s'est, à droite comme à gauche, organisé en clubs de réflexion ou en associations. Il s'agit, c'est selon, de déverser un trop-plein d'énergie ou d'arnaque.

Dans cette effervescence, le beau discours volontariste sur la modernisation du service public de la justice que serine la chancellerie n'a guère de chance de passer, même si certaines bonnes volontés refusent de se laisser aller au découragement. C'est du blabla de ministres, soupire un magistrat. Pendant ce temps, on n'arrive pas à mettre la main sur un jeu complet et à jouer du code pénal et du code de procédure pénale.

Les juges ne peuvent toujours pas, depuis leur bureau, et quand ils ont la chance d'en avoir un, téléphoner en province, ou à l'étranger, sans passer par le standard. Au mieux, ils travaillent chez eux, ou à la bibliothèque du palais. Et malgré les promesses répétées, ils sont mal payés. Dans ces conditions, il faut bien de la vertu pour entrer dans la magistrature par vocation. L'écroulement est tel qu'on a vu cette année des magistrats d'Evry « tomber la robe » et refuser de prendre part à l'audience solennelle de rentrée pour dénoncer leurs mauvaises conditions de travail et celles, « intolérables » pour les justiciables, dans lesquelles ceux-ci sont jugés.

An-delà des manipulations et des explications commodes, la crise, toujours plus grave à chaque péripétie, éclate donc à nouveau. « Les juges se sentent de plus en plus démunis », résume l'un d'eux. Il ne faut, d'ici là, pas s'étonner qu'ils fassent « n'importe quoi ».

AGATHE LOGEART

(1) La fronde des magistrats, partie de Meaux et d'Agon, se poursuit. A Dragancourt, le président du tribunal de grande instance et ses deux assesseurs ont dispensé de peine les onze prévenus qui comparaissaient devant eux, jeudi 3 mai. A Dax, un juge d'instruction a refusé de planter en détention préventive deux jeunes cambrioleurs malgré les réquisitions du parquet. A Toulouse, trois juges ont proposé la mise en liberté de huit détenus poursuivis pour des attentats aux biens. A Pau, des juges d'instruction ont présenté des demandes de mise en liberté pour plusieurs délinquants.

POLITIQUE

antiraciste, et l'offensive de M. Chirac

Les attaques de l'opposition placent M. Rocard en première ligne

L'affaire de l'amnistie des délits politico-financiers tourne au désastre. Il est en effet « désastreux », comme le dit M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, qu'une loi destinée à moraliser la vie publique se retourne contre ses auteurs, notamment « les blanchisseurs » par le Parti communiste dont les députés ont été les seuls à voter massivement contre.

Il est désastreux que la magistrature affronte un début de déshabillage, que des juges donnent de la loi une interprétation politique ou qu'ils pratiquent la politique du pire, avec l'approbation recherchée de l'opinion publique. Il serait désastreux qu'une loi votée par le Parlement commence à provoquer des phénomènes de désobéissance civile qui, pour l'instant, restent très limités : M. Philippe Séguin, maire RPR d'Épinal, a reçu quelques contraventions municipales aggrégées de ce commentaire : « Et l'amnistie ? ».

Il est désastreux qu'une telle affaire fasse capoter la concertation engagée par M. Rocard avec l'opposition sur le racisme et l'intégration. La réaction en chaîne s'accroît. Puis, qu'il y a « crise morale », remise en cause de « la justice, de l'État, de la démocratie ». M. Chirac saisit l'occasion ainsi offerte et pose ses conditions pour participer ou non à la deuxième table ronde de Matignon prévue pour le 16 mai. Ces conditions — notamment l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale d'une proposition de loi RPR sur le code de la nationalité — sont inacceptables pour le gouvernement. Autant dire que M. Rocard a déjà échoué dans la recherche d'un consensus politique sur le racisme et l'intégration, d'autant que M. François Léotard, président du Parti républicain, déconseille, lui aussi, à ses amis de se rendre à Matignon.

Les socialistes s'efforcent encore d'expliquer qu'ils étaient de bonne foi lorsqu'ils ont souhaité remettre, avec l'amnistie, les compteurs à zéro, en même temps qu'ils installaient la transparence dans le financement des campagnes électorales et des partis politiques. Ils remarquent à bon droit que l'amnistie n'aurait pas été votée au Parlement sans la complaisante

abstention d'une large partie de la droite. Ils se défendent à nouveau mercredi à l'Assemblée nationale lorsque sera discutée, sur ce sujet, la motion de censure déposée par l'opposition. Les communistes, pourfau-

quent d'avoir à affronter une nouvelle fois, comme dans les années 1983-1984, un phénomène d'aveuglement et de surdité totale des Français. Et, au-delà, un refus a priori de toutes leurs initiatives, avant même que l'on

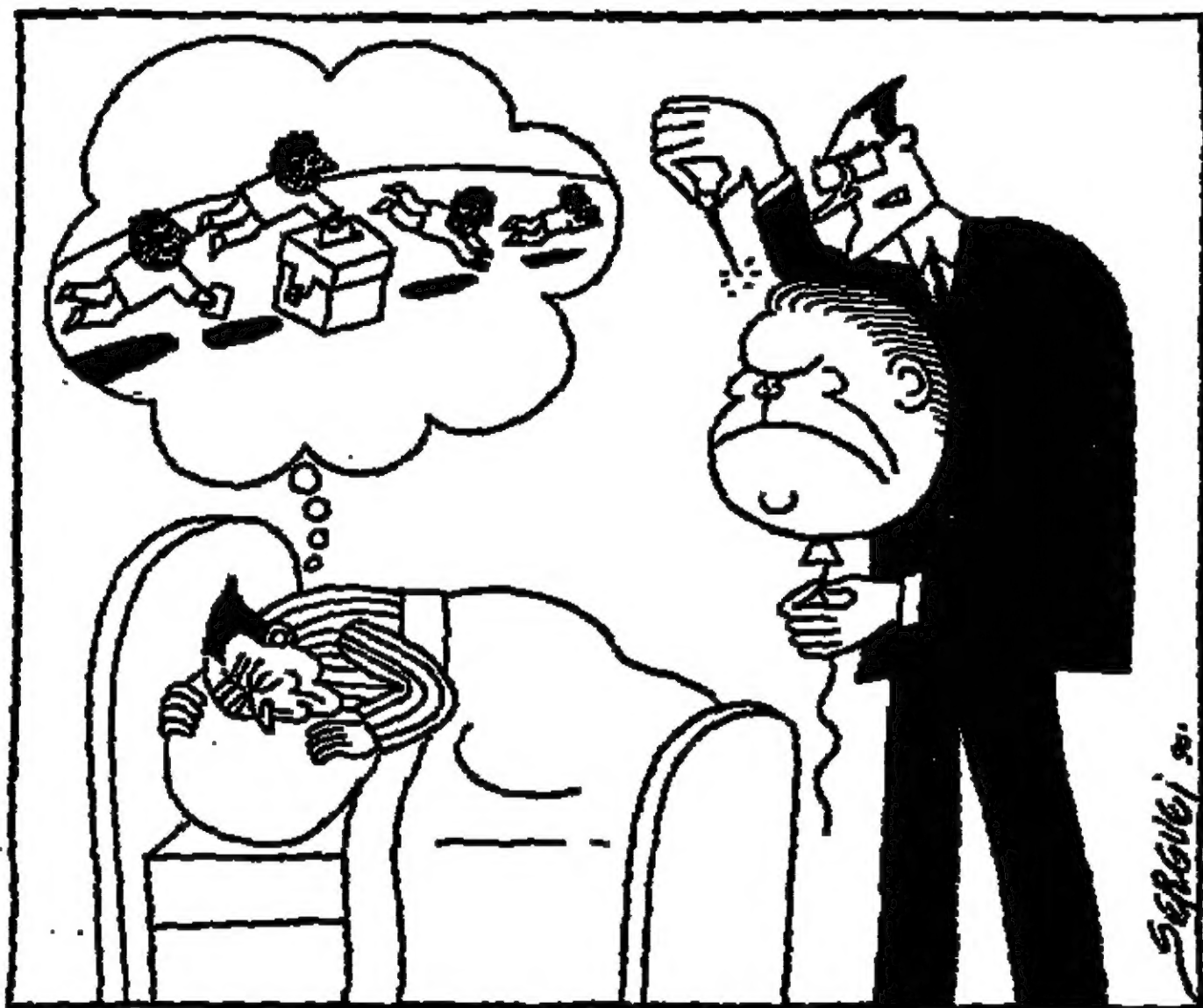
et loyauté envers le président de la République. Tout cela fait désordre et ne donne pas une image de cohésion.

Le premier ministre, en tout cas, se retrouve en première ligne, contraint et forcé. C'est à lui que revient d'affronter le débat de censure à l'Assemblée nationale et de subir, en contre-coup de l'amnistie, l'échec de sa recherche du consensus sur le racisme et l'intégration. C'est à lui que revient d'organiser la réassurance des socialistes face à l'offensive vigoureuse d'une opposition que — c'est de bonne guerre — la bonne foi sur l'amnistie n'étouffe pas. C'est à lui qu'il incombe de répondre aux critiques venues de son propre camp, de SOS-Racisme notamment. Cette fois, M. Rocard ne pourra pas, contrairement à son habitude, passer entre les gouttes. Les petites averse sont devenues déluge.

M. Chirac revient très fort en confirmant de manière spectaculaire ses intentions, affirmées depuis plusieurs mois, de mener la vie dure à l'extrême droite et aux socialistes. Bien campé sur le terrain propice de la morale, il invite ses troupes à « sortir du marais socialiste » et à faire barrage aux dirigeants du Front national, synonyme à ses yeux de « collaboration » et de tentatives d'assassinat du général de Gaulle pendant la guerre d'Algérie.

Le président du RPR ne court aucun risque à relancer la guerre contre les socialistes au moment où ils sont empêtrés dans une méchante affaire. Il en prend un beau à s'attaquer à l'extrême droite, ainsi que l'encourageait M. Pasqua, alors que ses électeurs et ses élus sont souvent sensibles aux sirènes du Front national. Il est vrai que, sans doute, il n'avait pas d'autre choix. Les cadres du Front national considèrent M. Giscard d'Estaing comme un homme respectable (le Monde des 8 et 9 avril) et M. Chirac comme l'ennemi numéro un à droite. Ainsi choisis, M. Chirac se soumet au choix de « l'ennemi » et le désigne comme tel. Au grand dam des socialistes qui, curieusement, ont aujourd'hui l'air d'être en retard d'une guerre.

JEAN-YVES LHOMEAU



deurs de la « loi scélérate », réunis en comité central exceptionnel et qui peuvent faire tomber le gouvernement s'ils mettent leurs voix à celles de la droite, entretiennent jusqu'au bout le suspense sur leur attitude. En juin 1989, c'est la crainte d'une motion de censure votée par les communistes qui avait conduit M. Rocard et M. Mitterrand à renoncer, provisoirement, au projet d'amnistie.

Le temps de l'explication est pourtant dépassé. Le sentiment de la tricherie, de l'injustice, du scandale provoqué par une société politique largement discréditée est si bien installé que toute démonstration devient inutile. Le débat d'aujourd'hui échappe à la logique et, comme les polémiques sur l'immigration, verse dans l'irrationnel. Les socialistes ris-

quent de se faire juger si elles sont bonnes ou mauvaises. « A l'époque, même le meilleur nous rebattait sur la guerre, dit un ministre. Nous revenons à la même situation. » C'est là sans doute que se situe la vraie censure, plus qu'à l'Assemblée nationale.

M. Mitterrand cherche à échapper au désastre. Ses collaborateurs expliquent que le président de la République a donné son accord parce que le premier ministre lui avait assuré que qu'il ne s'agit que d'une fronde éphémère. Dans l'entourage du premier ministre, on souligne depuis longtemps que M. Rocard s'est soumis par solidarité avec le Parti socialiste

M. Le Pen estime que le président du RPR exprime « les fantasmes d'un esprit malade »

Le président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen, a très violemment réagi, samedi 5 mai, aux propos tenus la veille au soir, en Alsace, par M. Chirac, qui avait rappelé l'engagement de l'extrême droite aux côtés des nazis sous l'Occupation et l'opposition armée de celle-ci au général de Gaulle pendant la guerre d'Algérie (le Monde daté 6-7 mai). Exprimer l'intention de déposer plainte, il a affirmé que ces déclarations lui inspirent « de la pitié, s'il s'agit d'un dérèglement mental du président du RPR », ou de « l'indignation, si le propos a été pesé et délibéré ».

Selon le chef de file de l'extrême droite, « les accusations portées par Jacques Chirac contre le Front national, probablement pour justifier le suicide du RPR, sont les fantasmes d'un esprit malade. S'agissant de la deuxième guerre

mondiale, a rétorqué M. Le Pen, nous n'avons pas de leçon à recevoir du blanc-bec qui était d'ailleurs, à l'époque, Jacques Chirac. En 1940, il n'y avait, très précisément, pratiquement, que l'extrême droite autour du général de Gaulle. » Le président du FN a « conseillé » au maire de Paris « pour être mieux informé, de s'adresser à son compagnon Maurice Papon plutôt que d'accuser ses adversaires politiques » (1). A propos des attentats perpétrés contre le général de Gaulle par les partisans de l'Algérie française, M. Le Pen a déclaré : « M. Chirac en a dit trop ou pas assez. Il faut qu'il précise ses accusations ».

(1) M. Papon, ancien ministre RPR, est inculpé de crimes contre l'humanité à propos de la déportation de 1 690 Juifs de la région bordelaise alors qu'il était secrétaire général de la préfecture de la Gironde, de 1942 à 1944.)

Un vieux règlement de comptes

Même si le président de la Ligue contre le racisme et l'antisémitisme a raison de rappeler que, sous l'Occupation, on comptait parmi les premiers amis de la collaboration, autour de Philippe Pétain, à la fois des hommes venus de l'extrême droite traditionnelle et des hommes issus des rangs socialistes ou communistes, l'argument historique de M. Chirac ne souffre guère de contestation : parmi les premiers fidèles du général de Gaulle il y avait bien quelques anciens partisans de l'Action française mais, dans leur grande majorité, les militants des mouvements d'extrême droite se rallièrent sans réserve aux nazis (1).

Dans son ouvrage Les Français d'abord, M. Le Pen, dont le mouvement n'a jamais renié, bien au contraire, sa filiation pétainiste, a expliqué lui-même son antipathie en racontant qu'il avait regretté, comme beaucoup de Français, que le général de Gaulle, à la Libération, n'ait pas « accepté, à ce moment-là, la main que lui tendait le maréchal Pétain. » C'est le même antipathisme,

devenu viscéral, qui conduisit ensuite M. Le Pen à épouser la cause de l'Algérie française jusqu'à lancer, en 1960, des appels à l'insurrection en métropole pour appuyer les auteurs des barbares d'Alger. L'ancien parachutiste avait alors fait l'objet d'une inculpation pour « menaces de mort sous condition », conclue ultérieurement par un non-lieu. M. Le Pen avait d'ailleurs continué à régler ses comptes avec les gaullistes en menant campagne, aux élections de 1965, au poste de secrétaire général des comités Tüder-Vignancour.

(1) De Gaulle a souvent déploré la solitude dans laquelle il s'était retrouvé, à Londres, le 18 juin 1940. Dans une confidence rapportée par Pierre-Louis Blanc dans son livre De Gaulle au soir de sa vie, qui vient de paraître chez Fayard, le général déclarait : « Ma surprise avait été de ne trouver seul à Londres. Sans aucune personnalité politique de quelque surface. Qu'étais-je comme Français autour de moi ? Des juifs lucides, une poignée d'antisémites, tous les braves pêcheurs de l'île de Sein. »

Une déclaration du premier président de la Cour de Cassation

« Un juge ne doit pas descendre dans l'arène politique »

« Un juge digne et loyal doit user des armes qu'on lui a données et seulement d'elles. Il doit les utiliser à bon escient selon les règles qui lui sont fixées. Dieu nous garde de l'équité des juges, qu'ils utilisent la loi », déclare au Journal du Dimanche du 6 mai M. Pierre Drai, premier président de la Cour de Cassation. « Un juge ne doit pas descendre dans l'arène politique, ajoute M. Drai. On y repolit des coups, on en donne. Mais il y a plus grave : on n'est plus ensuite dans la posture de celui qui peut juger. Ce qui est essentiel pour un juge, c'est son crédit. (...) Le juge respecte la loi. S'il trouve que la loi est « scélérate », il peut démissionner. Lors des lois de 1905 sur les congrégations, des juges ont démissionné. (...) Si le juge est guidé par l'émotion, c'est dangereux pour la justice. (...) Il ne faut pas pousser le juge à l'arbitraire. (...) Nous avons des règles de bon sens et des garde-fous pour lutter contre l'ultra-sensibilité. (...) La justice a un accès de fièvre. (...) De cette crise peut sortir un bien. Une réflexion sur le devoir des juges dans une société qui n'est pas facile. »

M. Joxe : « Plus jamais ça ! ». — M. Pierre Joxe a déclaré, dimanche 6 mai, au cours de l'émission « Sept sur sept », sur TF1, que l'amnistie contenue dans la loi de janvier 1990 sur le financement des partis politiques « n'était pas bonne, car elle n'a pas eu un effet d'apaisement, au contraire ». Le ministre de l'Intérieur a précisé que dans le dossier des fausses factures de la SOR-MAE, « ce n'est pas la disposition de 1990 qui s'est appliquée aux parlementaires, c'est celle de 1988, qui avait été votée par tout le monde après l'élection présidentielle ».

POINT DE VUE

Du service public aux services privés

par Cincinnatus

La justice entrouvre aujourd'hui les yeux sur l'étendue des désastres où l'on mène des abandons, ses renoncements et ses humiliations. C'est le premier président de la Cour de cassation lui-même qui, dans une « prière pour nos juges », rappelle il y a peu « le devoir urgent des autorités politiques qualifiées de notre pays » : « Une société se protège en protégeant ses juges contre les agressions et les attaques illégitimes. Par les temps qui courent, ces agressions et ces attaques se multiplient, parfois en toute impunité (...). Une société se grandit en faisant de ses juges les grands ouvriers du Droit, du seul Droit, et non en les poussant vers des tâches qui leur sont étrangères (...), à protéger privilèges ou monopoles. »

Exhortation vaine, puisque trois mois étaient à peine passés que des magistrats de la Cour de cassation s'empressaient de critiquer ouvertement l'arrêt qu'ils venaient de rendre en faveur d'un ancien ministre bénéficiaire d'une opportune amnistie. C'est dans ce climat surréaliste que des juges d'instruction ont décidé de prendre acte d'une évolution qu'ils ne peuvent que constater et, au nom d'un principe démocratique simple, de rappeler que tous les citoyens devraient être égaux devant la loi.

Au nom de quel ordre public, en

effet, placer en détention provisoire des voleurs de voitures, alors que les responsables de détournements de plusieurs millions de francs échappent aux poursuites pénales ? Démagogie criant déjà certains, assurant qu'il ne s'agit que d'une fronde éphémère et que les juges renoueront sagement à leur routine dès que les caméras de télévision se seront détournées.

Il y aurait pourtant grand risque à traiter une fois encore avec désinvolture ce qui se passe aujourd'hui. Le malaise est profond : ce n'est pas seulement parce qu'un ministre et des élus s'autoblanchissent généralement de leurs turpitudes que les juges réagissent. Ou plutôt ces « affaires » ne sont que la partie visible, la plus choquante, de la dégradation des mesures que favorise la déchéance de l'institution judiciaire.

La loi, quelle loi ?

La justice, fonction régalienne par excellence mais mal aimée de l'État, est en passe d'être réduite à sa plus simple expression : « l'autorité judiciaire », selon la Constitution, n'est plus, dans la terminologie officielle, que « le service public la justice ». Ce n'est pas qu'un changement de mots : c'est le signe d'une mutation.

M. Laignel : « Jugements à plusieurs vitesses ». — M. André Laignel a déclaré, dimanche 6 mai, au « Forum » de Radio-Monte-Carlo, qu'« un certain nombre de juges ont manifestement fait la politique du pire en rendant des jugements à plusieurs vitesses » dans les affaires de délits politico-financiers. « Je ne crois pas que les juges soient tous neutres politiquement, a ajouté le secrétaire d'État à la formation professionnelle. Un certain nombre de juges, manifestement typés à droite, ont voulu utiliser ce dispositif. S'il y a eu dévoiement de la loi, c'est par son application. »

Dans une justice banalisée et soumise, réduite à n'être qu'une administration de second rang, le rôle du juge s'affaiblit et son statut s'érode. Le juge pénal, avec son arsenal répressif, y devient indécrottable et, pourquoi pas, obsolète. Quant au juge d'instruction, voici bien le bouc émissaire comode : haro sur le « juge aux mains sales », chargé de se débrouiller seul avec une délinquance qui lui ne sait comment traiter !

La réalité est plus prosaïque : la justice doit gérer une délinquance qui se recrute, pour l'essentiel, chez les paumés de notre société. Les oubliés, les laissés-pour-compte, les marginaux, ceux que les cités crèchent sur les trottoirs et dont l'école n'a rien su faire, ceux qui ne se mettent à exister que lorsqu'ils franchissent, menottes aux mains, le seuil des palais de justice. On les enferme ? Répression ! On les relâche ? Laxisme ! Pendant ce temps, loin des querelles hypothétiques, d'aucuns qui savent, eux, comment s'y prendre s'organisent pour tourner à leur profit des lois qu'on ne songe même plus à faire respecter.

C'est pourquoi les juges commentent à comprendre que, de « bouffons de la République » en « dinde de la face », ils risquent bien de passer pour les seuls auteurs de l'irréparable dégradation de la vie publique. L'unique moyen de l'éviter, c'est d'ouvrir le débat : après tout, la justice est l'affaire de tous. Les juges doivent appliquer la loi, mais quelle loi ? Notre époque, autant que les précédentes, aspire à une justice égale et équitable. Mais la justice n'est respectée que si elle est forte, et elle n'est forte que si elle est légitime. Or voilà que déjà il se murmure que le service public de la justice n'est plus guère capable que de rendre des services privés.

► Sous ce pseudonyme s'expriment un groupe de juges d'instruction solidaires des mises en liberté décidées récemment par des magistrats instructeurs.

EN BREF

M. Pierre-Bloch (LICRA) : l'entourage de Pétain. — M. Jean Pierre-Bloch, président de la LICRA, affirme dans un entretien publié, lundi 7 mai, par Jour J, quotidien de la communauté juive de France, que l'entourage de Pétain était constitué d'hommes issus de l'extrême droite et de la gauche. « Soyons prudents, en discernant des brebis de civisme et de résistance à droite ou à gauche, indique-t-il notamment. Certes, l'entourage de Pétain était composé d'hommes venus de l'Action française ou de l'extrême droite fasciste. Il y avait Bérard, Darquier de Pellepoix, Maurras et Brasillach, mais à côté d'eux il y avait Doriot, Déat, Paul Fort ; à ma connaissance, ils ne venaient pas de la droite, il ne faudrait pas l'oublier. »

M. Veil critique la sanction pénale du « révisionnisme ». — M. Simone Veil, dans un entretien publié le 5 mai par le Figaro, dit « non » aux sanctions pénales contre le « révisionnisme » (néga-tion des massacres commis par les nazis), car « faire un délit des

thèses « révisionnistes », c'est minimiser la portée de la négation » et « mettre la contre-vérité historique au même niveau que l'histoire ». Pour l'ancienne présidente du Parlement européen, « l'affaire des « révisionnistes » nous fournit la preuve d'une carence d'information et d'une volonté d'occultation. »

L'Association des démocrates juge inopportune la proposition de loi antiraciste. — L'Association des démocrates, présidée par M. Michel Durafour, ministre d'État chargé de la fonction publique, a critiqué, vendredi 4 mai, la proposition de loi antiraciste déposée par le PCF. « Ce vote est inopportun, estime l'association, parce que le PCF n'est pas crédible dans son rôle de défenseur de la démocratie ; inopportun en plein débat dans la société française sur l'intégration et l'immigration ; précipité, car les tribunaux n'ont pas à décider de la bonne histoire ni à condamner les faux historiens ; précipité, car des dispositions sur la presse méritent plus de réflexion et de concertation avec ses représentants. »

LA BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE

Suivez en direct l'évolution des cours de la Bourse

BOURSE

36.15 LEMONDE

مكنا من الأصل

SOCIÉTÉ

Emploi et formation au rassemblement de la Jeunesse ouvrière chrétienne « Je ne laisserai pas les discours d'exclusion prendre le dessus » déclare M. Michel Rocard

« Je ne laisserai pas la société française fabriquer des hommes et des femmes qui auraient perdu l'espoir. Je ne laisserai pas les phénomènes et les discours d'exclusion prendre le dessus », a déclaré M. Michel Rocard devant quarante mille jeunes ouvriers réunis par la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC-JOCF), dimanche 6 mai à la Courneuve (Seine-Saint-Denis). Invité de « Maniformation », le premier ministre a par ailleurs dressé un bilan de l'action du gouvernement en matière de formation professionnelle.

Il y a des mots et des thèmes qui vont droit au cœur de ceux qu'on appelle communément les jeunes, génération des années 1990, génération des « potes ». Michel Rocard le sait qui, devant environ quarante mille sympathisants et militants de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC-JOCF) à la Courneuve, les a égrenés : solidarité, intégration, tolérance, lutte contre l'incitation à la haine entre les peuples, défense des libertés. Il y a aussi des mots magiques qui font s'enflammer à coup sûr les foules de moins de vingt-cinq ans : celui de Nelson Mandela, par exemple.

Mais pour toucher, il fallait dimanche parler emploi et formation professionnelle. Venu de tous les recoins de France pour participer à ce neuvième grand rassemblement (depuis la création du

mouvement en 1927) les participants ont ensuite « crié » leurs cinq revendications : de meilleurs moyens d'information sur la formation pour ceux qui ont un emploi stable ; la possibilité pour les titulaires d'emploi précaire de bâtir un projet individuel de formation ; le renforcement du contrôle des contenus des stages pour les apprentis ; l'organisation, une fois par an, d'une journée d'orientation par classe pour les scolaires ; la revalorisation des bourses pour les étudiants les plus défavorisés, leur mensualisation et leur indexation sur le coût de la vie.

L'ambiance était celle d'une vaste kermesse, avec scène à grand spectacle et stands sous chapiteaux. Entre la célébration eucharistique présidée par le cardinal Decourtray sur grands écrans vidéo et fond de musique cool, et le concert de Kassav' en soirée, ces jeunes issus majoritairement de milieux populaires, lycéens, étudiants de quatorze à vingt-cinq ans, voulaient avant tout qu'on les écoute sur ce point précis de l'emploi, de la difficile insertion dans la vie active, des chemins de la formation à leurs yeux encore trop tortueux. Ils avaient donc lancé un appel aux décideurs, aux élus, régionaux et nationaux, à tous ceux qui sont susceptibles d'améliorer la condition des 100 000 à 120 000 jeunes qui sortent chaque année de l'école sans diplôme. Appel qu'avait manifestement entendu plusieurs membres du gouvernement : MM. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux sports, Robert Chapuis,

J'AIMERAI BIEN
TROUVER UN
EMPLOI AVANT
DE PERDRE LA FOI.



secrétaire d'Etat à l'enseignement technique et Michel Rocard, en clôture.

L'appel de M. Delors à la « générosité »

De son côté, Jacques Delors a reçu des mains des responsables de la JOC (dont il est un ancien militant), un livre blanc sur la précarité de l'emploi. Ce qui permet au président de la Commission des

Communautés européennes, dans une intervention enthousiaste, d'appeler en retour les jeunes d'Europe à unir leurs efforts pour la construction européenne et de les inciter à « creuser dans leur vie » pour y découvrir « un trésor caché, qui est celui de la générosité ».

Ainsi, pour ce jour qu'ils avaient voulu de fête, le soleil, haut dans le ciel, se retrouvait dans les cœurs des militants réunis au sein des 160 fédérations de la JOC-JOCF (1). Ces cours-là s'étaient d'ailleurs mis depuis longtemps à l'ouvrage. Forts des résultats d'une vaste enquête menée l'an passé auprès de plus de quarante mille jeunes, ils avaient ainsi organisé trois espaces pour répondre aux attentes des jeunes : « Futurojob », vaste carrefour de l'emploi, leur permettait de glaner tout à trac des renseignements sur l'orientation, les métiers et leurs droits de nouveaux salariés. « Yaccavoir » portait à leur connaissance les initiatives de toutes les équipes locales de la JOC. « Revendic'actions », enfin, constituait le lieu privilégié des débats avec les décideurs.

Déjà en 1986 pour son dernier rassemblement, « Villavénir », la JOC avait fait le plein des cent mille jeunes. Avec « Maniformation », elle a prouvé encore sa capacité de mobilisation sur des sujets très concrets, sans oublier pour autant en filigrane sa mission d'évangélisation.

« L'avenir ne se fera pas sans toi », a lancé l'une des présidentes du mouvement en guise de conclusion. Un « toi » générique habilement adressé aux dizaines de milliers de participants, mais aussi au gouvernement, à Michel Rocard. Car au-delà du bilan tiré par le premier ministre sur la mise en place du crédit-formation individualisé en septembre dernier (qui touche actuellement près de 80 000 jeunes), ces « bâtisseurs de l'avenir », comme ils se nomment, n'entendent pas se contenter d'un simple « Aide-toi, le ciel t'aidera ».

JEAN-MICHEL DUMAY

(1) La JOC-JOCF compte douze mille jeunes scolaires et huit mille jeunes en situation d'emploi très précaire ou chômeurs. Par ailleurs, à l'occasion de « Maniformation », la JOC-JOCF vient de publier un Guide de la formation pour les jeunes en emploi stable ou précaire, au chômage ou en apprentissage aux Editions ouvrières (45 F).

EN BREF

■ Séisme en Italie : 2 morts, 19 blessés. — Un séisme de magnitude 4,8 a secoué la région de Potenza, dans le sud de l'Italie à quelque 140 kilomètres au sud-est de Naples, à 9 h 21, le 5 mai. Deux personnes sont mortes, terrassées par des crises cardiaques et dix-neuf ont été blessées. La secousse a été ressentie dans une vaste région incluant Naples et l'Apennin où le tremblement de terre du 23 novembre 1980 avait tué 2 900 personnes (AFP).

■ Terrores français : ultimatum du maire de Nîmes. — Les touristes français qui occupent depuis vendredi l'hôtel de ville de Nîmes (le Monde daté 6-7 mai) avaient, jusqu'au lundi 7 mai, 18 heures, pour apporter une réponse définitive aux nouvelles propositions de la direction des arènes à propos de la feria de Pentecôte, vient d'indiquer M. Jean Bousquet, député UDF et maire de Nîmes. Ces nouvelles propositions prévoient de porter de deux à six le nombre de « places » réservées aux Français, qui en exigent huit.

■ Radioactivité anormale en Ardèche. — Deux balises de détection situées aux Vans et à Privas (Ardèche) ont enregistré, le 29 avril et le 1^{er} mai, des taux anormaux de radioactivité, indique la préfecture. Ces instruments très sensibles, qui se déclenchent à partir d'un seuil de 0,1 microsievert, ont mesuré un taux de radioactivité de 0,8 microsievert, jugé sans danger par le Service central de protection contre les rayonnements ionisants (SCPRI). L'origine de cette élévation anormale de la radioactivité n'a pu être déterminée, et l'on s'interroge sur le fonctionnement de ce matériel car les autres balises installées dans la région par le CEA, EDF ou le SCPRI n'ont rien enregistré.

DÉFENSE

Une « première » dans l'armée française

Une force d'urgence parachutée à 6 000 kilomètres par des Transall ravitaillés en vol

L'armée française a réussi à projeter une force d'urgence de cent quatre-vingt parachutistes à 6 000 kilomètres de distance, en la larguant directement sur ses lieux d'intervention au moyen d'avions de transport ravitaillés en vol. Cette « première » en France a été réalisée à l'occasion des manœuvres « Aigle 90 » qui ont eu lieu au Togo à la mi-mars. Mais jusqu'à présent, les états-majors étaient demeurés discrets sur une telle action.

Outre les forces togolaises, qui ont notamment mobilisé leur régiment commando parachutiste formé par la France, « Aigle 90 » a réuni plus de cinq cents militaires français, engagés, selon le thème de l'exercice, dans la récupération d'un vingtain de ressortissants nationaux pris en otages dans la sous-préfecture de Guerin-Kouka, au nord-ouest du Togo, non loin de la frontière avec le Ghana. La France y a détaché, pour la circonstance, des éléments venus, par mer et par air, de la métropole ou de bases qu'elle entretient en Centrafrique ou au Tchad notamment.

Base avancée sans escale

Depuis Toulouse sont partis en éclaireurs, à bord d'un seul Transall, quarante hommes de commandos de renseignement et d'action dans la profondeur (CRAP), qui sont ceux qu'on appelle des « chuteurs » opérationnels spécialisés dans la lutte contre les arrière-advances. Leur mission était de sauter sur Kara pour y créer une base permettant l'accueil de renforts ultérieurs. Peu après, depuis Toulouse, s'est embarquée à bord d'un Transall et d'un Hercules une compagnie parachutiste, soit l'équivalent de cent quarante hommes, qui a sauté au même endroit, aux côtés d'un même nombre de parachutistes togolais venus directement de Lomé à bord d'un Transall français et d'un Buffalo togolais.

Pour rallier Toulouse à Kara, soit une distance de 6 000 kilomètres environ, les deux Transall et le Hercules ont navigué pendant onze heures. Chacun des avions a été ravitaillé en vol une fois, au-dessus de la Méditerranée, par un Transall aménagé pour une telle opération. Plus rapide (il aurait pu mettre deux heures de moins), le Hercules a attendu en vol les Transall qui l'accompagnaient pour l'exercice « Aigle 90 ». Les experts ont pu

constater que les parachutistes largués après onze heures de vol étaient aptes au combat. Mais ils considéraient qu'il aurait été nécessaire, en cas de besoin, de les relever après soixante-douze heures sur le terrain, en raison des grosses chaleurs.

Cette « première » permet à la France de se dispenser d'avoir en pays allié une base avancée qui serve d'escalier intermédiaire. A la différence des Etats-Unis qui disposent d'avions C-141 intercontinentaux capables de larguer à la fois des hommes et des matériels, la France aligne principalement une flotte de Transall dont le rayon d'action est sensiblement plus court. Elle peut réquisitionner des long courriers civils, mais les appareils des compagnies aériennes n'ont pas été conçus pour le parachutage. Ou bien elle doit obtenir des droits d'escorte pour ses Transall, et c'est une procédure toujours délicate sur le plan politique. C'est pourquoi les armées françaises ont, dans le passé, été obligées de faire appel à des avions de transport américains, comme en 1978 pour l'opération « Ebonite » au Zaïre.

La manœuvre « Aigle 90 » au Togo a démontré que les troupes françaises pouvaient s'affranchir en urgence de ces obstacles, grâce au ravitaillement en vol de leurs avions Transall qui leur confère, malgré quelques risques, un rayon d'action allongé.

Mais cette formule présente d'autres avantages que le seul résultat de raccourcir les délais d'intervention d'une force d'action extérieure. En particulier, elle permet de monter une opération en toute discrétion — sans l'appel à des avions tiers — et, du même coup, l'effet de surprise en est valorisé d'autant.

J. L.

■ Coopération franco-italienne en matière de défense. — Le groupe français Aérospatiale et la société italienne Selenia ont conclu, lundi 7 mai, un accord de coopération à long terme dans le domaine des missiles et des satellites. Cet accord élargit la collaboration déjà effective entre les deux industriels sur la conception d'une famille (dénommée Aster) de missiles sol-air. Il s'agira désormais pour Aérospatiale et pour Selenia de mener ensemble le développement, la production et la promotion commerciale de nouveaux programmes dans le domaine des systèmes d'armes par missiles et dans celui des satellites. L'Italie a accepté de financer une part de la construction du satellite Helios de reconnaissance militaire, avec la France et l'Espagne.

Après les expulsions de squatters à Paris

Village sur la place

Les trois cents personnes, dont la moitié d'enfants, expulsés mercredi 2 mai de deux immeubles parisiens qu'ils squattaient continuent de camper sur la place de la Réunion à Paris. Une quarantaine d'associations les soutiennent et ils ont reçu l'appui de l'abbé Pierre qui a « profondément scandalisé » a demandé au préfet d'exercer son droit de réquisition des logements vides pour reloger les expulsés. (le Monde daté 6-7 mai).

En revanche, la vingtaine de personnes expulsées d'un hôtel meublé déclaré en péril, rue Petit (19^e), ont été évacués, samedi 5 mai, le parvis de la mairie de l'arrondissement qu'ils occupaient, un accord étant intervenu avec les représentants de la mairie pour un relogement définitif.

Place de la Réunion : le nom rappelle qu'ici le village de Charonne s'est amarré à Paris. Aujourd'hui l'appellation trouve une nouvelle raison : le jardin tout rond « réunit » quelque deux cents personnes qui viennent d'y passer leur cinquième nuit sous les acacias.

La place a pris l'allure d'un village africain. Partout des enfants. Matelas côte à côte, mamans en boubou, qui donnent à manger aux plus petits. Mais les cinq tentes blanc rayé de bleu n'ont pas les couleurs vives d'Afrique. Et les hommes assis n'ont pas le cœur à la danse et

au balafon. Tous ont été expulsés, mercredi matin 2 mai, de l'immeuble voisin qui montre sans pudeur ses fenêtres murées de frais, ou de l'HLM de la Fontaine-au-Roi dans le 11^e arrondissement (le Monde du 4 mai). La plupart des trois cents squatters chassés des deux immeubles sont là. Quelques-uns seulement ont accepté l'hôtel ou le foyer proposé provisoirement par la mairie de Paris et la préfecture de police.

Solidarité locale

Des enfants et quelques adultes iront dormir chez des familles du quartier qui les accueillent. Le « village » vit d'ailleurs de cette solidarité voisine. Dimanche, un restaurateur tunisien a apporté quinze poulets et cent cinquante sandwiches. D'autres ouvrent leur douche ou leur table. Le bar associatif « La mouette rieuse » sert de cuisine collective.

La vie, peu à peu, s'est organisée. Vendredi, en fin d'après-midi, les policiers en civil ont finalement laissé passer les camions de l'association Emmaüs chargés des cinq tentes et des matelas. Le « comité des mal-logés », créé après les incandies criminelles commises en 1986 dans ce vingtième arrondissement et composé pour la quasi-totalité des expulsés eux-mêmes, veille à tout : la vie matérielle, la sécurité, la « garde » pour déjouer les interventions de la police, le respect des occupants et du voisinage, l'accueil aux sympathisants mais

en « évitant le voyeurisme, ici ce n'est pas un zoo ». Quelques responsables d'associations caritatives donnent un coup de main, essaient de nouer des contacts. Non sans mal.

Car si la solidarité locale est manifeste, le soutien des autorités ne saute guère aux yeux. Elus communistes mis à part, les conseillers de Paris de gauche se font discrets. Un des calicots accrochés à la grille commente : « Le PS construit pour notre avenir, des prisons, pas des maisons... » Le dialogue amorcé avant même les expulsions avec M. Jean Bouchoux, directeur de cabinet de M^{me} Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat à la famille, n'est pas rompu, mais aucune solution n'est vraiment en vue.

« Les cadres et les copains »

Les membres du « comité des mal-logés » ne comprennent pas. Au rapproche qui leur est fait parfois de tenter par la violence de « doubler » les demandes prioritaires de logements, ils répondent qu'eux-mêmes étant prioritaires, ils ne veulent précéder que « les cadres et les copains » à qui la mairie de Paris attribue des HLM sans se soucier de priorités. Ils répètent que Paris doit pouvoir continuer à héberger des habitants modestes, que trop de retraités nés dans la capitale ne peuvent y terminer leur existence, que la Ville ne se donne pas les moyens de loger ses propres employés : les éboueurs par exemple, qui travaillent tôt et dont plusieurs sont aujourd'hui réfugiés place de la Réunion...

CHARLES VIAL

MÉDECINE

Les cadres hospitaliers déposent un préavis de grève

Le Syndicat national des cadres hospitaliers (SNCH) a annoncé, samedi 5 mai, avoir déposé un préavis de grève pour le jeudi 31 mai, journée pendant laquelle il organisera une manifestation nationale à Paris. Le syndicat, qui regroupe environ les deux tiers des directeurs et cadres administratifs des hôpitaux publics, entend ainsi protester contre le silence du gouver-

nement vis-à-vis des revendications formulées en mars dernier.

Ainsi qu'il l'avait alors précisé (le Monde du 7 mars), le SNCH réclame notamment une modification des règles de financement, dans le cadre de la réforme hospitalière en préparation, afin d'aboutir à une égalité de traitement entre hôpitaux publics et cliniques privées. Est également préconisée une

évolution des statuts conforme « aux préoccupations des personnels », ainsi que la mise en place d'un « intéressement associant les personnels aux objectifs de l'établissement ». Plus largement, le SNCH souhaite que l'hôpital devienne un « lieu d'entreprise au service de la santé », et prône « des mécanismes d'économie mixte » et « un schéma régional de planification ».

ENVIRONNEMENT

La lutte contre l'automobile aux Pays-Bas

Le rail contre l'asphalte

AMSTERDAM

de notre correspondant

Loin d'avoir été découragés par la mise en vote de la loi relative à la majorité gouvernementale, de ses projets de péage électronique sur les principaux axes de circulation au sein de la conurbation Amsterdam-Utrecht-Rotterdam-La Haye (le Monde du 14 février) M^{me} Hanja May Wegger vient de faire adopter par le gouvernement un ensemble de mesures dictées par l'idée qui lui tient le plus à cœur : « Qui s'assied derrière un volant peu ouvrir son portefeuille en même temps qu'il boucle sa ceinture ».

Ainsi, les taxes prélevées par l'Etat sur l'essence normale et le super augmenteraient de 5 % le 1^{er} novembre prochain, et la répétition annuelle après année de cette hausse est envisagée. L'automobiliste désirant circuler aux heures de pointe entre les quatre grandes villes du pays devait acquitter un supplément de vignette — infiniment plus cher qu'en France — de 25 %. Enfin, les Néerlandais seraient confrontés quotidiennement avec un « trac » qui ne les embarrasse actuellement qu'à l'occasion de leurs périples estivaux dans l'Hexagone : le péage.

Sous réserve de l'accord du parlement, l'argent prélevé sur les automobilistes permettra à l'Etat de subventionner le développement des transports en commun intra-urbains (tramways et bus) et interurbains (bus et trains). Les chemins de fer néerlandais devraient être les principaux bénéficiaires de ce que M^{me} May Wegger appelle « un revirement de doc-

trine : moins pour l'asphalte, plus pour le rail ».

Cette idée fait un joli chemin. La principale centrale syndicale du pays s'est déclarée prête, fin avril, à accepter que les chefs d'entreprise ne dédommagent plus qu'une partie des frais de déplacements automobile de leurs collaborateurs à condition que ces derniers puissent faire usage de moyens de transport collectifs n'allongeant pas le temps de trajet de plus de 50 %. Au plan politique, les deux partis de la majorité gouvernementale viennent de déposer un projet de loi prévoyant que les « banlieusards » se rendant à leur travail en bus ou en train puissent déduire de leurs revenus les frais de transport plus facilement que les automobilistes.

Tout en regrettant que le gouvernement ait décidé de relever systématiquement chaque année de 3,5 % le prix des transports en commun, les écologistes ont estimé que « le plan de M^{me} May Wegger (allait) dans le bon sens ». Mais, en bons Néerlandais, ils ont aussi déploré l'absence de mesures en faveur des cyclistes.

CHRISTIAN CHARTIER

■ Manifestation en Bretagne des sinistrés de l'ouragan de 1987. — Deux ans et demi après l'ouragan qui, à la mi-octobre 1987, a dévasté la Bretagne, près d'un sinistré sur trois n'a toujours pas été indemnisé. Pour protester contre cet état de fait, des représentants du Collectif des associations locales et régionales des victimes de l'ouragan ont manifesté samedi 5 mai à Rennes.

CULTURE

Le ministère des finances mal aimé des Grands travaux

Suite de la première page

Tout au plus croit-on savoir que le ministère sert de repoussoir au maître de Paris, que le président de la République l'aurait comparé à un pays autoritaire et que le ministre du Budget regrette publiquement les ors Second Empire de l'ancien Louvre où il était naguère logé.

Il est vrai que les cinq mille fonctionnaires et les quatre ministres se sont installés à la sauvette dans l'immense bâtiment en T signé Paul Chemetov et Borja Huidobro. Pour cette armée en col blanc et lustrée, les deux architectes ont imaginé une véritable ville (225 000 m² dont 100 000 m² de bureaux) avec ses rues, ses passages, ses terrasses, ses places et sa liaison avec le tissu urbain, particulièrement malmené dans ce secteur.

On ne loge pas le tiers des effectifs parisiens de l'administration des Finances dans un pavillon de banlieue. De tous les Grands Projets entamés depuis le précédent septennat, c'est celui qui aura le plus d'incidence sur son environnement immédiat.

Les architectes en sont bien conscients : « La présence d'un grand ministère dans cette zone repousse les limites est de Paris jusqu'au boulevard périphérique », estime Paul Chemetov. Jacques Chirac l'avait bien compris qui, lors des discussions pour déterminer l'emplacement du futur ministère, avait préféré au qual Brany, le site de Bercy.

Refus des courbes et contre-courbes

Lorsqu'on découvrit la maquette du projet en décembre 1982, on ne manqua pas de brocarder « la barrière Chemetov », du plus pur style « néo-stalinien » comme pour rappeler le passé de l'architecte, théoricien brillant et polémiste redouté, qui travailla longtemps avec l'AUA, l'agence urbaine de la « ceinture rouge » de Paris. Comme la plupart des intel-

lectuels de leur génération (la cinquantaine), Chemetov et Huidobro ont sans doute laissé évoluer leurs engagements politiques.

En revanche, ils n'ont rien renié de leur héritage moderniste, et d'une esthétique que les théoriciens de l'architecture qualifient de brutaliste, parce qu'elle n'a pas précisément l'allure d'une boîte de chocolat de la Marquise de Sévigné.

« Chem » et son complice refusent les courbes et contre-courbes baroques d'une architecture désolée à la mode dans une bonne moitié des municipalités. Mais ils refusent aussi la bimbeloterie métallique qu'affectionne l'autre moitié des élus locaux.

L'image de la grandeur de l'Etat et de la force tranquille inhérente à celui-ci semble avoir été le souci des deux architectes. Un bâtiment d'une telle ampleur et d'une telle complexité paraît de prime abord échapper aussi bien aux critères ordinaires de la critique architecturale que de l'analyse urbaine. La tentative, d'ailleurs largement aboutie, des deux maîtres d'œuvre, aura été, pourtant, de prendre en compte l'exigence fonctionnelle d'un système urbain, tout en préservant l'échelle de l'architecture et en proposant une esthétique, pas très soignée peut-être, mais présente, cohérente d'un bout à l'autre de l'édifice.

A qui leur reproche cette barre « dépourvue de sensibilité », de 360 mètres de long, et de défigurer le site de la Seine, Chemetov répond, avec un sourire qui reste à interpréter : « Ce n'est pas une barre, mais un bâtiment rectiligne, comme les Invalides ». Et puis, sévèrement, avec rigueur, il est décliné une figure géométrique simple - le carré - et s'en tient là.

Leur unique fantaisie est du côté de la Seine, où le bâtiment fonctionne à la fois comme un signal majestueux, une porte de la ville et un embarcadere... La construction, viaud roide ment perpendiculaire au fleuve, apporte une note de calme dans ce quar-

tier à l'urbanisme médiocre et désordonné. Ses piles qui reprennent en majeur les arches du pont de Bercy, enjambent la circulation. Derrière, six cours carrées forment une grille géométrique.

Du côté de la gare de Lyon, un immeuble centré fait un angle droit avec le bâtiment principal, pour longer les voies ferrées. A l'est, le tumulte du Centre Omnisport de Bercy lui répond et s'ouvre, au-delà, sur le futur parc de Bercy.

C'est à la lisière de ce dernier que Frank Ghery construit à son tour, le nouveau Centre américain. La confrontation du baroque californien et du classicisme post-corbuseen sera intéressante.

L'entrée monumentale - 7 mètres sur 7 mètres - tient de la porte d'écluse et du sas anti-atmosphère. Elle est décorée par des motifs plus délicats, d'inspiration Jeancois. Pour amadouer les fonctionnaires, présumés grincheux à l'idée de quitter leurs prestigieux placards de la rue de Rivoli, une débauche d'œuvres d'art orne les perspectives du ministère. Dans les couloirs est aménagé un jardin qui accueille une anthologie de la sculpture, de Bourdelle à Denis Karavan. Le tapis de marbre jeté sur le sol de la galerie des perdus est signé Denis de Rougemont. Des œuvres de Matra, Alechinsky, Titus-Carmel et Rebejrolle ornent les murs. Une énorme tapisserie de Soulague, en point de savonnerie, tissée aux Gobelins, sera accrochée dans la salle des Commissions.

Détails soigneusement dessinés

La décoration des bureaux ministériels et des espaces de réception a été confiée à Andrée Putman et Isabelle Hébert. Mais aussi style Vienne Ring d'Alto, version Mitterrand Michel Charasse a d'ores et déjà préféré le style Empire, version Napoléon III, et il a fait suivre à Bercy son mobilier du Louvre. Les locaux réservés aux personnels, gymnase, salle de théâtre (250 places), locaux syndicaux, bibliothèque, restaurants (orientés vers le sud), sont particulièrement soignés (lumière zénithale, placages de frêne et de bouleau). Les détails ont été soigneusement dessinés, des poignées de portes à l'huissier des



Les architectes Borja Huidobro (à gauche) et Paul Chemetov.

fenêtres, des jardins suspendus, plantés de bambous, au choix de la pierre des Charentes (discret hommage aux racines présidentielles?) qui couvre les façades.

Faut-il préciser que l'ambition technique du bâtiment est à la hauteur de sa fonction. Tous les flux passent par les plafonds. Un système de chariots électriques invisibles permet de faire circuler

les dossiers à travers l'ensemble des bâtiments. Dans l'aile ministérielle, on conjugué la sophistication à tous les temps : aire d'hélicoptère sur le toit, bloc conférence modulable de six cents places avec circuits de télévision intégrés et traduction simultanée, abri anti-atome. Les bureaux des grands argentiers sont situés dans un cube déboité par rapport

à l'ensemble. Le chevet de Notre-Dame se profile à l'horizon. Mais la vue la plus habituelle reste axée sur l'urbanisme désolé du troisième arrondissement. L'urbanisme, après l'architecture, voilà un bon sujet de réflexion pour nos quatre ministres.

FRÉDÉRIC EDELMANN et EMMANUEL DERROUX

THÉÂTRE

Le rire de Bérénice

Au Théâtre national de Strasbourg Jacques Lassalle célèbre « Bérénice » comme un rituel

Bérénice est une tragédie sans effusion de sang ni diabolique stratégie, où la géométrie des passions n'en est pas moins implacable. On en connaît le résumé qui fit sourire des générations de lycéens : Antiochus aime Bérénice qui aime Titus qui ne l'aime plus, ou ne peut plus l'aimer. La tragédie s'épouse et se clot sur le silence de l'oubli, ou du souvenir, on ne sait, c'est le secret des cœurs.

Jacques Lassalle, le directeur du Théâtre National de Strasbourg n'avait jamais monté une pièce de Racine en province deux décennies de pratique théâtrale. Pour aborder Bérénice, il a fait d'abord le détour par une traduction en langue étrangère : il a monté la pièce au Norske Theater d'Oslo l'automne dernier. Cela lui a permis de mesurer, dit-il, ce qui restait de la pièce de Racine, dépourvue de sa langue originale. Il en reste une ossature forte et mystérieuse, que son spectacle met aujourd'hui en relief.

A Oslo, Iannis Kokkos avait conçu une scène bifrontale et vêtu les comédiens de brocarts Grand Siècle. A Strasbourg, le décor est de Nicolas Sire. Tout se joue dans une rotonde semi-circulaire ornée de hautes colonnades et dans les draps à la sensualité diffuse de Rudy Sabounghi. Impossible surtout de comprendre cette phrase de la Rochefoucauld qui servit d'exercice au spectacle norvégien (« On a bien de la peine à rompre, quand on ne s'aime plus »), car précisément, dans Bérénice version française, Jacques Lassalle insiste sur la sincérité des passions.

L'image d'un être faible

Sa mise en scène repose sur un double paradoxe : la clarté et la profondeur. Pour la clarté : l'espace, la gestuelle, les quelques objets symboliques d'un combat amoureux qu'il traite comme un rituel. Pour la profondeur : la langue et la duplicité d'être à qui il fait pourtant crédit d'innocence, car ils aiment, vraiment. Jacques Lassalle joue l'écart entre la clarté du signe et la subtilité d'une nuance passionnelle. C'est un bel exercice, mais périlleux pour les comédiens. Et il n'évite pas, c'est dommage, quelques clins d'œil intus-

Au centre de la rotonde d'un gris sobre et lumineux, un bassin égrené sa musique paisible. Antiochus rêve de faire voler hors de Rome. Il y fait donc flotter un petit navire. Bérénice y jette ses fleurs : signes d'effusion, de rêves encore possibles. A l'acte V, cette musique cède la place à des grondements sourds. Dans ce bassin, Bérénice, apprenant que Titus songe à la quitter, baigne sa douleur : c'est un geste inattendu, impulsif, et tout au long du spectacle, on retrouve ces échappées corporelles. Jean-Baptiste Malartre, Antiochus aux traits douloureux,

est ici très bien. Jean-François Sivadier, jeune comédien issu de l'école du TNS, donne de Titus l'image d'un être faible, trop faible, qui aime encore Bérénice, et déjà le pouvoir. Il a du mal à jouer et le rituel parfaitement réglé et la pulsion, mais il a repris le rôle au pied levé, quinze jours avant le début des représentations.

Le rire de Bérénice, retentit à plusieurs reprises, inquiétant. Rire de bonheur que l'on ne veut pas croire perdu, puis rire d'orgueil blessé. Mais il manque à Nathalie Nell un peu de délié dans ses gestes, ses déplacements. Elle est

femme, amante sans calcul plus que reine rompue aux stratégies politiques. Pourtant, elle préserve le secret de Bérénice : son ultime revirement, lorsqu'elle ordonne à Titus et Antiochus de vivre, malgré tout, est-il celui d'une reine ou d'une femme blessée dans son amour ?

Le temps permettra sans doute à ce spectacle de se rôder, polissant ce qu'il a encore pour l'instant de trop volontariste.

ODILE QUIROT

► Jusqu'au 12 mai. Théâtre national de Strasbourg. Tél : 88-35-63-60.

Les desseins européens de Rudy Sabounghi

Rencontre avec le décorateur et costumier qui monte, qui monte...

Cette saison, un jeune décorateur et costumier d'origine et de nationalité égyptiennes aura frappé fort : Rudy Sabounghi a signé l'automne dernier les costumes de la Mort de Danton, de Büchner, dans la mise en scène de Klaus Michael Gröber. Il a signé cet hiver les décors et les costumes de la Veuve, de Cormeille, dans la mise en scène de Christian Rist ; il signe aujourd'hui les costumes de Bérénice, de Racine, dans la mise en scène de Jacques Lassalle au Théâtre national de Strasbourg.

Après une enfance égyptienne, puis italienne et des études de scénographie à l'école des arts décoratifs de Nice, Rudy Sabounghi a appris l'exigence, la rigueur nécessaires à son métier dans ses premiers emplois d'assistant aux côtés de professionnels prestigieux : Hermann, le décorateur attitré de Peter Stein pour la Clémence de Titus à Bruxelles, Giorgio Strehler à Milan pour l'Illusion comique ; il fut également, à de nombreuses reprises, l'assistant du costumier Patrice Cauchetier.

« Ces collaborations définissent les trois axes de mon parcours : l'Allemagne et une certaine manière d'aborder les décors et les costumes, plus dramaturgique, plus

sur l'idée ; l'Italie, beaucoup plus visuelle ; la France, très historique. La rencontre avec Hermann fut fondatrice. Sur la manière de concevoir un espace, de partir d'une simple image pour arriver à un décor qui doit être juste sur la durée d'un spectacle ; chez Strehler, j'ai pu mesurer l'importance des finitions de mon travail, l'exigence de la perfection ; avec Gröber, j'ai découvert quelque chose d'essentiel au théâtre : l'état de recherche permanente, le « non-fini ».

Les trois ressorts du travail de Rudy Sabounghi sont une imagination fertile, un travail long et patient de documentation et bien sûr la discussion, parfois la négociation, avec le metteur en scène. Il a eu la chance, à une exception notable - une collaboration avec Claude Régy - qu'on ne lui ait jamais bridé l'imagination.

Confronté à Bérénice, Rudy Sabounghi a dû, à la fois, se souvenir et tenter d'oublier la production qu'avait réalisée Klaus Michael Gröber à la Comédie-Française au début des années 80. « Il fallait absolument trouver une direction totalement nouvelle. Dans Bérénice, on pense tout de suite à séparer les deux ethnies, les Romains des Orientaux. J'ai com-

mencé par faire une palette de costumes à base de draps, draps romains et orientaux, dans laquelle j'ai volontairement mélangé les couleurs dans des tons très neutres, sans hiérarchiser un clan ou l'autre, de manière à faire revenir au premier plan l'essentiel : la peau, la couleur de la peau, la race.

« Quand ce parti a été décidé, j'ai commencé de me documenter : qu'est-ce qu'une tige romaine, comment est-elle fabriquée, comment tombe-t-elle et comment faire tenir un drap, sans qu'il soit très cousu, fabriqué, retenu partout. Cette importance de la durée est la question la plus difficile au théâtre. »

Le nom de Rudy Sabounghi apparaît le plus souvent au titre des costumes. C'est la partie de la production où les noms sont les plus interchangeables. Les metteurs en scène sont plus souples sur le choix des costumiers que sur celui des décorateurs, avec lesquels ils ont souvent une plus grande connivence. Cette connivence de Rudy Sabounghi avec quelques-uns des plus intéressants créateurs du moment devrait le hisser bientôt à la hauteur de son rêve : être reconnu comme costumier et décorateur.

OLIVIER SCHMITT

DISQUES

Le tombeau de Warhol

Songs for Drella réunit John Cale et Lou Reed pour un hommage posthume

Drella, c'était le surnom - entre Cendrillon et Dracula - que donnaient, un peu malgré lui, ses intimes à Andy Warhol. Songs for Drella est l'oraison qu'ont composée pour lui Lou Reed et John Cale.

C'est la première fois, depuis le départ de Cale du Velvet Underground en 1968, que les deux hommes collaborent. Voilà réuni le noyau créatif du groupe le plus influent - avec les Beatles et les Byrds - qu'ait connu le rock. Le nez levé, on attend qu'ils s'écarteront sur la piste, comme les Who ou les Stones, qu'ils retrouvent, des chansons vieux d'un quart de siècle, comme Dylan, ou Reed lui-même, l'an passé.

John Cale et Lou Reed passent à travers le fil, échappent aux figures imposées, se retrouvent ailleurs, comme en 1967, au moment où la sortie du premier album du Velvet, sous la pochette (une banane) d'Andy Warhol, faisait perdre l'équilibre à tous ceux qui se donnaient la peine d'écouter.

Ni l'un ni l'autre n'ont besoin d'être nostalgique : chaque jour, de Varsovie à Dublin, de New-York à Los Angeles, des gamins qui auraient l'âge de leurs éventuels petits enfants réaffirment la modernité du Velvet.

Alfonsi au classicisme

Stèle funéraire, Songs for Drella, est aussi la borne qui mesure le chemin parcouru. Reed et Cale chantent, le premier joue des guitares, le second des claviers et de l'alto. Sans rythmique, il ne reste que l'épure de la grammaire élaborée en quelques albums que personne n'acheta : dures élastiques, affronts permanents au classicisme que seule permet la maîtrise parfaite des classiques (Chuck Berry pour Reed, Stravinsky pour Cale), écriture résolument moderne qui tournait le dos aux illuminations post-romantiques de la génération Dylan.

Il a suffi de quinze chansons à Lou Reed et John Cale, que l'on imagine, tard le soir, dans un grand studio sombre, pour témoigner, aimer, réévaluer Warhol. Lou

Reed propose à la fin du dernier titre (Hello It's Me) une autoévaluation flatteuse du travail qu'il vient d'accomplir : « Ton Journal n'était pas l'épilogue que tu méritais », qui induit tout naturellement que Songs for Drella est l'inscription funéraire qu'appelaient la vie et l'œuvre de Warhol.

Mais une fois arrivé là, le disque a eu le temps de mériter cette bouffée de vanité. Chronique biographique (Smalltown, l'enfance du vilain petit canard à Pittsburgh ; Work, portrait de l'artiste en immigrant tchèque catholique dévoré par son travail), évaluation critique (The Trouble With Classics, Images, manifestes pop) écrites avec la facilité - la plupart du temps dans la meilleure acception du terme - que Lou Reed trouve dans la manipulation des mots.

Des harmoniques ironiques

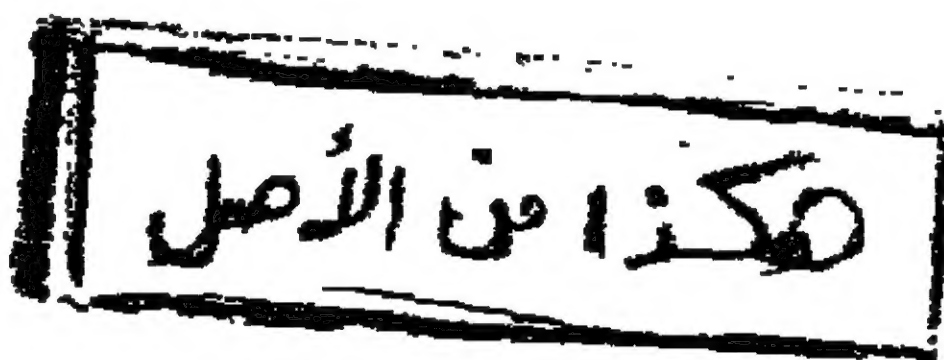
Et, comme dans toutes les biographies, arrive de temps en temps le moment du passage à l'autobiographie. It Wasn't Me, défense passionnée d'Andy Warhol contre ceux qui lui reprochaient le taux de mortalité élevé des stars de la Factory, trouve des harmoniques ironiques dans la bouche de l'auteur d'Heroin : « Je ne l'ai jamais dit de te planter une aiguille dans le bras », proteste Lou Reed, pérorant roublard.

Un dernier mot sur l'emballage, c'est bien le moins pour une suite consacrée à Andy Warhol. Sur la pochette du disque vinyl, Cale et Reed, beaux, intemporels, accrochent le regard avant que l'on découvre le visage tramé en noir sur gris d'Andy Warhol, métaphore exacte de l'impact de Songs for Drella. L'événement des retrouvailles qui laisse sa place à l'éloge.

On trouvera également, en édition limitée, un CD à pochette de velours noir accompagné d'un livret illustré des photos de Billy Name, photographe officiel de la Factory, pour s'immerger encore un peu plus dans cette évocation surréaliste.

THOMAS SOTINEL

► Disque, cassette, CD Sire/Warner.



كندا من الأصل

AGENDA

LUNDI 7 MAI

CINEMA

LES EXCLUSIVITÉS

AFFAIRES PRIVÉES (A., v.o.) : UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8 (45-93-16-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 8 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-94) ; Mistral, 14 (45-39-52-43).

ALLO MAMAN ICI BÉBÉ (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-58-92-82) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 8 (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-58-92-82) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-94) ; Mistral, 14 (45-39-52-43).

ALWAYS (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8 (45-63-18-18) ; Studio 28, 18 (46-09-36-07) ; v.f. : Miramar, 14 (43-20-39-52).

AU-DELA DU FEU (français, v.o.) : Utopia Champollion, 5 (42-28-94-56).

AUX SOURCES DU NIL (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 8 (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-58-92-82) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-94) ; Mistral, 14 (45-39-52-43).

BLAZE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; UGC Maillot, 17 (40-58-00-18) ; v.f. : UGC Montparnasse, 8 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-94) ; Mistral, 14 (45-39-52-43).

BLUE STEEL (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Haute-faïence, 8 (48-33-78-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-58-92-82) ; La Bastille, 11 (43-07-48-63) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (42-72-62-62) ; Feuverte, 13 (43-31-58-88) ; Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27) ; Pathé Wapler II (ex-Images), 18 (46-22-47-47).

LA CAMPAGNE DE CICÉRON (Fr.) : Luma, 4 (42-78-47-85).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; George V, 8 (45-62-20-40) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (42-72-62-62) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-58-92-82) ; Saint-Lazare-Paquier, 8 (43-57-35-43) ; Feuverte Bis, 13 (43-31-58-88) ; Pathé Montparnasse, 14 (45-28-42-27) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE CHAMPIGNON DES CARPATHES (Fr.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

CHARLIE (A., v.f.) : Club Gaumont (Publicité Métropole), 8 (43-58-92-82) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15 (45-32-81-88) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-81-88).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GORGES (A., v.o.) : La Triomphe, 8 (45-74-94-94) ; v.f. : La Triomphe, 8 (45-74-94-94) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15 (45-32-81-88) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-81-88).

CHET BAKER, LET'S GET LOST (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 8 (43-26-58-00) ; Lucarne, 8 (45-44-57-34) ; George V, 8 (45-62-20-40).

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : Lucarne, 8 (45-44-57-34) ; George V, 8 (45-62-20-40).

CONTE DE PRINTEMPS (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; La Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaugrand, 8 (42-22-57-23) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-15-08) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ; Eucurial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-26-58-00) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

CONTEMPORAIN (Fr.) : L'Entrepôt, 14 (45-43-41-69).

CRIMES ET DÉLITS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 8 (45-74-94-94) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; UGC Normandie, 8 (45-62-20-40) ; Max Linder Parnasse, 8 (48-24-58-88) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-01-58) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-94) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Kinoparadise, 15 (46-74-94-94) ; UGC Maillot, 17 (40-58-00-18) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE DÉCALOGUE 1. UN SEUL DIEU TU ADORERAS (Pol., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 8 (43-26-48-18) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-90).

LE DÉCALOGUE 10. TU NE CONVOITERAS PAS LES BIENS (Pol., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 8 (43-26-48-18) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-90).

LE DÉCALOGUE 2. TU NE COMMETTRAS POINT DE PARJURE (Pol., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 8 (43-26-48-18) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-90).

LE DÉCALOGUE 3. TU RESPECTERAS LE JOUR DU SEIGNEUR (Pol., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 8 (43-26-48-18) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-90).

LE DÉCALOGUE 4. TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE (Pol., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 8 (43-26-48-18) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-90).

LE DÉCALOGUE 5. TU NE TUERAS POINT (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 8 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 8 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 6. TU NE SERAS PAS LUXURIEUX (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 8 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 8 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 7. TU NE VOILERAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 8 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 8 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 8. TU NE MENTIRAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 8 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 8 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 9. TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 8 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 8 (43-26-48-18).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Cinépolis, 8 (46-33-10-82).

DRUGSTORE COW-BOY (A., v.o.) : Gaumont Parnasse, 14 (43-26-58-00).

ÉLÉMENTAIRE, MON CHER... (Lock Holmes) (Brit., v.o.) : George V, 8 (45-62-20-40).

ENNEMIS UNE HISTOIRE D'AMOUR (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; Publicité Saint-Germain, 6 (42-22-72-80) ; Publicité Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Blanche Montparnasse, 15 (45-44-26-02) ; v.f. : Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

ENTRE CIEL ET TERRE (A., v.f.) : La Gode, 19 (46-42-13-13).

EQUIPE DE NUIT (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

ERREUR DE JEUNESSE (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

L'ESPOIR AUX TROUSSES (Pol., Dan.-Fr., v.o.) : Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-90).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Utopia Champollion, 5 (42-28-94-56).

LA FÊTE DES PÈRES (Fr.) : UGC Opéra, 8 (45-74-94-94).

FLUC ET REBELLE (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-20-40) ; v.f. : Pathé Française, 8 (47-70-33-88).

GLORY (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Bretagne, 8 (42-22-57-23) ; Pathé Haute-faïence, 8 (48-33-78-38) ; UGC Opéra, 8 (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-94) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Cinépolis, 8 (46-33-10-82).

MISTER FROST (Fr., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-58-92-82) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (42-72-62-62) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wapler II (ex-Images), 18 (46-22-47-47).

MON VINGTIÈME SIÈCLE (Hong., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-10-30).

MUSIC BOX (A., v.o.) : Cinépolis, 8 (46-33-10-82) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-90) ; Gaumont Montparnasse, 15 (46-44-26-02).

MY LEFT FOOT (français, v.o.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-10-30) ; Publicité Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-26-58-00).

MYSTERY TRAIN (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5 (42-28-94-56).

NÉS DES ÉTOILES (Jap., v.f.) : La Gode, 19 (46-42-13-13).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (A., v.o.) : Studio Galand, 8 (43-54-42-34) ; Grand Pavois, 15 (45-32-81-88).

NIKITA (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; Rex, 2 (42-36-83-83) ; Rex (Le Grand Rex), 2 (42-36-83-83) ; Rex (Le Grand Rex), 2 (42-36-83-83) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-15-08) ; Gaumont Opéra, 8 (47-42-56-31) ; Miramar, 14 (43-20-39-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

L'OPÉRA DE QUATRE SOUS (A., v.o.) : Vendôme Opéra, 2 (47-42-56-31).

OU EST LA MAISON DE MON AMI ? (français, v.o.) : Utopia Champollion, 5 (42-28-94-56).

LE PETIT DINO SAURE ET LA VALLEE DES MERVEILLES (A., v.f.) : La Bastille, 11 (43-57-80-81) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-81-88).

POLO EN AMERIQUE (Su., v.f.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

POTINS DE FEMMES (A., v.o.) : Cinépolis, 8 (46-33-10-82) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07).

APRÈS APRÈS-DEMAIN, Film français de Georges Lantier, v.o. : 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-10-30) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-15-08) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-56-31) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-26-58-00) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

DEDE, Film français de Jean-Louis Benoit : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Pathé Haute-faïence, 8 (48-33-78-38) ; George V, 8 (45-62-20-40) ; Pathé Française, 8 (47-70-33-88) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-58-92-82) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Pathé Wapler II (ex-Images), 18 (46-22-47-47).

LA FILLE AUX ALLUMETTES, Film français de Aki Kaurismäki, v.o. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Bretagne, 8 (42-22-57-23) ; Racine Odéon, 8 (43-26-58-00) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-90) ; La Bastille, 11 (43-57-80-81).

GHOSTS OF THE CIVIL DEAD, Film australien de John Hillcoat, v.o. : 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-10-30).

PRÉSUMÉ DANGEREUX, Film français de Georges Lantier, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÉTRE (A., v.o.) : Cinépolis, 8 (46-33-10-82).

LAMBADA (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-58-92-82) ; v.f. : Pathé Française, 8 (47-70-33-88) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; Pathé Wapler II (ex-Images), 18 (46-22-47-47).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinépolis, 8 (46-33-10-82) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5 (43-28-18-06).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5 (43-28-18-06).

LES 1001 NUITS (A.) : Rex, 2 (42-36-83-83) ; La Triomphe, 8 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 8 (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-94) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Cinépolis, 8 (46-33-10-82).

MISTER FROST (Fr., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-58-92-82) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (42-72-62-62) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wapler II (ex-Images), 18 (46-22-47-47).

STANLEY ET IRIS (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-15-08) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-26-58-00) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wapler II (ex-Images), 18 (46-22-47-47).

TATIE DANIELLE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 8 (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6 (43-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-15-08) ; Saint-Lazare-Paquier, 8 (43-57-35-43) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-94) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Feuverte, 13 (43-31-58-88) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wapler II (ex-Images), 18 (46-22-47-47) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.o.) : Lucarne, 8 (45-44-57-34).

MAHABHARATA (Fr., v.o.) : Pantin, 8 (43-54-15-04).

TURNER ET HOOD (A., v.f.) : Paris Ciné I, 10 (47-70-21-71).

UN MONDE SANS PITIE (Fr.) : UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; Le Triomphe, 8 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 8 (47-42-56-31).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : Cinépolis, 8 (46-33-10-82).

LE VOLEUR DE SAVONNETTES (L., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

THÉÂTRES

ATELIER (46-06-48-24). Poupins : 21 h.

BATACLAN (47-00-30-12). Match d'improvisation : 21 h.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). C'est dingue : 21 h.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Huis Clos : 20 h 30.

CRYPTÉE SAINT-AGNÈS (ÉGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31). Le Mystère de la charité de Jeanne d'Arc : 20 h 30.

DAUNOU (42-61-68-14). Le Diamant rose : 21 h.

DOJO-ASAHI (43-80-41-68). Les Fausse Confidences : 20 h 30.

EDGAR (43-20-55-11). Les Babes-Cadres : 20 h 15. Nous en fait où on nous dit de faire : 22 h.

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-59-92). Les Masculines : 20 h 45.

GRAND THÉÂTRE D'EDGAR (43-20-50-09). Les Blochons. Histoire d'amour : 20 h 15.

OPÉRA PARIS BASTILLE (40-01-16-16). Les Biches : 19 h 30.

POTINIERE (42-61-44-16). Le Nouveau Testament : 20 h 45.

THE SWEENEY (48-33-28-12). Still Life : 20 h.

OPÉRA DE LA MAINATE (42-08-83-33). La Magicienne : 20 h.

THÉÂTRE DE NISLE (46-34-61-04). Sketches : 20 h 30.

THÉÂTRE MONTORGUEIL (42-33-90-78). Dépeche-toi, c'est Shabbat : 20 h 30.

TOURTOUR (48-87-82-48). Toro : 20 h 30.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-04). La Drague : 21 h.

CONCERTS

ÉGLISE SAINT-LOUIS-EN-ÎLE. Orchestre de chambre Jean-Jacques Wierckx, 20 h 45, sam., 17 h, dim. Dr. Philippe Leroy. Ensemble vocal Notre-Dame, chœur Saint-Vincent-de-Rochefort, dir. Marie-Claude Fardet. Œuvres de Bach. Téléphone location : 45-23-18-25.

ENSEMBLE MUSIQUE VIVANTE. 20 h 30, ven. Dr. Diego Masson. Vito Glicks, Claude Bartalmy (guit.), Jean-Pierre Drouot (perc.), Jay Gottlieb (piano), quintette vocal de Lubjana, Linda Hirst (mezzo-soprano), Nicholas Fowell (baryton), Tatjana Kristian, Michael Lonsdale, Yumi Nara, Werner Sumner, Mostafa Sidi (pédalier). Les églises de Glogov, Grand auditorium. Françoise Pollet, 15 h, sam. Mélodies fanfares. Studio 106.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-56-60-70). Bruno Rigutto, Pierre Anquet, Arto Horns, 11 h, dim. Piano, violon, violoncelle. Œuvres de Rachmaninov, Tchaïkovski.

THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77). Innaï Khan, 18 h, sam. Surbar, star. Musique de l'Inde du Nord.

LE MICHÈRE (42-77-40-25). Luis Niza, 18 h, sam. Guit. Francisco Gonzalez (guit.) Musiques latino-américaines.

SPECTACLES NOUVEAUX

Les jours de première et de relâche sont indiqués entre parenthèses.

MICHEL DE MONTAIGNE : HISTOIRE D'UN CAVAILIER. Lucarne Forum. Centre national d'art et d'essai (45-44-57-34) (dim.) 20 h (2).

THÉÂTRE TCHOULOU DE SAOTOMÉ. Maison des cultures du monde (45-44-72-30) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; mer. et dim. à 17 h (2).

ENFANTILLAGES. Saint-Denis. Théâtre Gérard-Philipe (42-43-17-17) 9 h 30 ; 14 h mer., jeu., vend. (2).

LE LIEUTENANT GUSTEL. Cité internationale universitaire (45-39-38-69) (dim., lun., mer.) 20 h 30 (2).

LA CASA. Montréal. Salle Barthélemy (45-58-92-08) (dim. soir, lun.) 20 h 30, dim. 15 h 30 (2).

COMMENT GAGNER LE MAXIMUM EN TRAVAILLANT UN MINIMUM. Le Grenier (43-80-60-01) mer., jeu., vend., sam. à 22 h (2).

C'EST TOUT. Théâtre du Tambour royal (48-06-72-34) (mer., sam., lun.) 18 h (2).

LA FONTAINE-FABLES. Lucarne Forum. Centre national d'art et d'essai (45-44-57-34) (dim.) 20 h (2).

LE PARIS-MUNICH 1930 CAF CONG' UND KABARETT. Le Funeribus théâtre-restaurant (42-23-58-59) (dim. soir, lun.) 22 h 15, jeu., vend., mer., dim. 18 h (3).

ON NE BADINE PAS AVEC L'AMOUR. Théâtre de verdure du jardin Shakespeare (42-71-44-08) vend., sam., dim., mer. à 17 h (8).

TITO ANDRONICO (TITUS ANDRONICUS). Théâtre national de l'Odéon (43-25-70-32) (dim. soir, lun.) 20 h ; (dim.) 15 h (4).

PLACE GARIBOLDI. Madeleine (42-65-07-09) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 15 h 30 (4).

HUIS CLOS. Comédie-Française (40-15-00-15) sam., lun. à 20 h (5).

DÉPECHE-TOI, C'EST SHAB-BAT. Théâtre Montorgueil (42-33-80-78) (dim. soir, ven.) 20 h 30 ; sam. 22 h 30 ; dim. 18 h (7).

CANNES 90

43^{ème} FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM DU 10 AU 21 MAI

© IFF 1990 CASTELLA TRAUQUANDI

ÉDITÉ PAR LE GROUPEMENT INTERPROFESSIONNEL DES PUBLICITAIRES DU SPECTACLE

20 H 45

BALLET CULLBERG

SUEDE

CHOREGRAPHIES

MATS EK

DU MAR. 8 AU SAM. 12 MAI

LE LAC DES CYGNES

LOC. 42.74.22.77

2 PL. DU CHATEAU 4

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

SCIENCES ET MÉDECINE

Le Monde

COMMUNICATION

La nomination d'un nouveau président à l'AMEF, holding de Mondadori

Un revers pour M. Berlusconi

La dernière assemblée générale des actionnaires de l'AMEF, holding financier contrôlant la majorité des actions ordinaires de Mondadori, a tourné au désavantage de M. Silvio Berlusconi, rival de M. Carlo De Benedetti dans la lutte pour le contrôle du premier éditeur italien. Vendredi 4 mai, l'assemblée a nommé à la présidence de l'AMEF le candidat du juge Rocco Polverini, M. Giacinto Spizzico. Il remplace un des fidèles de M. Berlusconi, M. Fedele Confalonieri.

Antérieurement, l'assemblée avait décidé de nommer de nouveaux administrateurs au prorata de la part dont dispose chacun des actionnaires de la bataille. Le groupe Fininvest de M. Berlusconi a désormais six de ses représentants au conseil d'administration (dont Cristina et Luca Formenton ainsi que Leonardo Mondadori, les héritiers qui avaient déclenché les hostilités en novembre dernier en apportant leurs parts au patron de la Fininvest). La CIR, de M. De Benedetti en a trois, tandis que les trois derniers représentants le juge Polverini.

Bien que M. Berlusconi contrôle la moitié des sièges, la CIR de M. De Benedetti est renforcée : le nouveau président, M. Spizzico, dispose en effet d'une voix double en cas de désaccord. « Nous avons obtenu ce pour quoi nous travaillons depuis cinq mois », a noté l'un des lieutenants de M. De Benedetti.

EN BREF

■ Préavis de grève à FR 3. - Les organisations syndicales de FR 3, à l'exception du SNI, ont déposé un préavis de grève à durée indéterminée à compter du lundi 21 mai. Dans un communiqué, les syndicats CFDT, CFTC, CGT, FO et CGC réclament la « définition rapide d'objectifs ambitieux et diversifiés pour les régions » ainsi que « l'abandon » du projet de séparation de l'antenne et des centres régionaux de production déléguée au dernier comité central d'entreprise (CCE). Les syndicats demandent en revanche « la constitution d'unités de production-fabrication régionales regroupant tous les moyens de fabrication ».

■ Numéro spécial de l'International Herald Tribune sur le général de Gaulle. - Le quotidien américain International Herald Tribune a fait paraître lundi 7 mai une série d'articles consacrés au général de Gaulle, à l'occasion du centenaire de sa naissance. Ce numéro spécial, introduit en « une » par un dessin en couleurs de l'ancien chef d'Etat, comprend un article de l'ancien conseiller du président Nixon, Henry Kissinger, sur l'attitude qu'aurait adoptée le général de Gaulle face à la désintégration du bloc soviétique et à la réunification de l'Allemagne, ainsi qu'un article de Jean Lacouture, biographe de l'ancien président de la République, et des analyses de Michael Sturmer, spécialiste de l'histoire de l'Allemagne contemporaine et d'Etienne Manac'h, ancien ambassadeur de France à Pékin.

■ La Roumanie adhère à Eutelsat. - La Roumanie est devenue, jeudi 3 mai, le vingt-huitième pays membre de l'Organisation européenne de télécommunications par satellite (Eutelsat). Grâce à la signature de cet accord, la Roumanie devrait pouvoir rapidement utiliser les satellites Eutelsat pour des liaisons téléphoniques avec l'Espagne, la France la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, la République fédérale d'Allemagne et la Suède. Une station terrestre destinée à acheminer ce trafic devrait être mise en service l'année prochaine.

Contrôle anti-Mafia à la RAI

La lutte contre la Mafia risque de paralyser le fonctionnement de la télévision publique en Italie. Le service juridique de la RAI a, en effet, décidé d'exiger de tous les collaborateurs et invités de la télévision un certificat de non-appartenance à la Mafia. La RAI applique ainsi la loi Rogoni-La Torre, votée à la suite de l'assassinat à Palermo du général Dalla Chiesa. Ce texte interdit toute participation de marchés publics avec des personnes ou des entreprises qui n'auraient pas déclaré officiellement leur non-appartenance à la criminalité organisée.

Les producteurs de la RAI devront désormais s'assurer que tous les acteurs, chanteurs ou danseurs participant à une émission de télévision possèdent une déclaration faite par eux-mêmes devant le notaire et affirmant qu'ils n'ont aucun lien avec les organisations mafieuses. La même obligation s'applique aux auteurs de films, de séries ou même de photos utilisées dans les émissions. Seuls les invités intervenant à titre gratuit sur les antennes de la RAI ne seront pas contraints de montrer patte blanche. (AFP)

CARNET DU Monde

Naissances

- Edmond KARALOGLOU, Fabelle HUNT, sont heureux d'annoncer la naissance de
Gayane.
Paris, le 12 avril 1990.

- Nadine et Jean-Noël FLAMMARION, Sophie, Camille et Laure sont heureux d'annoncer la naissance de
Nicolas,
le 25 avril 1990.

Décès

- M. Henri Bussac, M. et M^{me} Alain Castany, Laurence et Cécile, Le docteur René Gabarrou et ses enfants, Les familles Bussac, Castany, Gabarrou, Barbe, Lacroix, Matzat, Ses parents, alliés Et tous ses amis, ont le douleur de faire part du décès de
M. Henri BUSSAC,
survenu le 27 avril 1990.

La cérémonie religieuse a eu lieu le lundi 30 avril, en l'église Saint-Just-et-Saint-Pasteur, suivie de l'inhumation à Narbonne.
Le présent avis tient lieu de faire-part.

3, rue des Thermes, 11100 Narbonne.

- On nous prie d'annoncer le décès de l'artiste peintre

Marcel SAHUT, (1901-1990),
survenu à Aix-en-Provence le jeudi 12 avril 1990.

De la part de Yvonne Sahut-Bonnot, sa femme, André Sahut-Morel, son fils.

CAMPUS

Les universités et l'Europe est-ouest

Une vingtaine de présidents d'universités d'Europe de l'Ouest et de l'Est ont participé, les 19 et 20 avril, à une rencontre sur le rôle des universités dans l'intégration européenne, organisée par la Sapientia de Rome, à l'occasion de l'anniversaire de cet établissement créé en 1303 par le pape Boniface VIII. M. Herick Finck, un théologien allemand, a souligné, lors de la séance inaugurale, l'importance de la République italienne, le rôle décisif joué par les intellectuels dans les changements politiques et sociaux de l'Europe de l'Est.

La proposition de créer un forum annuel autour d'un thème différent a été approuvée à l'unanimité. Le premier sera consacré à l'autonomie des universités. D'autre part, la Sapientia prendra un certain nombre d'initiatives, en application du programme de l'Est-Ouest approuvé à Strasbourg pour répondre aux besoins de formation dans les pays de l'Est. Ce programme concerne trois domaines : sciences et matériaux, droit commercial international et patrimoine culturel. Pour ce dernier, Rome propose de créer une banque de données pour assurer une meilleure information est-ouest en matière de recherches, de stages et d'enseignement.

L'université de Stockholm organisera en collaboration avec la Sapientia et l'université de Minsk, des séminaires sur la pollution et le patrimoine artistique. En octobre, l'université et l'académie des sciences et des arts de Belgrade organiseront des séminaires sur les cultures balkano-méditerranéennes. En 1991, des séminaires seront en collaboration avec d'autres institutions de l'Est et de l'Ouest, des cours sur la conservation et la restauration des monuments. Rome et Paris, enfin, seront promoteurs d'un festival sur le cinéma et la télévision des pays de l'Est.

FRANCO RIZZI.

Interflora

CHEZ VOTRE FLEURISTE OU AVEC NOTRE
NUMERO VERT 05 203 204



AGENDA

Avis de messe

- De la part de M^{me} Adolphe Touffait, son épouse, M. et M^{me} Jacques Touffait et leurs enfants, M. Michel Touffait, M. et M^{me} Jean Touffait et leurs enfants, M. François Touffait, ses enfants et petits-enfants, une messe sera célébrée à la mémoire de
M. Adolphe TOUFFAIT,
procureur général honoraire, près la Cour de cassation, juge honoraire à la Cour de justice des Communautés européennes, le mardi 15 mai, à 9 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du Roule, Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), métro Salomon.

8, boulevard Julien-Perin, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Manifest. du souvenir

- L'Association de solidarité franco-arabe, Et l'Association pour le dialogue islamico-chrétien et les rencontres inter-religieuses, organisent à l'Institut du monde arabe, le 9 mai 1990, à 18 heures, un hommage au
docteur Adel AMER,
premier directeur de la Ligue des Etats arabes en France, décédé le 1^{er} avril 1990.

Renseignements : 45-55-27-52.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 5254

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

une pierre. Des poids lourds sur la route de la vie. - 3. Les premières couches. Normale. - 4. Peut être fait pour l'honneur. Petites quantités de liquide. - 5. Qui n'intéresse que ceux qui veulent les restes. - 6. Quand il est drôle, peut être assimilé au zèbre. - 7. Bricole quand il est petit. Saint. Instruments du hasard. - 8. Fit rayonner une abbaye. Pas libre. - 9. Un homme qui n'a rien appris. Un héros de la poursuite.

Solution du problème n° 5253

Horizontalement

1. Réconciliation. - II. Acérés. Paroi - III. Dot. Trottoir. Go. - IV. Anis. Nus. Leader. - V. Robinet. II. Ré. - VI. Image. Igloos. Le. - VII. Site. Ili. Omet. - VIII. Té. Bar. Son. Nô. - IX. Esméralda. Anon. - X. Ire. Ers. Seme. - XI. Dette. Etai. Iso. - XII. Rat. ENA. Esses. - XIII. Entes. Sort. Te. - XIV. Iso. Revirement. - XV. Ne Récrée. Arts.

Verticalement

1. Radaristes. Rein. - 2. Economies. Danse. - 3. Célèbre. Motte. - 4. Or. Sigebert. EOR. - 5. Net. Né. Arêtes. - 6. Came. En. Re. - 7. Outil. La. Aser. - 8. Lots. Gin. Ove. - 9. Ile. Astérie. - 10. Apollons. Aste. - 11. Taie. Oasis. - 12. Irraisonné. Emma. - 13. Od. Oms. Er. - 14. Nigériennes. TNT. - 15. Oreste. Rouets.

GUY BROUTY.

Au sommaire du « Monde de l'Education » de mai.

Un prof à remplacer : la galère

Lorsque, pour toute raison possible, l'instituteur ou le professeur fait relache, les parents se fâchent. Souvent, en effet, l'enseignant délaissant n'est pas remplacé - une carence administrative qui se vérifie surtout dans le cas d'absences de courte durée. Ce n'est pas, loin de là, que l'absentéisme des enseignants soit supérieur à celui des autres professions, ni qu'il ne soit justifié par d'excellentes raisons - les stages de formation, par exemple. Mais l'absence d'un prof, ça se voit ! Pour les familles, une telle défaillance entraîne souvent des difficultés d'organisation. Pour les enfants, c'est la perspective d'un retard de scolarité, d'autant moins anodin que cette mauvaise expérience se répète.

Et pour les remplaçants, c'est la galère, a observé Michaëla Bobasch, auteur de cette enquête du « Monde de l'Education » de mai : affectés dans des établissements souvent éloignés de leur domicile, convoqués à la dernière minute, parfois obligés d'enseigner une autre matière que la leur, maîtres auxiliaires, titulaires académiques, et titulaires-remplaçants n'ont décidément pas la belle vie.

Egalement au sommaire de mai :

ECOLE AU QUOTIDIEN : des

conseils pour le bac, relatifs aux épreuves de français et de philo, par des professeurs sur ces matières :

UNIVERSITÉ : pour devenir prof de fac, le monitorat. Un dossier sur la nouvelle voie d'accès aux métiers de l'enseignement supérieur :

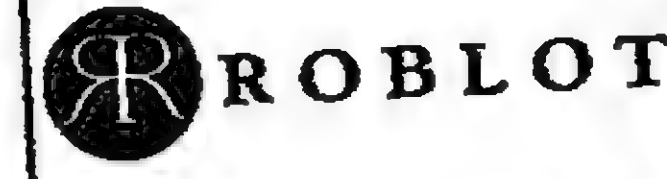
ETRANGER : la francophonie dans les pays de l'Est :

SOCIÉTÉ : autour du « Cercle des poètes disparus » : une enquête sur la « cercelomanie » des lycéens et de la « cerclomanie » de beaucoup d'enseignants ; les paradoxes de Bruno Bettelheim ; et « Le » montrer ou pas ? (Quand les enfants passent à la télé) :

CARRIÈRES : les métiers de l'eau, un secteur en expansion.

GUIDE : Choisir des films pour ses enfants ; PARENTS-ENFANTS : Apprentissage de l'écriture à cinq ans : attention, danger ! ; ECOLE MODE D'EMPLOI : Lycéens, pour réussir vos inscriptions après le bac.

Et les rubriques : A Paris, Recherches, Nouvelles officielles, Cinéma/Théâtre...



ASSISTANCE TOTALE
DANS L'ORGANISATION
D'OBSEQUES

N° VERT 05.45.22.27

PERMANENCE 24 H SUR 24 H

GALERIE DENISE RENÉ

196, bd Saint-Germain, Paris 7^e - Tél. : 42 22 77 57

Première exposition en France de l'artiste soviétique

YOURI JELTOV

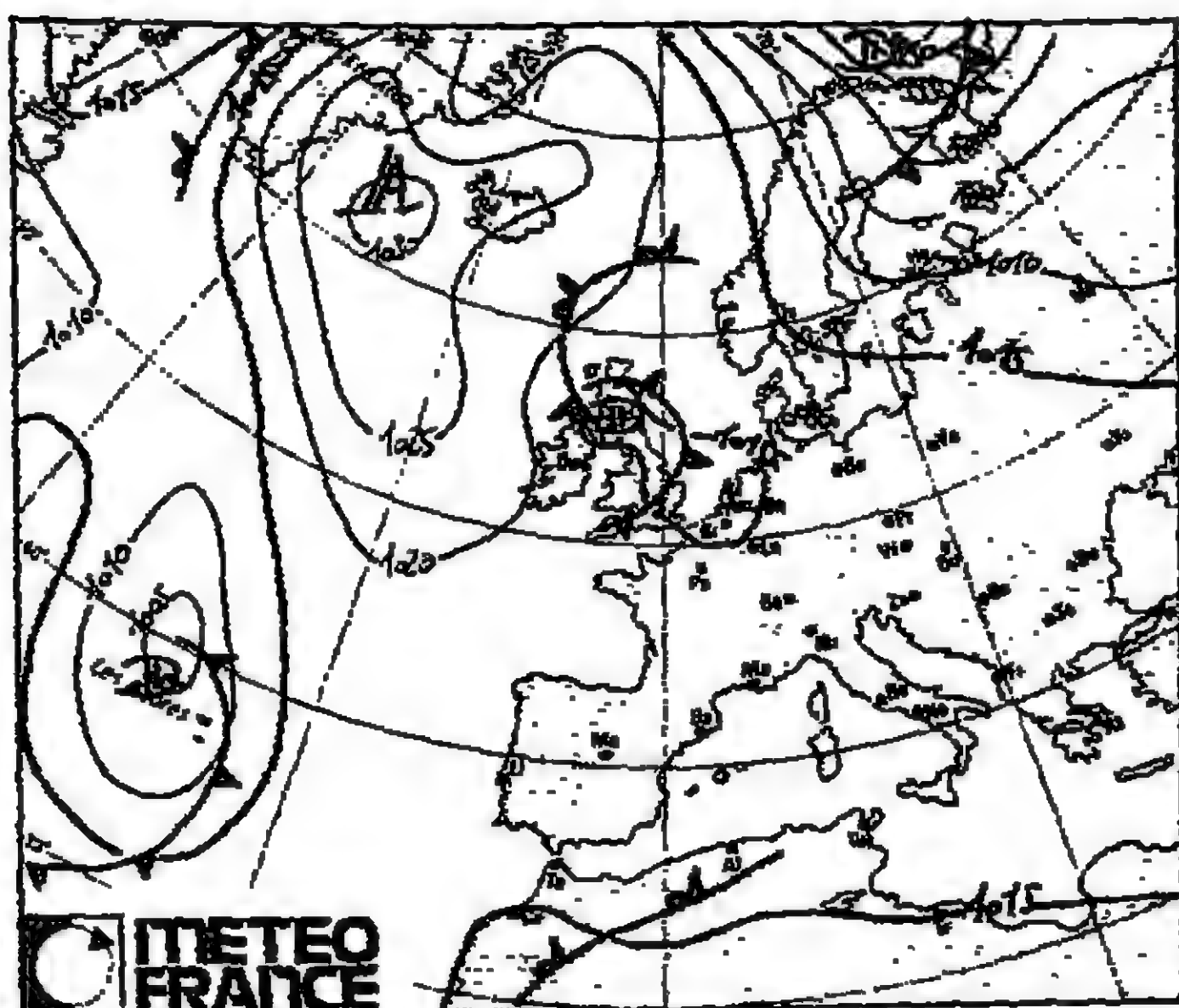
AG. PUBLICITE

هكذا في الأصل

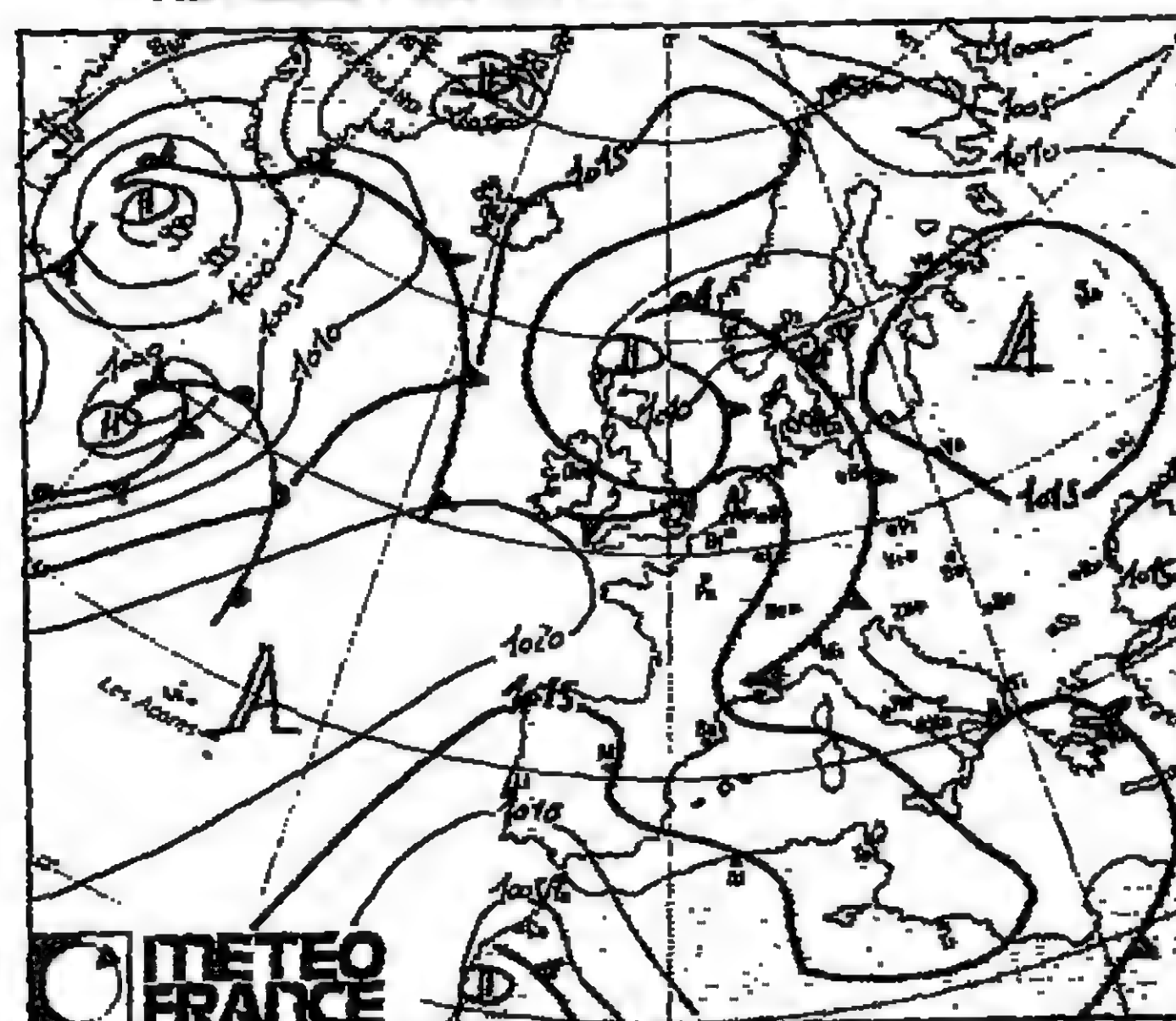
AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 7 MAI 1990 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 9 MAI 1990 A 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le lundi 7 mai à 0 heure et le mardi 8 mai à 24 heures :

La situation météorologique intéressant la France n'évoluera que lentement en ce début de semaine : une bonne moitié est de notre pays restera sous l'influence d'un air chaud et instable, dans lequel se développeront encore des orages et orages épars, tandis que la moitié Ouest sera gagnée par de l'air un peu plus frais, et surtout plus stable, venu d'Angleterre.

Mardi : beau à l'Ouest, chaud et orageux à l'Est.

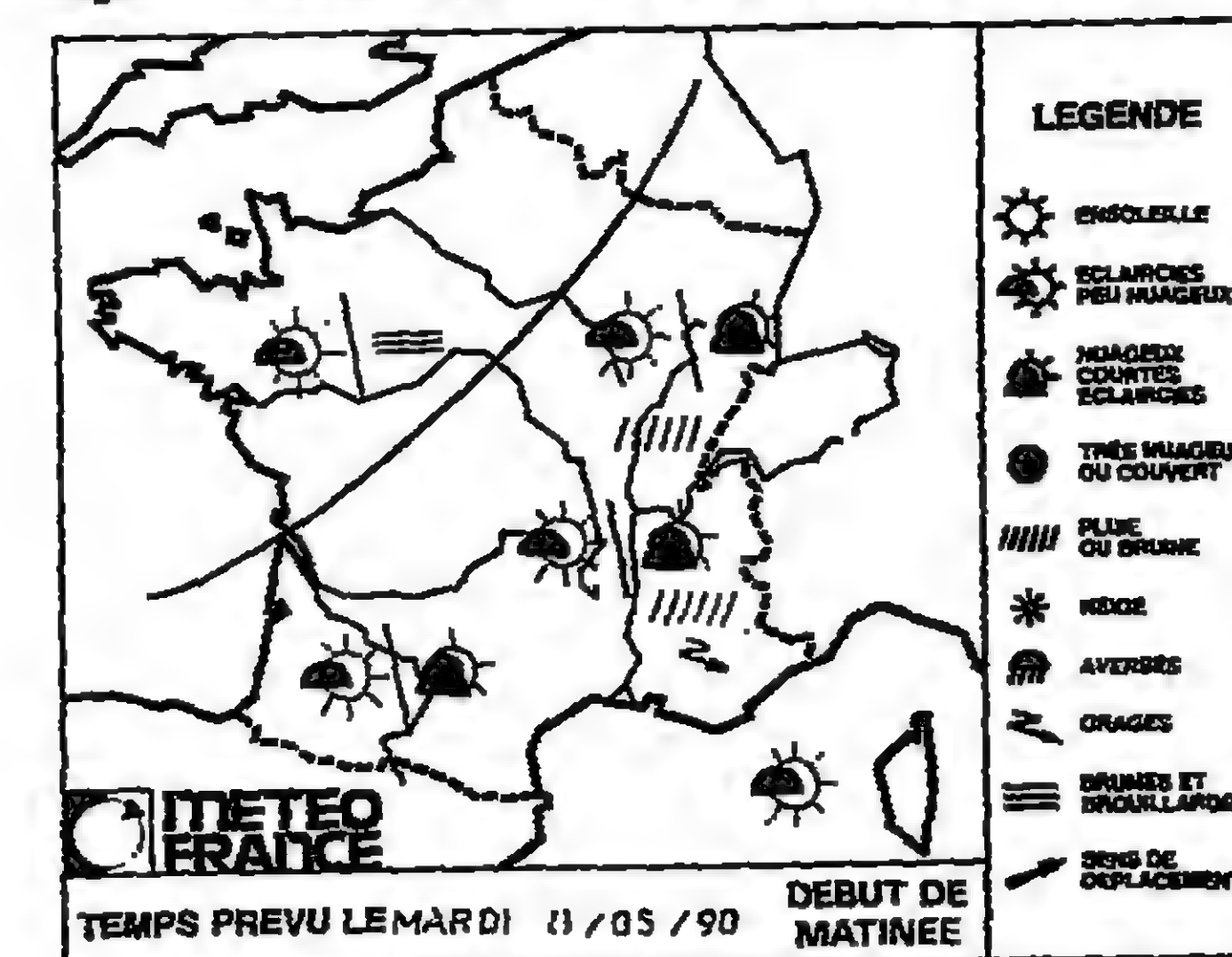
Sur la Bretagne, les pays de Loire, la Normandie, l'Ouest du Bassin parisien, et le Nord-Picardie, ce sera, après dissipation de quelques brumes ou nuages bas matinaux, une journée bien ensoleillée et pas trop chaude.

Sur l'Aquitaine, le Limousin, le Poitou-Charentes, le Centre, l'Est du Bassin parisien et les Ardennes, il y aura le matin encore des bandes de nuages, voire une ondée ou un petit orage résiduel. L'après-midi, ce sera le retour à un beau temps stable et pas trop chaud.

Sur Midi-Pyrénées, le Massif central, Bourgogne, Franche-Comté, Lorraine-Alsace et Rhône-Alpes le temps restera lourd et orageux tout au long de la journée, mais les orages ou orages resteront épars.

Les températures seront partout supérieures aux normales saisonnières :

- les minimales seront de 8 à 9 degrés sur les régions côtières de la Manche, comprises entre 9 et 13 degrés sur le reste du pays, et entre 12 et 15 degrés sur le littoral méditerranéen ;
- les maximales seront de 18 à 20 degrés sur les régions côtières de la Manche, comprises entre 21 et 24 degrés sur le reste du quart Nord-Ouest ainsi que sur le littoral méditerranéen, et comprises entre 25 et 27 degrés sur le reste du pays.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 07-05-199

FRANCE	TOURS	TOULOUSE	PORT-AU-PRINCE	LOS ANGELES	LUXEMBOURG	MADRID	MARAKESH	MEXICO	MILAN	MONTREAL	MOSCOW	NEW YORK	OSLO	PARIS-DE-MAI	PEKIN	RIO DE JANEIRO	ROME	STOCKHOLM	SYDNEY	TOKYO	TUNIS	VARSOVIE	VERONE	YERRE
21 9 D	26 15 D	26 16 D	30 23 A	28 17 D	25 12 D	25 16 N	23 15 N	23 15 N	26 12 D	19 3 D	22 15 N	21 8 N	21 8 N	21 10 D	27 14 D	26 20 C	20 11 D	24 13 D	26 20 A	21 16 N	24 16 N	24 09 D	23 13 D	25 11 D
14 0 D	14 0 D	14 0 D	14 0 D	14 0 D	14 0 D	14 0 D	14 0 D	14 0 D	14 0 D	14 0 D	14 0 D	14 0 D	14 0 D	14 0 D	14 0 D	14 0 D	14 0 D	14 0 D	14 0 D	14 0 D	14 0 D	14 0 D	14 0 D	14 0 D
14 0 D	14 0 D	14 0 D	14 0 D	14 0 D	14 0 D	14 0 D	14 0 D	14 0 D	14 0 D	14 0 D	14 0 D	14 0 D	14 0 D	14 0 D	14 0 D	14 0 D	14 0 D	14 0 D	14 0 D	14 0 D	14 0 D	14 0 D	14 0 D	14 0 D

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : * signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

TF 1

Mardi 8 mai.

RUE DE RIVOLI : LE B.H.V., C. & A. ET LA SAMARITAINE RESTENT OUVERTS.

B.H.V. 9h - 18h 30. C. & A. 9h 30 - 19h. SAMARITAINE 9h 30 - 20h 30.

20.35 Téléfilm : Le train pour Petrograd. De Damiano Damiani, avec Ben Kingsley, Leslie Caron, Dominique Sanda (2^e partie). En route vers la Russie, le tension monte. Débat : De Lénine à Gorbatchev. Avec Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, Jean Echenstat, historien, Youri Rubinski, diplomate soviétique.

23.25 Magazine : Minuit sport.

23.55 Journal.

A 2

20.40 Théâtre : Le canard à l'orange. Pièce de William Douglas Home, adaptation de Marc-Gilbert Sauvalon, mise en scène de Pierre Mondy, avec Jean-Pierre, Christine Minazzoli, Corinne Le Poulain. Quinze ans de vie commune.

22.55 Documentaire :

TF1

16.35 Tiroc à Maisons-Laffitte. Club Dorothée. Caroline.

18.45 Série : 21 Jump Street.

18.05 Série : Hawell, police d'Etat.

18.55 Avis de recherche.

19.05 Faillite : Santa-Barbara.

19.30 Jeu : La roue de la fortune.

19.55 Divertissement : Pas folles, les bêtes !

20.00 Journal, Météo et Tapie vert.

20.40 Cinéma : Secours toujours. Film français de Gérard Jugnot (1988). Avec Gérard Jugnot, Jean-Claude Laguy. Un garçon de trente-trois ans, couvé par sa mère, part en camp scout.

22.15 Magazine : Ciel, mon mardi ! De Christophe Duchenne.

0.05 Journal, Météo et Bourse.

0.25 Série : Mémoires.

0.45 Série : Intrigues.

1.10 TF 1 nuit.

1.45 Faillite : C'est déjà demain.

2.10 Info revue.

2.55 Faillite : Cogne et gagne.

A2

16.30 Série : Mes deux papes.

17.00 Jeu : Des chiffres et des lettres. D'Armand Jannet.

17.25 Magazine : Giga. Les années collège. Reportage : Série : Les deux font la loi. Reportage.

18.30 Série : Drôles de dames.

19.25 Jeu : Dessinez, c'est gagné !

19.52 Divertissement : Hou-roux !

20.00 Journal et Météo.

20.40 Documentaire : De Nuremberg à Nuremberg. De Frédéric Rossif. Rediffusion, en hommage au cinéma disparu, d'un remarquable montage sur l'histoire de la seconde guerre mondiale.

23.40 Informations : 24 heures sur la 2.

23.55 Météo.

0.00 Magazine : Du côté de chez Fred. Dossier : Germaine Tilton (2^e partie).

FR3

16.05 Documentaire : Autoportrait de la Résistance. D'Olivier Gémel-Thomas.

17.05 Magazine : Télé-Caroline.

18.30 Jeu : Questions pour un champion. Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région.

20.05 Jeux : La classe.

20.35 Magazine : La marche du siècle. De Gaulle, le gaullisme et les jeunes en 1980.

22.15 Journal et Météo.

22.45 Concert. La 2^e symphonie, de Gustav Mahler. Diffusé en simultané et en stéréo sur France-Musique.

CANAL PLUS

15.45 Téléfilm : La mémoire fracturée. De Sander Stern, avec Lindsay Wagner.

Lundi 7 mai

Les amoureux de Shanghai. De Michèle Reiser. Informations : 24 heures sur la 2.

FR 3

20.45 Cinéma : La fille du puisatier. ■■ Film français de Marcel Pagnol (1940). La fille aînée d'un puisatier provençal se retrouve encainte d'un officier aviateur, fils de commerçants de Salon, qui refusent la « miséricorde ». Le puisatier déteste sa fille, le garçon disparaît à la guerre.

23.05 Journal et Météo.

23.35 La nuit la plus longue (suite).

0.10 Documentaire : D Day in Berlin.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Après la pluie. ■ Film français de Camille de Casablanca (1988). Avec Etienne, Chicot, Jacques Penot, Camille de Casablanca.

22.00 Flash d'informations.

22.05 Magazine : Lundi sport. Football : à 22.20, Mag. max : à 23.20, basket professionnel américain.

0.20 Cinéma : Les guerriers de l'enfer. ■■ Film américain de Karel Reisz (1978).

LA 5

20.40 Téléfilm : L'héritage fatal. Un édifiant escroc, secrétaire d'une vedette de cinéma.

22.20 Spécial Tour de Corse.

22.25 Série : Vendredi 13.

23.20 Magazine : Aparté. De Pierre-Luc Séguillon.

0.00 Journal de minuit.

M 6

20.35 Cinéma : Serpico. ■ Film américain de Sidney Lumet (1975).

22.45 Téléfilm : Les forces du mal.

Mardi 8 mai

17.20 Cabou cadin. Croc-note show : La couronne magique : Super-Mario Bros et princesse Zelda.

En clair jusqu'à 20.30

18.15 Dessins animés : Ça cartoon. Présenté par Philippe Denis.

18.30 Top 50. Présenté par Marc Toesca.

19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gilès et Antoine de Courmes. Invité : Claude Chabrol.

20.30 Cinéma : Trois hommes et un bébé. ■ Film américain de Leonard Nimoy (1987). Avec Tom Selleck, Steve Guttenberg, Ted Danson.

22.10 Flash d'informations.

22.15 Cinéma : Broadcast news. ■ Film américain de James L. Brooks (1987). Avec William Hurt, Albert Brooks, Holly Hunter (v.o.).

0.20 Cinéma : Les vœux. Film français classé X de Burt Brinban (1978). Avec Richard Allen, Jenny Feilme, Barbara Stephen.

1.40 Cinéma : Un grand seigneur. ■ Film français de Gilles Groulx et Georges Lautner (1985). Avec Louis de Funès, Bernard Blier, Jean Lefebvre.

LA5

16.40 Cinéma : Le plus sauvage d'entre tous. ■■ Film américain de Martin Ritt (1963). Avec Paul Newman, Melvyn Douglas. Un homme cynique et brutal, entre en conflit avec son père, propriétaire d'un ranch au Texas. Son jeune neveu l'admire.

18.55 Journal images.

19.00 Divertissement : Les fieux capiteux.

19.45 Journal.

20.30 Drôles d'histoires.

20.40 Cinéma : La main froide. ■ Film américain de Stuart Rosenberg (1967). Avec Paul Newman, George Kennedy, Lou Antonio.

22.50 Spécial Tour de Corse.

22.55 Série : China beach.

23.45 Magazine : Réussites.

0.00 Journal de minuit.

M6

17.25 Série : L'homme de fer.

18.15 Série : L'ami des bêtes.

18.55 Série : Aline et Cathy.

19.25 Série : La fête à la maison.

19.54 Six minutes d'informations.

20.05 Série : Cosby show.

20.35 Téléfilm : Le cœur gros. De Fred Barzyk, avec Jennifer East, Jessica Walter.

21.45 Série : La malédiction du loup-garou.

22.15 Magazine : Ciné 8.

22.30 Cinéma : Aileulie et Sartana fils de... ■ Film italien de Mario Scialoja (1972). Avec Robert Widmark, Ron Ely, Uchi Glaz.

De Paul Wendkos, avec Doc Rambo, Elyssa Davalos. Fantastique.

0.00 Six minutes d'informations.

0.05 Informations : Dazibao.

0.10 Magazine : Jazz 6.

LA SEPT

21.00 Cinéma : La femme de l'aviateur. ■■ Film français d'Eric Rohmer (1980). Avec Marie Rivière, Philippe Marlaud, Anne-Laure Mury.

22.45 Court métrage : Première classe. De Mehdi El Glaoui.

23.00 Documentaire : Lignes de vie (2). De Winfried Junge.

FRANCE-CULTURE

20.00 Musique : Le rythme et la raison. Les castrats. 1. Ainsi acquièrent les castrats, hommes du troisième sexe.

20.30 L'histoire en direct. Les Parisiens sous l'Occupation (2^e partie).

21.30 Dramatique. Sous la paupière d'Eurydice, de Jeanne Benamer.

22.40 Cote d'amour.

0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Renseignements sur Apollon. Concert (donné le 27 avril au grand auditorium) : Chant camatique de l'Inde du Sud par Maharaajapuram Santanam, accompagné au violon, au mridangam et au tanpura. A 22.30. Virtuoses, virtuoses : Concerts pour piano et orchestre n° 2 en fa mineur op. 21, de Chopin, par Sviatoslav Richter, piano. A 23.07. Lieder, de Mahler : Concerto pour piano et orchestre n° 2 en si bémol majeur op. 83, de Brahms.

0.30 Textes et présentations. Avec la voix de Samson François, à l'occasion du vingtième anniversaire de sa disparition.

0.05 Six minutes d'informations.

LA SEPT

18.05 Cinéma : Conversa acabada. ■■ Film portugais de José Botelho (1981). Avec Cabral Martins, André Gomes, Juliet Bero.

19.50 Court métrage : Nazaré, plage des pêcheurs. De José Leitao de Barros.

20.00 Documentaire : Lignes de vie (1). De Winfried Junge.

21.00 Documentaire : Bernardo Bertolucci, le voyageur italien. De Fernand Moszkowicz.

22.00 Court métrage : Le saboteur du Val-de-Loire. De Jacques Dany.

22.30 Magazine : Imagine.

23.00 Documentaire : Histoire parallèle. De Philippe Grandjean.

23.45 Jazz soundies collection.

23.50 Documentaire : Kaitex en Chine (9).

FRANCE-CULTURE

20.00 Musique : Le rythme et la raison. Les castrats. 2. Ecoles de musique et conservatoires pour castrats.

20.30 Archipel médiéval. Dossier : Le syndrome de Ratz.

21.30 Dans la foulée du guide. Les nouveaux guides conférenciers des musées (rediff.).

22.40 Nuits magnétiques. Des ports traversés d'un même rêve.

0.05 Du jour au lendemain.

0.50 Musique : Coda. Le rock en RDA.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 24 novembre 1988 à Berlin) : Petite messe solennelle pour solistes, chœur, deux pianos et harmonium, de Rossini, par l'Orchestre de chambre de Rias, dir. Marcus Creed ; sol : Miriam Gaudi, soprano, Nathalie Sutezmann, alto, Kurt Stralk, ténor, Johannes Mannov, basse, Philip Mol, piano, Markus Creed, piano, Philip Mayers, harmonium.

22.40 Concert (donné les 27 et 28 septembre 1988, salle Pleyel) : Symphonie n° 2 en mineur de Mahler, par le Chœur et l'Orchestre de Paris, dir. Semyon Bychkov ; sol : Edith Wiene, soprano, Marjane Lipovsk, mezzo-soprano. Retransmis en simultané sur FR3.

23.07 Club d'archives.

MARDI 8 MAI

TOUS LES BHV SONT OUVERTS

EN RÉGION PARISIENNE

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

CHAMPS ECONOMIQUES

Plaidoyer pour la planification

Il est du devoir de l'Etat de corriger la myopie du marché et de baliser le futur

par Emile Quinet

Il est paradoxal de vanter la planification lorsqu'à l'est les pays qui y étaient attachés s'en éloignent, et lorsqu'à l'ouest le libéralisme triomphe. Mais le mouvement des idées résulte du jeu d'un balancier qui va toujours trop loin, et à l'époque où l'on ne parle que de l'entreprise et des lois du marché, il n'est pas mauvais de rappeler quelques faits têtus, la place de l'Etat dans l'économie, l'incapacité du jeu naturel du marché à régler les actions, et la nécessité corrélatrice d'une régulation volontaire.

Le débat public actuel met l'accent sur les privatisations et les nationalisations, ouvertes ou rampantes, et scrute le degré de respect de la politique du « ni-ni ». Mais ce n'est pas seulement à cette aune qu'il faut mesurer la manière dont l'Etat pèse sur l'économie ; elle se traduit beaucoup plus simplement dans les fonctions de dépense publique et de transfert, qui drainent plus de 50 % du PIB pour répondre à des objectifs qui ne sont pas tous économiques, mais qui ont tous des incidences économiques.

L'Etat — ou plutôt les pouvoirs publics, car il faut y inclure les collectivités territoriales et les organismes publics — influe ainsi directement et massivement sur l'efficacité de notre économie, sur la structure des biens mis à notre disposition et sur la répartition des richesses. Mais ceci se passe en dehors du marché, en dehors d'une confrontation directe des besoins et des possibilités, en dehors de tout critère analogue au profit qui

puisse guider sans trop d'ambiguïtés les décisions des agents.

Les pouvoirs publics interviennent aussi sur les marchés dits « libres », comme en témoignent les débats sur la réglementation et la dérégulation. Le marché des valeurs mobilières, le plus pur symbole du libéralisme, est étroitement surveillé par des autorités qui ne cessent d'en moraliser et régulariser le fonctionnement. Et pour la plupart des autres biens, il n'y a tout simplement pas de marché.

La confrontation entre les besoins et les possibilités s'effectue par tâtonnements successifs, ce qui n'est pas grave lorsque les décisions peuvent facilement être révisées, lorsqu'il est possible de faire machine arrière. Mais ce n'est pas le cas pour les décisions qui engagent l'avenir pour les investissements aux conséquences lointaines. Le marché ne sait pas prévoir à longue échéance, il est myope. Et c'est un devoir de l'Etat de corriger cette myopie, d'éclairer les agents sur les perspectives lointaines.

Un Plan discrédité

Le Plan avait en France ces deux rôles : fournir des prévisions à moyen et long terme pour l'activité privée ; coordonner l'action économique de l'Etat. Il a eu de plus en plus de mal à le tenir comme on le voit à ses résultats les plus visibles, la comparaison entre les prévisions qu'il faisait sur le taux de croissance de l'économie et la réalité ultérieure.

Devant ces écarts grandissants, aucune prévision n'est plus faite après le VII^e Plan. L'insuccès se manifeste aussi à bien d'autres indices, à commencer par l'incapacité

à prévoir les crises majeures : les événements de mai 68, les crises pétrolières, tout récemment les transformations de l'Europe de l'Est. Le discrédit s'en est trouvé jeté sur la procédure et sur l'institution qui la met en œuvre, le Commissariat général du Plan.

Certes, la planification ne peut pas s'exercer de la même manière qu'il y a quelques décennies. Les structures économiques ont changé ; elles sont plus complexes. Les branches industrielles, les entreprises sont plus interdépendantes ; le temps n'est plus celui, comme après la guerre, la croissance dépendait du déblocage de quelques secteurs clés, le ciment, l'acier, le charbon. A une autre échelle, notre économie baigne de plus en plus dans l'économie mondiale, tant par les échanges de biens que par les mouvements de capitaux.

L'action que peut avoir l'Etat est plus aléatoire, plus difficile à doser, d'autant qu'il se trouve en concurrence avec de nouvelles sources de pouvoir, l'Europe, les collectivités territoriales, et en particulier les régions. Enfin l'institution support de cette régulation à moyen terme, le Commissariat général du Plan, perd peu à peu ses monopoles en raison même de ses succès ; les études socio-économiques se sont diffusées : elles sont effectuées maintenant dans l'administration et les universités.

Les entreprises et les organismes professionnels font beaucoup plus couramment des prévisions. La concertation, que le Plan était le seul à organiser lors de sa création en 1947, s'opère maintenant naturellement entre tous les partenaires sociaux, partenaires sociaux perdant leur crédibilité, car de moins

en moins représentatifs des groupes dont ils sont censés représenter les revendications et aspirations.

Ces évolutions ne sont pas propres à la France, elles s'observent dans tous les pays, et là où il y a une institution de planification elle voit son poids dans les décisions se réduire. Mais les fonctions de la planification, même mal remplies, subsistent ; elles sont d'autant plus importantes qu'elles deviennent difficiles à assurer.

Les actions publiques sont d'une complexité croissante ; leurs objectifs peuvent être contradictoires, leurs moyens se diversifient. Aucun système de marché, aucune compétition naturelle ne peut venir les ordonner et les hiérarchiser. L'avenir n'est pas plus lisible pour les agents économiques, au contraire. La montée des aléas rend leur éclairage plus nécessaire, l'incertitude du futur justifie qu'on le balise plus soigneusement ; l'imbrication des structures impose une analyse plus fine de leur jeu.

Des prévisions pluriannuelles

Quelles réponses peut-on donner à ces défis qui rendent la planification à la fois plus nécessaire et plus difficile ? Elles sont à la fois méthodologiques et institutionnelles. Sous l'angle méthodologique, la gestion de la complexité, les incertitudes croissantes, la diminution de pouvoir de l'Etat central, font qu'il n'est plus possible de fixer des objectifs quantitatifs à quatre ou cinq ans de distance.

La science économique n'en est pas au stade de précision de l'astronomie qui définit à l'avance

les trajectoires des fusées, et les corrections à y apporter en cas d'incident. Il faut se concentrer sur l'éclairage des possibles, sur la recherche des tendances lourdes et des risques de rupture, sur la définition des grandes lignes d'action, sur la phase prospective et stratégique.

C'est d'ailleurs la tendance qu'on constate dans les entreprises où cette planification d'un style nouveau tend à se développer. La programmation qui implique l'analyse exhaustive et la mise en cohérence ne peut plus avoir la place qu'elle tenait dans le passé. Elle ne garde son intérêt que pour les actions de l'Etat et de nombreux pays l'ont bien senti qui cherchent à développer, avec des succès inégaux, des prévisions pluriannuelles de dépenses publiques.

Les vues à long terme, la cohérence, la coordination s'imposent pour les investissements publics, pour les actions qui mettent en jeu, de façon parfois conflictuelle, plusieurs ministères. Elle est aussi nécessaire pour ces décisions inévitablement entourées d'un certain secret, mais dont on ne sait si actuellement elles résultent d'une stratégie d'ensemble, qui concernent la structuration de l'industrie, les prises de participation dans ou avec des firmes étrangères, toutes opérations dans lesquelles les sociétés nationalisées et entreprises publiques sont de plus en plus impliquées. En outre, la planification entendue de cette manière n'est pas un exercice périodique, mais une activité continue, à mettre à jour en permanence pour tenir compte des évolutions incessantes.

Comment réaliser tout cela ? Deux principes : on ne peut plus

agir en ces domaines par voie autoritaire, si tant est qu'on l'ait jamais pu, l'Etat a trop peu de pouvoirs pour cela. Ensuite avec le développement du milieu décisionnel, la complexification des processus de décision, la recherche croissante d'un consensus, la population à convaincre est de plus en plus large. Tout ceci implique de s'appuyer plus que par le passé sur la pédagogie, sur l'imprégnation des esprits et la diffusion des idées.

Pour répondre à ces exigences, l'administration du Plan, qui a déjà fait de nombreux efforts d'agencement, ne devrait-elle pas encore se transformer ? Si elle semble bien placée pour la planification des actions administratives et la coordination des politiques publiques, ne devrait-elle pas ouvrir un débat plus large pour la réflexion sur les avenirs, susciter encore davantage de pluralisme, adapter d'autres structures pour une diffusion plus étendue des idées ?

Elle tient un flambeau qui a faibli, qui a bien failli s'éteindre et qu'il faut faire revivre, même si c'est en partageant le poids avec d'autres. Le symbole de la réussite, ce à quoi rêvaient les jeunes il y a vingt ou trente ans, était incarné par des hommes comme Pierre Massé, maintenant c'est vers des Bernard Tapie que portent les regards. Mais une société doit comporter une juste proportion de chacun de ces deux types. Ce que la génération passée n'avait pas compris, il ne faudrait pas que la génération actuelle continue à l'ignorer.

► Emile Quinet est professeur à l'Ecole nationale des ponts et chaussées.

Gibraltar: l'euphorie du Rocher

Suite de la page 13

Et d'ajouter : « Pourquoi les Espagnols se scandalisent-ils de la création d'un centre financier international à Gibraltar alors qu'ils n'ont jamais paru s'émouvoir de celui qui fonctionne par exemple au Luxembourg, pays lui aussi membre de la Communauté ? »

L'indignation des hommes politiques de Madrid ne semble d'ailleurs pas partagée par tous leurs concitoyens, et les banques espagnoles n'ont pas été les dernières à sauter dans le train en marche. Cinq des six principales d'entre elles sont aujourd'hui présentes sur le Rocher, et la prochaine à s'ins-

taller sera la Banque extérieure d'Espagne... dont le capital est aux deux tiers public. « More business and less politics », réclame d'ailleurs, de manière très britannique, le directeur de l'une d'entre elles !

« Le problème à Gibraltar, c'est que les arguments économiques cachent mal un débat politique : l'Espagne ne veut tout simplement pas que notre système fonctionne », assure un journaliste local, résumant sans doute le sentiment de bon nombre des habitants du Rocher.

Les susceptibilités restent en effet grandes à l'égard de ce grand voisin du Nord qui les a condam-

nés, en leur fermant une grille au nez, à végéter durant quinze ans sur leurs 6 kilomètres carrés. La Verja a donné naissance à un nationalisme gibraltarien fortement teinté d'hispanophobie, qui tarde à s'apaiser.

Reste que, dans les milieux d'affaires, nombreux sont ceux qui refusent de se laisser exagérément emporter par un tel sentiment. Aussi reprochent-ils à Joe Bassano de suivre une politique d'hostilité gratuite à l'égard de Madrid (voir encadré). « Attention au nationalisme : sans aide anglaise, nous sommes vulnérables », avertit Salomon Serrys, qui vient d'exercer durant quatre ans la présidence de la chambre de commerce de Gibraltar. « Le fonctionnement d'un centre financier est basé sur la confiance, et il est évident que la confiance est affectée lorsque les relations avec les voisins sont tendues », renchérit un avocat d'affaires du Rocher.

D'accord dans l'ensemble avec la politique économique agressive du gouvernement local, nombre d'hommes d'affaires attendent toutefois qu'il soit malgré tout capable de détendre les rapports avec le voisin hispanique.

Comme le résume Joshua Hassan, qui s'est maintenu durant quarante ans à la tête du gouvernement gibraltarien avant de céder le poste à Joe Bassano, et qui, à soixante-trois ans, n'a rien perdu de sa perspicacité politique : « Notre futur, que nous le voulions ou pas, dépend en grande partie de nos relations avec l'Espagne. Le pire que nous puissions faire, c'est de chercher à gagner des voix en jouant la carte de l'antihispanisme. L'attitude de Madrid a changé quoi qu'on en dise, puisque la Verja est désormais grande ouverte. Et un homme politique doit être capable de reconnaître ses compatriotes que l'ennemi d'hier a cessé de l'être. »

de Gibraltar
THIERRY MALINIAK

Un nationaliste nuancé

« Désormais, c'est nous qui payons l'addition, et nous entendons donc bien avoir notre mot à dire », Joe Bassano, cinquante ans, ne mâche pas ses mots. A l'entendre, colonie britannique ou pas, Gibraltar n'a pas à se laisser dicter par d'autres son futur. Ni par l'Espagne bien sûr, ni même par la Grande-Bretagne. C'est en l'affirmant haut et fort qu'il fut élu en mars 1988 à la tête du gouvernement de Gibraltar par une population inquiète face aux négociations engagées peu auparavant entre Londres et Madrid sur l'avenir du Rocher.

J. Bassano surestime-t-il donc ses forces ? Ce « self-made man » parti de rien et parvenu au faite du pouvoir sur son rocher a toujours aimé les paris audacieux, qui ont marqué sa trajectoire plutôt aventureuse. Né à Gibraltar à la veille de la Seconde Guerre mondiale, il a trois mois lorsque ses parents l'emmènent en Angleterre. Après une jeunesse très peu studieuse, il travaille tantôt comme forain, tantôt comme pâtissier ou comme boulangier, avant de s'embarquer sur les mers comme matelot durant quatre ans.

C'est à près de trente ans qu'il s'inscrit finalement sur les bancs de l'université pour étudier l'économie. Rentré à Gibraltar, il se fera d'abord connaître comme dirigeant syndical, et à ce titre comme redoutable négociateur,



PANCHO

avant de fonder son parti, le GSLP (Parti socialiste et travailliste de Gibraltar).

Chantre du nationalisme gibraltarien, J. Bassano ne toutefois être un interlocuteur difficile pour la métropole britannique. « Nous allons dans le sens de l'idéologie Thatcher, qui veut que les régions vivent de leurs propres ressources au lieu de demander de l'argent à Londres », nous affirme-t-il. C'est précisément ce que nous sommes en train de faire, » Et d'ajouter : « Nous ne

posons pas de problème au gouvernement britannique, au contraire : nous lui en enlevons un. »

L'expansion économique de Gibraltar ne passe-t-elle pas toutefois par une détente des rapports avec l'Espagne, que J. Bassano est accusé de vivre de manière exagérée, notamment en refusant toute collaboration avec les municipalités voisines ? « Avoir de bonnes relations avec notre voisin est souhaitable mais pas indispensable », assure-t-il.

Aux quatre coins du globe

« Les investisseurs qui choisissent Gibraltar comme endroit pour placer leur argent ne modifieront pas leur décision en fonction de l'état de nos rapports avec Madrid. » Et de poursuivre : « Pendant longtemps, on a dit que Gibraltar ne voulait pas devenir espagnole essentiellement parce qu'elle préférait vivre aux crochets de Londres. Nous sommes en train de démontrer que telle n'était pas la raison. »

Depuis qu'il s'est fait l'apôtre de l'autosuffisance du Rocher, J. Bassano est parti défendre ce projet aux quatre coins du globe. Il est personnellement allé inaugurer des « bureaux d'information de Gibraltar » à Washington, Tokyo, Hongkong, Coppen-

hague, destinés à séduire les investisseurs. Londres, jusqu'ici, la laisse faire... au grand dam de Madrid !

Si J. Bassano est un « bat-tant », il a toutefois appris à tempérer ses propos sur certains thèmes délicats, comme celui du futur politique du Rocher. L'heure n'est plus où, comme dans l'opposition, il revendiquait implicitement l'indépendance en prônant une solution « à la Monaco ». Aujourd'hui, il préfère évoquer plus prudemment une solution « européenne ».

« L'attitude de l'Espagne à notre égard est contradictoire avec ce qui se passe en Europe, où le droit des peuples à décider d'eux-mêmes acquiert une grande importance, et où la notion d'Etat central perd de sa force avec la construction communautaire, affirme-t-il à ce propos. Nous voulons éviter les discussions académiques sur notre avenir politique, mais nous pensons que la solution passe par une Europe des régions où chacun aura sa place. D'ailleurs, avec l'uniformisation communautaire, le passeport des habitants de Gibraltar ne va-t-il pas devenir pratiquement le même que celui des Espagnols ? »

T. M.

Des relations ambiguës

Alors que l'achèvement du marché unique est prévu dans trois ans, la CEE a toujours des relations ambiguës avec des territoires enclavés ou qui la jouxtent. Le cas le plus paradoxal est sans doute celui de Gibraltar. Territoire communautaire sous souveraineté britannique, le Rocher est en dehors de l'espace douanier européen. En outre, il ne bénéficie pas de la politique agricole commune (PAC), mais est éligible aux aides des fonds structurels (subventions des Douze au titre de leurs politiques régionale et sociale).

A l'instar des pays en développement, Gibraltar peut exporter en franchise de douane, dans la limite des contingents, vers la Communauté dans le cadre du système des préférences généralisées (SPG). Ce maquis juridique répond certainement à ses intérêts. En revanche, la libération du transport aérien tourne, pour l'instant, au désavantage de Gibraltar. Les ministres européens l'ont exclu du champ d'application de la directive qu'ils ont adoptée en décembre 1988.

En union douanière

La décision tient à la querelle entre Madrid et Londres. Les Espagnols contestent la souveraineté britannique sur le territoire où est situé l'aéroport de Gibraltar. Aussi ont-ils demandé et obtenu que l'ouverture de nouvelles routes aériennes ne bénéficie pas au Rocher. Derrière cet argument, se cache aussi la crainte de Madrid, qui ne souhaite pas que l'aéroport britannique accueille, au détriment de celui du sud de l'Espagne, les touristes allant séjourner dans les stations balnéaires ibériques.

Gibraltar a réagi en déposant une plainte auprès de la Cour européenne de justice contre le conseil des ministres des Douze. La décision des juges de Luxembourg sera déterminante pour la suite de cette affaire.

Monaco, en revanche, est un pays tiers mais fait partie du territoire douanier européen. En d'autres termes, les marchandises circulent librement entre les Etats membres et la Principauté qui applique le tarif douanier commun (TDC).

Cependant, les directives qui portent sur la libération des services et des mouvements de capitaux ne sont pas opposables aux Monégasques. Les experts

européens font toutefois observer qu'il y aurait lieu d'examiner de près l'accord de 1963 entre la France et Monaco pour savoir si, à ce titre, la Principauté ne sera pas tenue d'adapter sa législation en fonction de la nouvelle législation communautaire.

Saint-Marin présente le même cas de figure que Monaco. Intégré en 1939 au territoire douanier italien à la demande — musclée — de Mussolini, ce pays a conservé ce statut après la guerre et est devenu naturellement partie intégrante de la Communauté sur le plan commercial.

Ce territoire essaie actuellement de tirer quelque avantage de cette appartenance. Ses autorités font valoir que les recettes douanières dues aux importations en provenance de pays tiers sont versées au budget des Douze sans récolter, en contrepartie, des bénéfices, notamment des fonds de la PAC.

Andorre, pour sa part, a conclu, le 14 décembre 1989, avec la CEE, une union douanière qui prévoit la libre circulation des biens manufacturés, les produits agricoles faisant l'objet d'accords particuliers. Les Andorrans ont obtenu satisfaction sur leur revendication ancienne, la même que celle formulée maintenant par Saint-Marin, c'est-à-dire le droit de percevoir les droits de douane. D'ici cinq ans, Andorre mettra en place ses propres bureaux afin de disposer des recettes douanières effectuées sur les importations originaires de l'extérieur de la Communauté.

Le Liechtenstein, en raison de son appartenance à l'AELE (Association européenne de libre-échange), est en union douanière avec les Douze. L'application des « directives » de l'Europe de 1993 dépendra des négociations prévues entre Bruxelles et l'AELE et destinées à définir les contraintes qu'accepteront les pays de cette organisation pour bénéficier du marché unique.

Le Vatican est à tous égards un pays tiers. Ainsi, les exportations de produits agricoles vers la Cité sont subventionnées (octroi de « restitutions ») par le budget européen. « Finalement, note un expert de la Commission, il y en a pas mal, notamment pour les ventes de viande bovine. »

de Bruxelles
MARCEL SCOTTO

De Millerand

CHRONIQUE

SANS doute doit-on considérer comme un progrès, voire un progrès considérable, la récente publication, par l'OCDE, d'un ouvrage intitulé *Nouvelles Approches du secteur informel* exposant les résultats d'un séminaire tenu les 7 et 8 septembre 1988. Comme le rappelle l'un des participants, Jacques Charnes, directeur de recherches à l'Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer (ORSTOM) (1), c'est seulement au début des années 70 qu'est apparu ce concept de secteur informel encore appelé « non structuré ».

Le plus important, pour commencer, n'est pas de constater que le secteur ainsi désigné est, par définition, difficile, sinon impossible à définir. S'il est privé de « formes », et d'une « structure » identifiable, comment en préciser les contours et la spécificité ? Cependant, aux dires du rapport, « les recherches qui se succèdent durant cette décennie (les années 70) mènent l'accent sur l'importance du secteur informel en termes d'emploi : selon les pays et les contextes, il représenterait entre 20 % et 80 % de l'emploi non agricole ou de l'emploi urbain ». Or, que voyait-on dans cette masse de « petites activités » mal, ou pas du tout répertoriées ? Dans le meilleur des cas, on condescendait à y voir « une nécessité temporaire » jouant « un rôle d'amortissement de l'exode rural ».

Ces millions d'emplois, créés spontanément dans les immenses bidonvilles, on ne les prenait pas pour ce qu'ils étaient a priori : mieux que pas de travail du tout. La conception dominante était qu'il s'agissait de « poches de sous-emploi ». L'objectif ne pouvait être que leur résorption. Envisager pour les « agences d'aide » des actions de soutien ? Il n'en était pas question. « Un tel développement, écrit l'expert de l'ORSTOM, est dû contrairement à toutes les théories et pratiques de développement qui prévalaient alors : industrialisation à tout prix, grands projets d'investissement, hautes technologies... »

Il n'est pas inutile de rappeler que les vues stalinienne du développement ne régnaient pas seulement en URSS. Pendant longtemps, elles inspirèrent les institutions spécialisées du monde capitaliste, la Banque mondiale notamment,

Le « volontarisme » et le « secteur informel »

sans parler, sur une plus petite échelle, des administrations françaises exerçant leur tutelle sur les pays de la zone franc. Il est vrai que c'est de planification et de grandes réalisations industrielles que rêvaient les potentats locaux, et que les experts internationaux n'auraient eu aucune chance auprès d'eux en leur parlant des petites entreprises locales, synonymes de régression. Ce qu'il faut retenir de ces aberrations presque partout répétées, par conviction ou par faste de nouveaux prêteurs, c'est l'arbitraire d'exclusion. Elles aboutissaient à dénier le caractère d'activité économique aux occupations, jugées a priori comme non modernes, exercées par la majorité, ou peu s'en fallait, de nombreuses populations.

Espérons que la mémoire collective s'en souviendra, car on ne sait jamais sous quelles formes nouvelles resurgissent les vieux réflexes. En attendant, il convient de saluer comme un grand pas en avant la reconnaissance de l'existence, en tant que producteurs, des « informels » même si l'acceptation pure et simple du phénomène par les organismes les plus officiels, apparaît à son tour comme un dangereux aveu d'impuissance.

Tout absorbés qu'ils sont par leur tâche difficile de révélateurs de réalités à moitié cachées, les auteurs du rapport n'abordent qu'en passant le plus souvent, et parfois passent sous silence, les contradictions auxquelles se heurtent les « nouvelles approches » du secteur informel.

Comment « accaparer statistiquement », pour reprendre une de leurs expressions, toute une série d'activités qui échappent à l'enregistrement sous toutes ses formes, à commencer par l'enregistrement administratif ? En l'occurrence, et c'est un point essentiel, absence d'enregistrement ne signifie pas, dans la grande majorité des cas, clandestinité ou illégalité. Ni le petit marchand ambulancier de Bombay ni le conducteur de pousse-pousse de Djakarta ne

sont en infraction avec la loi — même s'il peut arriver qu'ils ignorent modérément telle ou telle réglementation. C'est même ce caractère en quelque sorte général de l'informalité, dépassant, et de loin, les contours aux-mêmes souvent flous, de l'économie « souterraine », qui confère aux enquêtes déjà disponibles, à celles qui sont en cours et en préparation, leur grand intérêt pour la connaissance des phénomènes économiques.

Il est en particulier un trait qui est à plusieurs reprises relevé au fil du compte rendu commenté du séminaire de septembre 1988. Tout secteur informel est caractérisé par la proportion exceptionnellement élevée des « indépendants », et cela aussi bien dans les activités artisanales et manufacturières que dans le commerce et les innombrables services. Les salariés sont rares et quand ils existent, leur statut est de toute façon indistinct, même quand il ne s'agit pas d'aides familiaux. Le rapport se borne à constater le fait. Il tient, sans ambiguïté, aux conditions générales de la vie économique dans des pays où le capital accumulé est quantitativement faible et qualitativement rudimentaire.

Dans de tels pays, il suffit d'un capital relativement modeste pour rassembler l'équipement — lequel peut se réduire à une charrette à bras ou à quelques métiers à tisser ressemblant aux rouets de nos arrière-grands-mères — nécessaire pour rendre le travail productif. Le capital est modeste mais il tourne très vite. Le profit est pareillement modeste mais relativement élevé par rapport au salaire. Dans la majorité des cas, il vaut mieux travailler à son compte.

Quand se sont produits le premier puis le second choc pétrolier, on a justement fait remarquer, dans les pays développés (à côté de beaucoup de contre-vérités) que l'enrichissement brutal de l'Amérique résidait, en modifiant les coûts de revient relatifs, de rendre bon nombre de machines en service non rentables. On a pu observer à l'œil nu ce phénomène dans les pays d'économie atterrée. Phi-

lippe Hugon, auteur d'un chapitre relatif à l'Afrique, décrit le recul, constaté dans telle ou telle ville malgache, du taxi et de la camionnette au profit des transports non-mécanisés (qu'il dénomme TNM), poussettes et charrettes à bras ou à bœuf qui ont fait, pendant les années 70, un retour en force. Pour expliquer ce nouveau « développement des transports à énergie humaine et animale », l'auteur, il est vrai, se croit obligé de rappeler les usages de l'ère coloniale. Peut-être s'agit-il d'un retour en force de la part du gouvernement socialiste malgache à rendre l'économie de la grande île incapable de supporter, sans régression supplémentaire, la hausse mondiale du pétrole.

Le climat général de crise a eu souvent pour effet de provoquer un nouvel essor du secteur des « informels ». On a même vu de plus en plus souvent des salariés du secteur « formel » (entreprises se rapprochant du modèle occidental), voire public, passer au secteur qui, à la lecture du rapport, paraît en définitive, plutôt multiforme que sans forme ni structure. Ces déplacements dans le sens inverse de celui que souhaitaient et prédisaient les anciens contempteurs des « poches de sous-emploi » remet en question l'idée généralement reçue selon laquelle le secteur informel, s'il a l'avantage d'être d'accès facile (d'où son attrait pour les émigrés de la campagne) a l'inconvénient de payer encore plus mal. De quoi renvoyer à leurs études les idéologues qui, à droite et à gauche, s'étaient mis en tête, au cours des vingt ou dix ans passés, d'expliquer selon leur schéma préféré le phénomène.

Pour les néolibéraux, la beauté et l'efficacité de l'économie informelle, c'est qu'elle ignore les réglementations (tel le salaire minimum légal s'il en existe un) de nature à « fausser » l'équilibre entre l'offre et la demande de « travail ». Pour les marxistes, le secteur informel, qualifié de « petite production marchande », agissait comme une « réserve de main-d'œuvre »

à la disposition du secteur moderne pour lui fournir une force de travail bon marché (ben voyons !). Comme on le voit, néolibéraux et tenants de l'universelle (par le vocabulaire) vulgate marxiste se retrouvaient pour estimer que les rémunérations ne pouvaient guère être qu'inférieures encore à la moyenne dans le secteur « libre ». Les uns comme les autres, du reste, en oubliant la quasi-absence de salariat proprement dit dans l'économie informelle.

AVANT que ne soit adoptée — vers 1972 — l'expression de « secteur informel », une autre avait été proposée dont le défaut — notamment aux yeux de statisticiens — était de trop dire ce qu'elle voulait dire : secteur des activités non classées. Ce n'est pas seulement l'activité de 20 % à 80 % de la population active des continents latino-américain, africain et asiatique que nos outils statistiques ne parvenaient pas vraiment à répertorier dans leurs colonnes de chiffres.

La non-classification s'observe dans maint autre domaine, au point qu'on peut soutenir qu'elle est une des commodités que s'arrogent notre monde déstabilisé. Dans la balance des paiements des plus grands pays, le poste « erreurs et omissions » est considérable. Très souvent, il recouvre non pas l'ignorance mais le malaise de l'aveu. Comment faire ressortir clairement, par exemple, que le déficit extérieur américain est, pour une part non négligeable, financé par les fuites de capitaux argentins, mexicains, vénézuéliens et plus récemment, brésiliens ? Jean-François Couvrat et Nicolas Pless ont donné beaucoup d'exemples dans leur livre *La Face cachée de l'économie mondiale* (chez Hatier). Ce n'est certainement pas en multipliant les contrôles et en rétablissant les réglementations qu'on viendra à bout de l'informalité générale. Mais si l'assainissement économique et financier est la condition nécessaire d'une plus grande « transparence », elle n'est sans doute pas suffisante. Il y faudrait ajouter un goût retrouvé pour le respect de la loi démocratiquement adoptée.

(1) Institut de recherches relevant du ministère de la coopération.

De Millerand à Mitterrand, ou la troisième voie introuvable

Comment approfondir la démocratie républicaine en lui donnant sans rupture une dimension socialiste

par Francis Démier

LA « troisième voie » française, opposée à un « libéralisme éculé » et à un « communisme évanouï », s'inscrit-elle dans la tradition du socialisme français ou dans celle plus large de l'entente républicaine ? A défaut d'une filiation de ce type, existe-t-il un fond social-démocrate spécifiquement français qui puisse apporter des racines à l'expérience politique menée depuis 1981 ?

Le rayonnement du Bicentenaire, les révolutions à l'Est, qui ont paru, un temps, ranimer avec la chaîne des grandes révolutions européennes du dix-neuvième siècle, dans lesquelles le « génie de la liberté » français servait de référence à tous les peuples, ont conforté l'idée d'une articulation naturelle entre les principes de 1789 et l'émergence d'une moderne social-démocratie.

En fait le lien entre la démocratie républicaine et une social-démocratie déclinée à la mode allemande a toujours été très problématique. Certains historiens contestent même, avec des arguments très convaincants, l'existence d'une option social-démocrate dans l'histoire française (1).

La question sociale

La république qui a pris racine en France est la « Marianne », et non la « Sociale », écartée en 1871. Ce choix a du reste été celui de la majorité d'une France encore paysanne et ne signifie nullement renoncement au progrès. Mais le progrès social a été envisagé avant tout comme une conséquence de la démocratie politique, de l'élargissement des libertés et non pas comme la réponse spécifique à la lancinante « question sociale » qui a hanté le premier dix-neuvième siècle.

Pour Ferry, comme pour Gambetta, il n'existe pas de « question

sociale », pas de classes, il n'y a que des citoyens, tous promus de la même manière à une promotion dans la société républicaine portée naturellement vers le progrès. L'équilibre républicain s'est ainsi organisé dans une soignée séparation des genres qui reste fondamentalement libérale.

Le champ de la démocratie politique, qui s'y élargit plus qu'en aucun autre pays d'Europe, ne recouvre pas le territoire de l'entreprise, qui a la liberté de s'organiser selon sa propre hiérarchie dans une France pauvre en lois sociales. Le vote de la loi de 1884, qui légalise l'existence des syndicats mais permet surtout au petit patronat de s'organiser, ne modifie pas fondamentalement cet équilibre.

Cette loi est perçue comme l'extension au monde du travail des libertés républicaines. En fin de siècle, ce républicanisme libéral s'accompagne d'un « déficit social » tel, en comparaison des progrès de l'Allemagne autoritaire, que beaucoup en viennent à douter de l'adéquation « naturelle » entre démocratie politique et progrès social. En particulier les radicaux qui depuis Ledru-Rollin ont toujours affirmé que le suffrage universel, l'approfondissement des libertés ne pouvaient manquer de développer le bien-être général. Mais surtout, la contestation de la démocratie parlementaire par le socialisme marxiste et le nationalisme de droite parvenus à mordre sur l'électorat populaire, constitue une mesure concrète des insuffisances de la République.

Dans les années 1890 s'affirme alors en France une pensée qui peut être considérée comme le point de départ d'un courant social-démocrate. Elle n'a pas la portée des analyses de Bernstein qui, au même moment en Allemagne, ferraillent avec le marxisme orthodoxe, néanmoins elle tente de répondre aux mêmes problèmes : comment concilier démocratie politique et élargissement du « social », comment

organiser un compromis entre les classes sociales, comment réussir le changement sans s'engager dans la rupture révolutionnaire ?

Au moment où Waldeck-Rousseau, pour répondre aux menaces nationalistes, décide de former un gouvernement de défense républicaine en juin 1899, il juge bon d'appeler au ministère du commerce — qui a aussi en charge le travail — Alexandre Millerand, un socialiste indépendant venu du radicalisme, avocat et journaliste, connu depuis 1896 pour avoir tenté de réaliser l'unité socialiste sur une base réformiste.

Un syndicalisme de masse

Millerand est avant tout un républicain, profondément persuadé que le progrès social ne peut procéder que d'une conquête pacifique du pouvoir dans la République. Il retire du socialisme cependant, l'idée d'une société divisée en classes qui n'appartient pas à la tradition républicaine, et reste persuadé que la seule défense des libertés politiques dans l'épreuve que représente l'affaire Dreyfus réside dans la poursuite de la démocratie.

Lois de son personnage inquiétant de président de la République contestant en 1924 la victoire de la gauche, son ambition est alors de proposer au monde ouvrier une autre promotion collective que celle de la révolution. Mais il s'agit bien pour lui de promotion collective et non plus de la simple promotion individuelle par le travail et par l'épargne que la France républicaine offre à ses petits producteurs indépendants encore si nombreux. Il ne s'agit pas non plus d'améliorer la « répartition » par un mécanisme d'impôt progressif sur le revenu comme le demandent les radicaux.

Le point de faiblesse essentiel de la République à ses yeux est le retard du syndicalisme français

— 6 % des ouvriers français sont syndiqués — et c'est sur cet écueil que risque d'échouer la démocratie politique. En affirmant cela, Millerand prend encore à contre-pied une tradition républicaine qui a toujours nourri beaucoup de méfiance à l'égard des associations ouvrières, s'opposant de manière au combat de progrès, mais une lutte d'arrière-garde en faveur des corporatismes.

A l'opposé, Millerand est persuadé que la République n'a pas de tâche plus urgente que de faire naître et d'encourager un puissant syndicalisme de masse, interlocuteur privilégié de l'Etat sur un modèle qui fait par s'imposer en Angleterre et en Allemagne. C'est la seule façon de négocier en permanence, entre des classes sociales opposées, ce compromis aux effets bénéfiques pour les salariés... mais aussi pour l'entreprise.

Ce compromis a un coût. Il faut aller vers les « huit heures » — imposées dans le cahier des charges des entreprises qui travaillent pour l'Etat — car c'est le seul objectif suffisamment ambitieux pour convaincre les travailleurs que l'Etat républicain les protège et pour prendre de vitesse aussi le syndicalisme révolutionnaire tourné vers la « grève générale » et une bataille frontale avec l'Etat capitaliste.

Symboliquement, la nouvelle politique de Millerand commence en octobre 1899, par un arbitrage rendu chez Schneider, dans un des fiefs du paternalisme, aux prises avec une grande grève qui montre désormais l'insuffisance de la régulation autoritaire des rapports sociaux. L'enjeu principal est la reconnaissance du syndicat, considéré encore comme extérieur à l'entreprise.

Millerand parvient à débloquer la situation en convainquant la direction d'accepter le principe d'une négociation avec des délégués élus par les salariés et tente de généraliser ce mode de négociation par l'implantation de conseils du travail décentralisés et une

réforme de la loi de 1884 qui consacre le syndicat comme interlocuteur légal du patronat et de l'Etat.

La tentative de mettre sur pied une social-démocratie à la française se solde cependant par un échec. L'essentiel des projets de Millerand se disloquent ou se dénaturent dans la guérrille parlementaire. On se souvient de la loi qui réduit la journée de travail à dix heures à partir de 1904, mais la cohérence du projet réformiste a été largement oubliée.

Cet échec s'explique d'abord par le fait que les républicains de progrès comme Waldeck-Rousseau ont voulu utiliser plus que le soutien. Les républicains préféraient un rassemblement autour des valeurs de liberté constitutives de la République plutôt qu'une consolidation de la République assortie d'un consensus d'un type nouveau lié à la recherche d'un accord avec un puissant syndicalisme, même réformiste.

Des dirigeants hostiles

Les avancées chez Schneider, l'appui apporté à Millerand par le comité Maccouraud, qui rassemble un moyen patronat républicain, montrent que les patrons n'ont pas été unanimement hostiles. Mais la crainte est la plus forte surtout devant la perspective d'un « monopole » syndical et du « contrat collectif ».

L'autre front du refus vient des milieux ouvriers. Si les initiatives de Millerand suscitent un grand intérêt chez les ouvriers et chez quelques héritiers du vieux réformisme français, les dirigeants socialistes et syndicalistes sont hostiles. Les marxistes craignent de s'engager dans un « travailisme » à la française.

Le syndicalisme révolutionnaire, en dépit de l'ouverture faite par Pelloutier, refuse de s'engager dans une voie où la grève perdrait sa capacité « politique », et l'action syndicale « la soudaineté et

l'imprévu qui la font redoutable ». Seul Jaurès apporte un soutien déterminé à une expérience qui peut, selon ses vœux, approfondir la démocratie républicaine en lui donnant sans rupture une dimension socialiste. Mais le jeu de Jaurès est très complexe. Il ne lie pas son sort à l'expérience Millerand et prend même ses distances en affirmant que « la méthode d'action continue, légale et progressive risquerait d'être faussée ou abaissée si la vertu révolutionnaire essentielle de la pensée socialiste n'était plus présente en nous ».

Cette expérience Millerand ne recouvre pas, bien sûr, l'ensemble des tentatives faites par des républicains socialistes pour ancrer en France une voie social-démocrate. Elle représente cependant un tournant important, car elle consacre pour très longtemps, l'échec d'une politique de consensus fondée sur une articulation étroite entre démocratie politique et syndicalisme de masse, et sur la recherche « à froid » d'un compromis social réformiste, consolidé dans le fonctionnement même des institutions.

Pour sa part, le mitterrandisme se situait, plus volontiers du côté de ceux qui se sont opposés à l'expérience millerandiste, ceux qui, des catholiques sociaux aux radicaux, ont fait prévaloir un aménagement de la paix sociale propre à préserver la logique libérale de la République contre une solution collective et syndicale. Dans la pratique, loin d'être « calculé », le compromis social français s'est plutôt imposé « à chaud » au terme de crises de grande ampleur. Mais il s'agit de tout autre chose que de social-démocratie.

(1) Alain Bergounioux - Bernard Manin, *Le Régime social-démocrate (1989), la Social-démocratie ou le Compromis* (1979), PUF.

► Francis Démier est maître de conférences à l'université Paris-X.

Organisme scientifique reconnu à l'échelle internationale, le Commissariat à l'Energie Atomique recrute pour son Siège à Paris

Un responsable du budget

De formation IEP, maîtrise de gestion, ESC, bac + 5 sciences économiques, il participera à la préparation des arbitrages, au suivi et au contrôle du budget et assurera un rôle de relations avec les ministères de tutelle.

Une première expérience professionnelle serait appréciée.

Merci d'adresser votre candidature (CV + lettre) sous référence 02 LM à : Paul QUEYSSALIER, CEA - 31 rue de la Fédération 75752 PARIS CEDEX 15

La Filère Matière Grise

Contrôleur de gestion

GROUPE DE PRESSE

Avec 500 personnes, notre groupe de presse réalise un chiffre d'affaires de 500 millions de francs. Dans le cadre de notre développement et de notre nouvelle organisation, nous recherchons un contrôleur de gestion situé en établissements. Sous l'autorité fonctionnelle du Directeur du contrôle de gestion de la Holding et sous la responsabilité du Directeur de l'établissement, il établira et suivra pour un ou plusieurs titres les budgets, fera les reportings, mènera certaines études et assurera dans son unité l'interface de la comptabilité du siège. Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un jeune contrôleur de gestion de formation supérieure âgé d'une trentaine d'années, avec 3 à 5 ans d'expériences similaires. Rigueur, organisation, sens de la communication et de l'équipe, autant de qualités requises pour réussir dans ce poste.

Merci d'adresser votre lettre de motivation + CV + photo à notre conseil PAUL-EMILE TAILLANDIER - 10 rue du Collège 75008 PARIS, sous la référence 3010 M.

PAUL-EMILE TAILLANDIER
ETHIQUE ET RECRUTEMENTS

L'humain fait notre qualité : notre réussite nous la devons avant tout au dynamisme, à l'esprit d'innovation et aux compétences de nos hommes et de nos femmes (plus de 50000 personnes) qui ont fait aujourd'hui de notre groupe un leader incontesté de la distribution alimentaire.

RESPONSABLE

Gestion et Développement des Ressources Humaines

Région Parisienne Sud

Nous vous proposons, dans un contexte de forte expansion, tournée vers l'international, de créer puis de diriger le service d'optimisation des ressources humaines de nos structures "logistique - transport".

Rattaché à la Direction Logistique France, au sein de la holding, et en relation fonctionnelle avec l'ensemble de nos sites régionaux, vous exercerez vos responsabilités et vos compétences techniques dans les divers domaines de la fonction : administration (payes, tableaux de bord, bilans sociaux...) gestion prévisionnelle des emplois et gestion des carrières, recrutement, formation, politique sociale, communication (informations et relations sociales, organismes extérieurs...).

Garant du respect des procédures en matière de législation sociale et de techniques de gestion, vous vous imposerez auprès des responsables opérationnels pour conseiller, organiser, contrôler, développer, améliorer, créer, les outils et les stratégies d'action indispensables à une gestion rigoureuse et efficace de nos ressources humaines.

Vous possédez bien sûr une double formation gestion sociale (BAC + 3 min.) + juridique, valorisée par une expérience de plusieurs années de la fonction à un poste à responsabilités équivalentes, de préférence dans une structure de groupe.

Homme de dialogue et de travail, personnalité affirmée et pragmatique avant tout, vous avez une réelle force de persuasion.

Nous saurons apprécier les talents et la valeur d'un homme à la hauteur du challenge proposé.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV, photo et attestations sous réf. 372, à : EUROMESSAGES BP 80 - 92105 BOULOGNE Cedex

Tout dossier incomplet ne pourra être pris en considération. Discretion assurée.

Nous sommes la plus importante filiale d'Europe continentale (CA 550 MF, 700 personnes) d'un grand groupe industriel et international coté en Bourse, leader sur son marché (CA 5 milliards). Nos acquisitions récentes (3 sociétés) et notre développement nous conduisent à rechercher un :

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

POUR ANIMER NOS OUTILS DE GESTION DÉCENTRALISÉE

Rattaché au Directeur Administratif et Financier, et assisté de deux personnes, interlocuteur privilégié des filiales et départements, vous aurez une large mission très opérationnelle d'animation et de préparation des budgets et des reportings mensuels, d'analyse des résultats et des écarts, d'harmonisation des procédures internes et contribuerez plus généralement à l'optimisation de nos résultats.

A 26/30 ans environ, de formation supérieure (ESC ou équivalent et DECP), vous avez acquis une solide maîtrise des techniques et des procédures comptables françaises et anglo-saxonnes au travers de l'audit au sein d'un cabinet ou d'une filiale d'un groupe international. Pragmatique et mobile, vous avez le sens de la rigueur et de l'analyse, de bonnes capacités d'organisation et d'excellentes qualités relationnelles. La connaissance du suivi des contrats d'ingénierie serait un atout supplémentaire. L'anglais est indispensable.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature : lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle, sous réf. H245 M, à Ernst & Young Conseil - 6, rue de Téhéran 75008 Paris, qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

Ernst & Young Conseil

Directeur du Personnel

Futur D.R.H.

GROUPE DE SERVICES EN MILIEU INDUSTRIEL

Avec plus d'un milliard de chiffre d'affaires, 1100 personnes, notre Groupe développe une politique active de modernisation et de diversification. Pour participer avec la Direction Générale à l'élaboration et à l'application de la politique sociale de l'entreprise, nous recherchons un professionnel de la fonction personnel. Il devra animer un service d'une vingtaine de personnes, mettre en œuvre une politique gestion administrative et budgétaire du personnel, de formation, d'adaptation des emplois aux différents besoins et d'accompagnement du management dans ses évolutions. Ce poste conviendrait à des professionnels de la fonction personnel, diplômés de l'enseignement supérieur de gestion qui ont réussi durant plusieurs années dans les mêmes responsabilités au sein d'entreprises de taille identique. Habités à un environnement social et syndical actif, ils posséderont une très grande maîtrise de la technique du métier (gestion administrative et budgétaire, rémunération, recrutement, formation...). Sens de l'organisation, capacité à communiquer et à promouvoir les ressources humaines dans l'entreprise, esprit d'équipe, adaptabilité et sens des responsabilités, autant de qualités requises pour réussir dans ce poste basé en banlieue sud-est de Paris.

Merci d'adresser C.V. + photo à notre conseil PAUL-EMILE TAILLANDIER 11, rue Jean Mermoz - 75008 PARIS, sous la référence 4010 M.

PAUL-EMILE TAILLANDIER
ETHIQUE ET RECRUTEMENTS

Consolidation, budget et reporting

Sud-Est 300 KF +

Pour renforcer sa direction financière, une société de services industriels à vocation internationale recherche un cadre à fort potentiel qui sera principalement chargé de la consolidation comptable, du budget et du reporting des filiales françaises et étrangères. Il devra également participer à l'amélioration des procédures et systèmes existants afin de faire accélérer les clôtures, augmenter la fiabilité du reporting et des informations financières nécessaires à la direction. Rattaché au Directeur Comptabilité Gestion, ce poste évoluera à un diplôme d'une école supérieure de commerce option financière et comptable ou équivalent, possédant plusieurs années d'expérience au siège et/ou dans une importante filiale étrangère d'une multinationale, de préférence dans les services industriels ou le BTP. Les contacts réguliers avec les filiales étrangères nécessitent la pratique courante de la langue anglaise. Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet à Françoise Meyer - 25, rue Falque - 13006 Marseille. Tél : 91.37.77.77

Meyer & partenaires

7 milliards de CA, 40 000 personnes à travers le monde...

Holding d'un groupe multinational américain intervenant dans le secteur de l'agro-alimentaire, nous contrôlons les activités de huit filiales et divisions dans l'hexagone, représentant un CA de 800 millions de francs, comptant environ 1000 personnes.

Nous sommes à la recherche de :

L'Assistant du Manager Financial Services

Vous avez la pointure ?

Votre mission consiste à assister le Manager Financial Services dans ses fonctions et plus particulièrement sur les plans reporting, comptabilité, finance et fiscalité.

Outre une solide formation de type ESC option finances-comptabilité, complétée d'un DECS, à 30 ans environ, vous avez une expérience d'au moins trois ans de la comptabilité, dans un contexte anglo-saxon, de préférence en entreprise. Vous êtes très expérimenté en révision comptable en cabinet. L'anglais courant et la pratique de la micro-informatique sont indispensables pour ce poste basé à Paris.

TEG, notre Conseil vous remercie d'adresser sous réf. M 931 05 votre dossier de candidature, qui sera étudié avec la plus grande confidentialité.

TEG Ressources Humaines

113 rue de l'Université 75007 Paris

Organisme scientifique reconnu à l'échelle internationale, le Commissariat à l'Energie Atomique recrute pour son Siège à Paris

2 auditeurs internes

Agés(es) de 25 à 35 ans, diplômés(es) d'une école supérieure de commerce ou similaires du DECP, ils assureront l'audit interne comptable, le contrôle des procédures financières et des prix des contrats passés avec des entreprises.

Une première expérience comptable et dans le domaine de l'audit serait appréciée.

Merci d'adresser votre candidature (CV + lettre) sous réf. 03 LM à : Paul QUEYSSALIER, CEA - 31 rue de la Fédération 75752 PARIS CEDEX 15

La Filère Matière Grise

Importante société de services en informatique rompue aux technologies informatiques les plus avancées et les plus sophistiquées, recherche

ASSISTANT CONTROLEUR DE GESTION

Ecole supérieure de commerce, maîtrise de gestion

Vous souhaitez REUSSIR, mettre en pratique vos connaissances en gestion, comptabilité, informatique, valorisez votre esprit d'équipe, votre disponibilité et votre motivation.

Collaborant avec les chefs de services, vous participerez à l'établissement du budget annuel, assurez le suivi mensuel du contrôle budgétaire et analysez les écarts. Lors du reporting mensuel, vous élaborerez et commenterez les tableaux de bord destinés aux directions opérationnelles...

Merci d'adresser votre candidature : CV, photo et salaire, à Anne-Marie Daniel - Direction des Ressources Humaines - 33, rue de Vouillé 75015 Paris.

SOCIÉTÉ DE COMMISSAIRES AUX COMPTES PARIS 7^e

recherche pour faire face au développement de ses activités

CHEFS DE MISSION

Ces postes conviendraient à des candidats diplômés de l'enseignement supérieur ayant acquis une expérience de l'audit en cabinet.

Pour l'un de ces postes proposés, la pratique de l'audit en milieu bancaire serait souhaitée.

Les candidats retenus interviendront auprès de sociétés appartenant à des secteurs d'activités variées et auront de réelles possibilités de promotion et d'exercice de responsabilité.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et attestations à COGERCO-FIJO 72, rue de Bellechasse 75007 PARIS.

Avec 5 500 personnes - 4,3 milliards de Francs de CA - 40 usines dont 10 hors de France, nous sommes un des tout premiers Groupes Industriels Français de la Mécanique.

Nous recherchons pour notre société Holding à RENNES,

CONTROLEUR DE GESTION

sous la responsabilité du Directeur de gestion GROUPE.

MISSIONS :

- Reporting mensuel du Groupe (centralisation des données et analyse).
- Détermination des règles et des procédures communes aux différentes sociétés du Groupe.
- Assistance des sociétés du Groupe pour l'élaboration des budgets et du plan.

OBJECTIFS :

- Obtenir une fiabilité maximale des états de résultats.
- Contribuer, à travers vos initiatives, à l'optimisation et à l'harmonisation des outils de gestion.

PROFIL :

- De formation Ecole Supérieure de Commerce.
- Une très bonne connaissance de la Micro-informatique (tableur) et la maîtrise parfaite de l'anglais sont des atouts indispensables.
- Vos qualités et votre esprit d'équipe vous permettront de vous intégrer rapidement à une équipe dynamique.

Pour ce poste, dans une entreprise où l'innovation est vécue au quotidien, merci d'adresser C.V. + photo à : Jean-Claude PEZIER, LEGRIS INDUSTRIES 74 rue de Paris B.P. 1105 - 35014 RENNES cedex.

GROUPE LEGRIS INDUSTRIES

4^{ème} Groupe Français de Mécanique

Béghin-Say

Gruppo Ferruzzi

BEGHIN SAY - 37 milliards de CA en 1989 - pôle de développement Agro-Industriel du Gruppo FERRUZZI recherche pour la Direction de la Trésorerie et du Financement située à Paris, un

COLLABORATEUR TRESORIER GROUPE

Jeune débutant attiré par les métiers financiers, vous rejoindrez une équipe expérimentée et dynamique qui assurera votre formation. Après quoi, vous participerez à l'élaboration des budgets de trésorerie, au suivi des performances de gestion des filiales, à la réflexion sur l'amélioration du besoin en fonds de roulement.

Vous accéderez aux nouveaux instruments financiers et interviendrez sur les marchés (Matif, gestion taux, billets de trésorerie) et prendrez part aux opérations de back office en liaison avec les services comptables.

Votre formation supérieure (SUP DE CO, EDHEC...), vos connaissances micro-informatique, votre maîtrise de l'anglais sont indispensables à votre réussite et à votre évolution.

Merci d'envoyer votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et attestations) à M. Stéphane CHAMPETIER DE RIBES B.P.1 - 59239 THUMERIES, qui traitera confidentiellement votre candidature (les entretiens auront lieu à Paris).

هكذا من الأصل

SPORTS

FOOTBALL: le championnat de France de deuxième division

Lens touche le fond

Le Racing Club de Lens, jadis considéré comme le club phare de la région Nord-Pas-de-Calais, évolue désormais en deuxième division. Contrairement aux prévisions des dirigeants, l'équipe, classée huitième du groupe B à l'issue de la dernière journée disputée samedi 5 mai, ne retrouvera pas l'élite à la fin de la saison. Les supporters désolés ont vu leur club s'enfoncer dans l'anonymat.

LENS

de notre envoyé spécial

L'histoire était sans doute trop belle : un club de football à succès dans une région sinistrée, une équipe adorée par un public de « gueules noires », des usines fantômes, des maisons de briques rouges mais des cœurs généreux et une fidélité à toute épreuve... Le Racing Club de Lens était cité en exemple. Il allait à contresens. Alors que la région s'enfonçait dans la crise, il remportait des succès, disputait des compétitions européennes. A mesure que le football français dépensait son argent sans compter pour des vedettes

mercenaires, il formait des jeunes et se targuait d'avoir le meilleur public de France.

Cette image a vécu. Le cliché n'est plus. Lens et ses supporters coiffés de casques de mineurs bariolés aux couleurs de l'équipe, « sang et or », ont cessé de défier la logique, de nager à contre-courant. Lorsque l'équipe est descendue en deuxième division, à l'issue de la saison 1988-89, les dirigeants comme le public étaient persuadés qu'elle n'y resterait qu'un an. Ils se trompaient : le club nordiste, huitième du groupe B après sa victoire samedi 5 mai face à Abbeville (3-0) lors du dernier match de la saison, jouera encore contre Beauvais ou Saint-Séurin la saison prochaine, lui qui rêvait de Bordeaux ou de Marseille.

« Nous avons touché le fond, mais je reste persuadé que Lens a encore sa place dans le football français », M. André Delelis se veut optimiste. Les mandats qu'il cumule depuis toujours l'obligent à le croire. A la fois premier citoyen et premier supporter, l'ancien ministre socialiste, inamovible maire de Lens depuis trente et un ans (il en a soixante-six), protège ce club dont il est président d'honneur avec la fougue généreuse et

un brin pathétique d'un patriarche sur la défensive. Il le couve, son « Racing », et surtout le maintien à flot.

Avec une subvention annuelle de près de 8 millions et demi de francs pour une population de 38 000 habitants, Lens figure parmi les villes qui dépensent le plus pour le football : 138 francs par habitant en 1989, le record était détenu par Mulhouse avec 177 francs. « Si on l'augmentait, il n'y aurait pas d'émules dans les rues, croyez-moi », ajoute le bienfaiteur pour attester du traditionnel consensus autour du ballon rond. « Sans la mairie, nous ne serions pas là », admet quant à lui M. Gervais Martel, président du club et directeur d'un journal gratuit distribué à un million d'exemplaires dans la région.

En 1978, le club a déjà connu la relégation. Il s'en était vite remis pour remonter la saison suivante et participer à une coupe d'Europe en 1983. Cette fois, le mal paraît plus profond. Tout se passe comme si Lens, symbole d'une certaine époque du football français, était aujourd'hui en retard d'une bataille, comme si le bon vieux « Racing », comme on l'appelle de l'étranger, était devenu une création en 1906, n'aurait plus vraiment sa place dans l'ère Tapie.

Certes, ce n'est pas la déchéance ni même la crise. Mais il est des signes qui ne trompent pas sur l'état de santé d'un club de football. C'est ainsi que le superbe stade Beaulieu, renoué tribune par tribune au temps de la réussite, joue les vaisseaux fantômes avec ses 40 000 places désormais fréquentées par 4 000 à 5 000 irrédutibles. Les sections de supporters, au nombre de deux cent vingt à l'époque des succès, ont disparu. Les supporters de Lens ne sont plus que des spectateurs, au mieux, au pire, des spectateurs de la déchéance. Les sections de supporters, au nombre de deux cent vingt à l'époque des succès, ont disparu. Les supporters de Lens ne sont plus que des spectateurs, au mieux, au pire, des spectateurs de la déchéance.

très modeste pour un candidat à la promotion. Certains déplacements, effectués jusqu'à en avion, se feront en car. Le contrat de l'entraîneur, Marcel Husson, ne sera pas prolongé. Seuls deux joueurs devraient être recrutés pour encadrer des jeunes de talent. Quant au grand espoir local, le défenseur Jean-Guy Wallemme, il pourrait être transféré pour renfort.

M. Gervais Martel, le jeune président du club (il est âgé de trente-sept ans), prépare donc la saison à venir avec un œil sur le porte-monnaie, l'autre sur l'hôtel de ville. Fils d'un ancien directeur des pompes funéraires qui jadis finançait le RCL et employait ses supporters, il se décline pour tenter des partenariats susceptibles d'aider son club. « Lens doit être le grand club régional, le public reviendra car il est en manque de spectacle. Le Racing fait partie de la culture locale », réplique-t-il aux « décideurs » locaux. A l'heure où le voisin Lille s'apprête à se vendre à d'ambitieux entrepreneurs, le Racing Club de Lens ne pourra se permettre longtemps de faire du surplace. Ou alors l'anonymat deviendrait habitude nuisible pour une région qui, selon les propres termes de M. André Delelis, n'a « rien d'autre que le foot comme image de marque ».

PHILIPPE BROUSSARD.

Rennes et Nancy dans la cour des grands

La lutte en tête du groupe B de deuxième division, entre Valenciennes, auteur d'une fin de parcours remarquable, et Rennes s'est terminée, samedi 5 mai, par la victoire du Stade Rennais. L'équipe Bretonne, grâce à une victoire à Lorient (2-0), retrouvera la première division au mois de juillet après trois ans d'absence. Dans le groupe A, le lauréat de cette fin de saison s'appelle l'AS Nancy-Lorraine, un club qui avait quitté la première division au terme de la saison 1986-87, en terminant vingtième et dernier du classement... juste devant Rennes.

Lors des préliminaires, prévus les 10 et 11 mai, Valenciennes recevra Metz et Rouen se rendra à Strasbourg. Le club alsacien grâce à une victoire à Guingamp (3-1) a terminé deuxième du groupe A, et conserve ainsi une chance d'accéder à l'élite.

RUGBY: championnat de France

Les espoirs déçus de Grenoble

Le Racing-club de France a battu le FC Grenoble, en quart de finale du championnat de France de rugby, dimanche 6 mai, au stade de Gerland, à Lyon, sur le score de 27 à 21, après prolongations (15-15).

LYON

de notre bureau régional

Le panache blanc de l'usine d'incinération de Gerland s'élevait, droit comme un i, dans un ciel sans nuage. La chaleur était si lourde que, même à l'ombre des tribunes, les « gros pardessus » en transit transparaient dans leurs blazers bleu marine. Et, pour ajouter à l'illusion, quelques légions d'aficionados aux accents de rocaïlle n'avaient pas hésité à remonter la Narbonne jusqu'à ce lugubrum qui, l'espace d'un dimanche, descendait à ne plus considérer le jeu de main comme un jeu de vilains. Deux ans après avoir accueilli un mémorable Tarbes-Toulon, gerland renouait avec l'ovale sans faire les choses à demi : un quart de finale du boudier de Brénus, carément.

Pour les quelque dix-mille supporters venus de Grenoble, en voisins, ou de Paris, en TGV, ces retrouvailles devaient être une fête. Elles le furent. A défaut d'un « rugby champagne », comme savaient en distiller naguère les facétieux rascals du « show biz », avec nœuds pap' rose, caleçons longs et berris basques, les trente solides « garçons » servirent — près de deux heures durant, s'il vous plaît ! — un « rugby blanc-queue » joliment pétillant et méritoirement coloré de la part de « nordistes ».

Le club des huit

En trustant six points après quelques minutes de jeu et en atteignant la mi-temps avec une avance de neuf points (15 à 6), les Grenoblois semblaient prêts pour dominer le match. De la rive, grâce à un jeu intelligemment offensif — mais aussi des épaules, leur paquet d'avants neutralisant par sa force tranquille toute velléité d'organisation et de distribution chez les feux follets parisiens. Alors que Frédéric Vélo (n° 15) justifiait sa place de deuxième buteur du championnat en multipliant les coups de pied « plein caillou », juste avant le repos, le nordiste dauphinois inscrivait un essai collectif au terme d'une irrésistible poussée en mêlée. Sachant qu'une semaine auparavant, dans son fief de Lesdiguières, Grenoble avait réussi à infliger une

arboise de 28 points à Brives, au cours de la seule seconde période, l'affaire paraissait entendue.

Erreur. Il faut se méfier du Parisien qui piaffe comme du lait sur le feu. Quelques fautes dans la condition physique du FCG, un relâchement progressif dans son travail de sappe et de pression, laissent se déployer les lumineuses chevauchées de la ligne arrière adverse, s'infiltrer la stratégie d'assurance des fins « flankers » de la troisième ligne. Après que Jean-Baptiste Lafond eut expédié le ballon entre les perches, sur pénalité, un renversement paraissait possible, puis probable. L'essai, comme un coup de théâtre ou une estocade, n'intervint pourtant qu'à la toute dernière minute. Constatant un vil assaut lancé depuis le milieu de terrain, l'international Franck Mesnel, remis d'une contracture, le marqua, décontracté, sous un angle jouable pour Lafond qui annula la marque in extremis.

C'en était fait des espoirs de Grenoble. Sonnés, les joueurs, qui s'étaient vus, inexplicablement, refuser un essai à la 67^e minute, avaient trop de biens et blancs à l'âme pour se remettre de cette fatale dernière minute. Dès le début des prolongations, l'ouvrier Pouyou plaquait le ballon entre les poteaux pour le Racing. Transformation, suivie de peu d'une pénalité réussie. Les coups de pied bottés ensuite relevaient de l'ultime baroud. 27 à 21, l'honneur, au moins, était sauve.

C'en était fait de la grande porte que Grenoble quitte le championnat. Le club qui pourra se consoler en disputant, le 19 mai, la finale du challenge Yves-Du-Manoir contre Narbonne (sa troisième finale en cinq ans), vit toujours ses « dix glorieuses ». Si son seul titre de champion remonte à 1954, il se maintient depuis 1980 dans l'élite, ce « club des huit », et avait sans doute mérité de prolonger sa colorante saison 1990 au demi-paradis de la demi-finale, qu'il a connue en 1982 et déjà approché en 1989. Fondé en 1910, à l'époque héroïque où l'étranger sport importé d'outre-Manche s'appelait encore le football-rugby, d'où son nom, le Football-Club de Grenoble conserve une belle santé. Quatre cents licenciés — des poussins aux juniors (vice-champion de France en 1989) — poussent fort derrière l'équipe de première division. Grâce à eux, comme à ceux de Bourgoin et de Voiron, le Dauphiné peut se prendre pour une enclave septentrionale du Midi. Midi moins le quart (de finale), en l'occurrence.

ROBERT BELLERET

Violence sur les stades européens
Plus de deux cents arrestations

De violents affrontements entre forces de l'ordre et supporters ont marqué la fin des championnats nationaux dans plusieurs pays européens. A Bournemouth (Angleterre), où l'équipe locale jouait pour éviter la relégation en troisième division contre Leeds qui visitait la montée en première division, près de trois mille supporters, des visiteurs venus sans billets, ont tenté de forcer les portes du stade protégées par la police en tenue anti-émeute. Soixante-arbre « hooligans » ont été arrêtés pour comparaitre devant la justice, dimanche 6 et lundi 7 mai. Six policiers et une ving-

taine de supporters ont été blessés.

A Bruges, quarante-deux personnes ont été interpellées à l'occasion du match qui a permis à l'équipe locale de devenir championne de Belgique. Sept policiers ont été blessés aux cours d'affrontements. A Düsseldorf, la police a procédé à l'interpellation de soixante-quinze supporters de Manchester, virtuellement relégués en deuxième division. Les forces de l'ordre néerlandaises ont également arrêté vingt-quatre supporters de l'Ajax d'Amsterdam qui s'étaient déplacés à Nijmegen.

Les résultats

ATHLÉTISME

MARATHON DE PARIS

Le soleil et la chaleur, plus de 20 °C au départ dimanche 6 mai à 9 heures du matin, ont éprouvé les deux mille concurrents qui ont participé au XIV^e marathon de Paris. Ces conditions climatiques n'ont pas permis à la quarantaine de coureurs dont le record personnel est inférieur à 2 h 16 min de battre en pied le record de l'épreuve, établi en 1985 par Jacky Bonaguidi avec un temps de 2 h 10 min 49 s.

DGA voleur pour l'an passé, le Britannique Steve Brice a mené une course intelligente, se tenant constamment dans les groupes en tête avant de profiter d'un relâchement de la garde pour s'élancer sur l'avenue Foch au 2 h 13 min 10 s. Il a battu facilement à l'horizontale de l'arrivée, dans le bois de Boulogne, le coureur versatile, Jean-Baptiste Prost, voleur du statut de la pharmacopée en juillet dernier, le dernier à s'accrocher dans le sillage du Britannique. Le Français terminait second à 31 s du gagnant, devant le Portugais Manuel Mota (2 h 14 min 27 s).

BASKET-BALL

COUPE DE FRANCE

(Finaliste, matches aller)
*Lyon-Vers 108-97
*Orléans-Châlon 87-80

ESCRIME

CHALLENGE MARTEL A L'ÉPÉE

Duval-Schmitt (FFA) h. Rotegny (Jm.), 4-5, 5-2, 5-3 ; Loefer (FFA) h. Henry, 4-5, 5-2, 5-3 ; Loefer (FFA) h. Schmitt (FFA), 4-5, 5-1, 5-4.

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division (Finale aller)
Marseille h. Nantes 2-0
*Bordeaux h. Toulon 2-1
*Marseille h. Metz 1-0
*Nantes h. Saint-Etienne 2-0
*Paris-SG h. Nantes 2-0
*Nantes h. Metz 1-0
*Marseille h. Lyon 4-4
*Nantes h. Metz 1-1
*Nantes h. Metz 1-1
*Toulon h. Lille 1-0
*Caen h. Reims 1-0

Classement. — 1. Marseille, 51 pts ; 2. Bordeaux, 49 ; 3. Monaco, 43 ; 4. Sochaux, 41 ; 5. Paris-SG, 40 ; 6. Auxerre, 39 ; 7. Nantes, 37 ; 8. Lyon, 36 ; 9. Saint-Etienne, 35 ; 10. Caen, 34 ; 11. Metz, 33 ; 12. Saint-Séurin, 32 ; 13. Marseille, 31 ; 14. Caen, 30 ; 15. Metz, 29 ; 16. Sochaux, 28.

Deuxième division

Classement

GROUPE A
*Lorient-Quimper h. Bastia 4-0
*Red Star 90 h. Amiens 2-2
*Olympique h. Metz 2-1
*Nancy h. Reims 2-1
*Metz h. Reims 2-1
*Grenoble h. Albi 2-2
*Strasbourg h. Guingamp 2-1
*Caennant h. Dijon 2-1
*Avignon h. Martigues 3-2
Classement. — 1. Nancy, 50 pts ; 2. Strasbourg, 48 ; 3. Metz, 46 ; 4. Reims, 44 ; 5. Bastia, 39 ; 6. Lorient, 38 ; 7. Reims, 36 ; 8. Avignon, 34 ; 9. Sochaux, 31 ; 10. Guingamp, 29 ; 11. Lorient-Quimper, 28 ; 12. Caennant, 27 ; 13. Strasbourg, 26 ; 14. Nancy, 25 ; 15. Amiens, 24 ; 16. Metz, 23 ; 17. Albi, 22 ; 18. Martigues, 21 ; 19. Dijon, 20 ; 20. Bastia, 19 ; 21. Reims, 18 ; 22. Sochaux, 17 ; 23. Caennant, 16 ; 24. Avignon, 15 ; 25. Lorient-Quimper, 14 ; 26. Nancy, 13 ; 27. Metz, 12 ; 28. Strasbourg, 11 ; 29. Caennant, 10 ; 30. Bastia, 9 ; 31. Reims, 8 ; 32. Lorient, 7 ; 33. Sochaux, 6 ; 34. Avignon, 5 ; 35. Nancy, 4 ; 36. Metz, 3 ; 37. Albi, 2 ; 38. Dijon, 1 ; 39. Bastia, 0 ; 40. Reims, 0 ; 41. Caennant, 0 ; 42. Strasbourg, 0 ; 43. Lorient-Quimper, 0 ; 44. Nancy, 0 ; 45. Metz, 0 ; 46. Sochaux, 0 ; 47. Avignon, 0 ; 48. Caennant, 0 ; 49. Bastia, 0 ; 50. Reims, 0 ; 51. Lorient, 0 ; 52. Sochaux, 0 ; 53. Avignon, 0 ; 54. Nancy, 0 ; 55. Metz, 0 ; 56. Strasbourg, 0 ; 57. Caennant, 0 ; 58. Bastia, 0 ; 59. Reims, 0 ; 60. Lorient, 0 ; 61. Sochaux, 0 ; 62. Avignon, 0 ; 63. Caennant, 0 ; 64. Bastia, 0 ; 65. Reims, 0 ; 66. Lorient, 0 ; 67. Sochaux, 0 ; 68. Avignon, 0 ; 69. Caennant, 0 ; 70. Bastia, 0 ; 71. Reims, 0 ; 72. Lorient, 0 ; 73. Sochaux, 0 ; 74. Avignon, 0 ; 75. Caennant, 0 ; 76. Bastia, 0 ; 77. Reims, 0 ; 78. Lorient, 0 ; 79. Sochaux, 0 ; 80. Avignon, 0 ; 81. Caennant, 0 ; 82. Bastia, 0 ; 83. Reims, 0 ; 84. Lorient, 0 ; 85. Sochaux, 0 ; 86. Avignon, 0 ; 87. Caennant, 0 ; 88. Bastia, 0 ; 89. Reims, 0 ; 90. Lorient, 0 ; 91. Sochaux, 0 ; 92. Avignon, 0 ; 93. Caennant, 0 ; 94. Bastia, 0 ; 95. Reims, 0 ; 96. Lorient, 0 ; 97. Sochaux, 0 ; 98. Avignon, 0 ; 99. Caennant, 0 ; 100. Bastia, 0 ; 101. Reims, 0 ; 102. Lorient, 0 ; 103. Sochaux, 0 ; 104. Avignon, 0 ; 105. Caennant, 0 ; 106. Bastia, 0 ; 107. Reims, 0 ; 108. Lorient, 0 ; 109. Sochaux, 0 ; 110. Avignon, 0 ; 111. Caennant, 0 ; 112. Bastia, 0 ; 113. Reims, 0 ; 114. Lorient, 0 ; 115. Sochaux, 0 ; 116. Avignon, 0 ; 117. Caennant, 0 ; 118. Bastia, 0 ; 119. Reims, 0 ; 120. Lorient, 0 ; 121. Sochaux, 0 ; 122. Avignon, 0 ; 123. Caennant, 0 ; 124. Bastia, 0 ; 125. Reims, 0 ; 126. Lorient, 0 ; 127. Sochaux, 0 ; 128. Avignon, 0 ; 129. Caennant, 0 ; 130. Bastia, 0 ; 131. Reims, 0 ; 132. Lorient, 0 ; 133. Sochaux, 0 ; 134. Avignon, 0 ; 135. Caennant, 0 ; 136. Bastia, 0 ; 137. Reims, 0 ; 138. Lorient, 0 ; 139. Sochaux, 0 ; 140. Avignon, 0 ; 141. Caennant, 0 ; 142. Bastia, 0 ; 143. Reims, 0 ; 144. Lorient, 0 ; 145. Sochaux, 0 ; 146. Avignon, 0 ; 147. Caennant, 0 ; 148. Bastia, 0 ; 149. Reims, 0 ; 150. Lorient, 0 ; 151. Sochaux, 0 ; 152. Avignon, 0 ; 153. Caennant, 0 ; 154. Bastia, 0 ; 155. Reims, 0 ; 156. Lorient, 0 ; 157. Sochaux, 0 ; 158. Avignon, 0 ; 159. Caennant, 0 ; 160. Bastia, 0 ; 161. Reims, 0 ; 162. Lorient, 0 ; 163. Sochaux, 0 ; 164. Avignon, 0 ; 165. Caennant, 0 ; 166. Bastia, 0 ; 167. Reims, 0 ; 168. Lorient, 0 ; 169. Sochaux, 0 ; 170. Avignon, 0 ; 171. Caennant, 0 ; 172. Bastia, 0 ; 173. Reims, 0 ; 174. Lorient, 0 ; 175. Sochaux, 0 ; 176. Avignon, 0 ; 177. Caennant, 0 ; 178. Bastia, 0 ; 179. Reims, 0 ; 180. Lorient, 0 ; 181. Sochaux, 0 ; 182. Avignon, 0 ; 183. Caennant, 0 ; 184. Bastia, 0 ; 185. Reims, 0 ; 186. Lorient, 0 ; 187. Sochaux, 0 ; 188. Avignon, 0 ; 189. Caennant, 0 ; 190. Bastia, 0 ; 191. Reims, 0 ; 192. Lorient, 0 ; 193. Sochaux, 0 ; 194. Avignon, 0 ; 195. Caennant, 0 ; 196. Bastia, 0 ; 197. Reims, 0 ; 198. Lorient, 0 ; 199. Sochaux, 0 ; 200. Avignon, 0 ; 201. Caennant, 0 ; 202. Bastia, 0 ; 203. Reims, 0 ; 204. Lorient, 0 ; 205. Sochaux, 0 ; 206. Avignon, 0 ; 207. Caennant, 0 ; 208. Bastia, 0 ; 209. Reims, 0 ; 210. Lorient, 0 ; 211. Sochaux, 0 ; 212. Avignon, 0 ; 213. Caennant, 0 ; 214. Bastia, 0 ; 215. Reims, 0 ; 216. Lorient, 0 ; 217. Sochaux, 0 ; 218. Avignon, 0 ; 219. Caennant, 0 ; 220. Bastia, 0 ; 221. Reims, 0 ; 222. Lorient, 0 ; 223. Sochaux, 0 ; 224. Avignon, 0 ; 225. Caennant, 0 ; 226. Bastia, 0 ; 227. Reims, 0 ; 228. Lorient, 0 ; 229. Sochaux, 0 ; 230. Avignon, 0 ; 231. Caennant, 0 ; 232. Bastia, 0 ; 233. Reims, 0 ; 234. Lorient, 0 ; 235. Sochaux, 0 ; 236. Avignon, 0 ; 237. Caennant, 0 ; 238. Bastia, 0 ; 239. Reims, 0 ; 240. Lorient, 0 ; 241. Sochaux, 0 ; 242. Avignon, 0 ; 243. Caennant, 0 ; 244. Bastia, 0 ; 245. Reims, 0 ; 246. Lorient, 0 ; 247. Sochaux, 0 ; 248. Avignon, 0 ; 249. Caennant, 0 ; 250. Bastia, 0 ; 251. Reims, 0 ; 252. Lorient, 0 ; 253. Sochaux, 0 ; 254. Avignon, 0 ; 255. Caennant, 0 ; 256. Bastia, 0 ; 257. Reims, 0 ; 258. Lorient, 0 ; 259. Sochaux, 0 ; 260. Avignon, 0 ; 261. Caennant, 0 ; 262. Bastia, 0 ; 263. Reims, 0 ; 264. Lorient, 0 ; 265. Sochaux, 0 ; 266. Avignon, 0 ; 267. Caennant, 0 ; 268. Bastia, 0 ; 269. Reims, 0 ; 270. Lorient, 0 ; 271. Sochaux, 0 ; 272. Avignon, 0 ; 273. Caennant, 0 ; 274. Bastia, 0 ; 275. Reims, 0 ; 276. Lorient, 0 ; 277. Sochaux, 0 ; 278. Avignon, 0 ; 279. Caennant, 0 ; 280. Bastia, 0 ; 281. Reims, 0 ; 282. Lorient, 0 ; 283. Sochaux, 0 ; 284. Avignon, 0 ; 285. Caennant, 0 ; 286. Bastia, 0 ; 287. Reims, 0 ; 288. Lorient, 0 ; 289. Sochaux, 0 ; 290. Avignon, 0 ; 291. Caennant, 0 ; 292. Bastia, 0 ; 293. Reims, 0 ; 294. Lorient, 0 ; 295. Sochaux, 0 ; 296. Avignon, 0 ; 297. Caennant, 0 ; 298. Bastia, 0 ; 299. Reims, 0 ; 300. Lorient, 0 ; 301. Sochaux, 0 ; 302. Avignon, 0 ; 303. Caennant, 0 ; 304. Bastia, 0 ; 305. Reims, 0 ; 306. Lorient, 0 ; 307. Sochaux, 0 ; 308. Avignon, 0 ; 309. Caennant, 0 ; 310. Bastia, 0 ; 311. Reims, 0 ; 312. Lorient, 0 ; 313. Sochaux, 0 ; 314. Avignon, 0 ; 315. Caennant, 0 ; 316. Bastia, 0 ; 317. Reims, 0 ; 318. Lorient, 0 ; 319. Sochaux, 0 ; 320. Avignon, 0 ; 321. Caennant, 0 ; 322. Bastia, 0 ; 323. Reims, 0 ; 324. Lorient, 0 ; 325. Sochaux, 0 ; 326. Avignon, 0 ; 327. Caennant, 0 ; 328. Bastia, 0 ; 329. Reims, 0 ; 330. Lorient, 0 ; 331. Sochaux, 0 ; 332. Avignon, 0 ; 333. Caennant, 0 ; 334. Bastia, 0 ; 335. Reims, 0 ; 336. Lorient, 0 ; 337. Sochaux, 0 ; 338. Avignon, 0 ; 339. Caennant, 0 ; 340. Bastia, 0 ; 341. Reims, 0 ; 342. Lorient, 0 ; 343. Sochaux, 0 ; 344. Avignon, 0 ; 345. Caennant, 0 ; 346. Bastia, 0 ; 347. Reims, 0 ; 348. Lorient, 0 ; 349. Sochaux, 0 ; 350. Avignon, 0 ; 351. Caennant, 0 ; 352. Bastia, 0 ; 353. Reims, 0 ; 354. Lorient, 0 ; 355. Sochaux, 0 ; 356. Avignon, 0 ; 357. Caennant, 0 ; 358. Bastia, 0 ; 359. Reims, 0 ; 360. Lorient, 0 ; 361. Sochaux, 0 ; 362. Avignon, 0 ; 363. Caennant, 0 ; 364. Bastia, 0 ; 365. Reims, 0 ; 366. Lorient, 0 ; 367. Sochaux, 0 ; 368. Avignon, 0 ; 369. Caennant, 0 ; 370. Bastia, 0 ; 371. Reims, 0 ; 372. Lorient, 0 ; 373. Sochaux, 0 ; 374. Avignon, 0 ; 375. Caennant, 0 ; 376. Bastia, 0 ; 377. Reims, 0 ; 378. Lorient, 0 ; 379. Sochaux, 0 ; 380. Avignon, 0 ; 381. Caennant, 0 ; 382. Bastia, 0 ; 383. Reims, 0 ; 384. Lorient, 0 ; 385. Sochaux, 0 ; 386. Avignon, 0 ; 387. Caennant, 0 ; 388. Bastia, 0 ; 389. Reims, 0 ; 390. Lorient, 0 ; 391. Sochaux, 0 ; 392. Avignon, 0 ; 393. Caennant, 0 ; 394. Bastia, 0 ; 395. Reims, 0 ; 396. Lorient, 0 ; 397. Sochaux, 0 ; 398. Avignon, 0 ; 399. Caennant, 0 ; 400. Bastia, 0 ; 401. Reims, 0 ; 402. Lorient, 0 ; 403. Sochaux, 0 ; 404. Avignon, 0 ; 405. Caennant, 0 ; 406. Bastia, 0 ; 407. Reims, 0 ; 408. Lorient, 0 ; 409. Sochaux, 0 ; 410. Avignon, 0 ; 411. Caennant, 0 ; 412. Bastia, 0 ; 413. Reims, 0 ; 414. Lorient, 0 ; 415. Sochaux, 0 ; 416. Avignon, 0 ; 417. Caennant, 0 ; 418. Bastia, 0 ; 419. Reims, 0 ; 420. Lorient, 0 ; 421. Sochaux, 0 ; 422. Avignon, 0 ; 423. Caennant, 0 ; 424. Bastia, 0 ; 425. Reims, 0 ; 426. Lorient, 0 ; 427. Sochaux, 0 ; 428. Avignon, 0 ; 429. Caennant, 0 ; 430. Bastia, 0 ; 431. Reims, 0 ; 432. Lorient, 0 ; 433. Sochaux, 0 ; 434. Avignon, 0 ; 435. Caennant, 0 ; 436. Bastia, 0 ; 437. Reims, 0 ; 438. Lorient, 0 ; 439. Sochaux, 0 ; 440. Avignon, 0 ; 441. Caennant, 0 ; 442. Bastia, 0 ; 443. Reims, 0 ; 444. Lorient, 0 ; 445. Sochaux, 0 ; 446. Avignon, 0 ; 447. Caennant, 0 ; 448. Bastia, 0 ; 449. Reims, 0 ; 450. Lorient, 0 ; 451. Sochaux, 0 ; 452. Avignon, 0 ; 453. Caennant, 0 ; 454. Bastia, 0 ; 455. Reims, 0 ; 456. Lorient, 0 ; 457. Sochaux, 0 ; 458. Avignon, 0 ; 459. Caennant, 0 ; 460. Bastia, 0 ; 461. Reims, 0 ; 462. Lorient, 0 ; 463. Sochaux, 0 ; 464. Avignon, 0 ; 465. Caennant, 0 ; 466. Bastia, 0 ; 467. Reims, 0 ; 468. Lorient, 0 ; 469. Sochaux, 0 ; 470. Avignon, 0 ; 471. Caennant, 0 ; 472. Bastia, 0 ; 473. Reims, 0 ; 474. Lorient, 0 ; 475. Sochaux, 0 ; 476. Avignon, 0 ; 477. Caennant, 0 ; 478. Bastia, 0 ; 479. Reims, 0 ; 480. Lorient, 0 ; 481. Sochaux, 0 ; 482. Avignon, 0 ; 483. Caennant, 0 ; 484. Bastia, 0 ; 485. Reims, 0 ; 486. Lorient, 0 ; 487. Sochaux, 0 ; 488. Avignon, 0 ; 489. Caennant, 0 ; 490. Bastia, 0 ; 491. Reims, 0 ; 492. Lorient, 0 ; 493. Sochaux, 0 ; 494. Avignon, 0 ; 495. Caennant, 0 ; 496. Bastia, 0 ; 497. Reims, 0 ; 498. Lorient, 0 ; 499. Sochaux, 0 ; 500. Avignon, 0 ; 501. Caennant, 0 ; 502. Bastia, 0 ; 503. Reims, 0 ; 504. Lorient, 0 ; 505. Sochaux, 0 ; 506. Avignon, 0 ; 507. Caennant, 0 ; 508. Bastia, 0 ; 509. Reims, 0 ; 510. Lorient, 0 ; 511. Sochaux, 0 ; 512. Avignon, 0 ; 513. Caennant, 0 ; 514. Bastia, 0 ; 515. Reims, 0 ; 516. Lorient, 0 ; 517. Sochaux, 0 ; 518. Avignon, 0 ; 519. Caennant, 0 ; 520. Bastia, 0 ; 521. Reims, 0 ; 522. Lorient, 0 ; 523. Sochaux, 0 ; 524. Avignon, 0 ; 525. Caennant, 0 ; 526. Bastia, 0 ; 527. Reims, 0 ; 528. Lorient, 0 ; 529. Sochaux, 0 ; 530. Avignon, 0 ; 531. Caennant, 0 ; 532. Bastia, 0 ; 533. Reims, 0 ; 534. Lorient, 0 ; 535. Sochaux, 0 ; 536. Avignon, 0 ; 537. Caennant, 0 ; 538. Bastia, 0 ; 539. Reims, 0 ; 540. Lorient, 0 ; 541. Sochaux, 0 ; 542. Avignon, 0 ; 543. Caennant, 0 ; 544. Bastia, 0 ; 545. Reims, 0 ; 546. Lorient, 0 ; 547. Sochaux, 0 ; 548. Avignon, 0 ; 549. Caennant, 0 ; 550. Bastia, 0 ; 551. Reims, 0 ; 552. Lorient, 0 ; 553. Sochaux, 0 ; 554. Avignon, 0 ; 555. Caennant, 0 ; 556. Bastia, 0 ; 557. Reims, 0 ; 558. Lorient, 0 ; 559. Sochaux, 0 ; 560. Avignon, 0 ; 561. Caennant, 0 ; 562. Bastia, 0 ; 563. Reims, 0 ; 564. Lorient, 0 ; 565. Sochaux, 0 ; 566. Avignon, 0 ; 567. Caennant, 0 ; 568. Bastia, 0 ; 569. Reims, 0 ; 570. Lorient, 0 ; 571. Sochaux, 0 ; 572. Avignon, 0 ; 573. Caennant, 0 ; 574. Bastia, 0 ; 575. Reims, 0 ; 57

Les réunions monétaires de printemps à Washington

Premier accord des sept grands pays industrialisés sur une augmentation de 50 % des ressources du FMI

Les ministres des finances des sept grands pays industrialisés (Etats-Unis, Canada, Japon, RFA, France, Grande-Bretagne, Italie) réunis à Washington avec les gouverneurs des Banques centrales se sont mis d'accord, dimanche 6 mai, pour augmenter de 50 % les quotes-parts au capital du Fonds monétaire

international. Un communiqué, publié dimanche soir, indique que cette augmentation fournira au Fonds « les ressources pour remplir ses responsabilités centrales dans l'économie mondiale », ajoutant que les Sept se sont également mis d'accord sur la nécessité « d'un renforcement de la stratégie du FMI en matière d'ar-

rière ». Le communiqué évoque également la parité du yen qui pourrait avoir des « effets indésirables » sur le processus d'ajustement mondial ; l'union monétaire et économique allemande qui devrait contribuer à l'amélioration de la croissance mondiale ; l'Uruguay Round dont la réussite est essentielle ; la dette des

pays du tiers-monde (« des progrès substantiels ont été atteints »).

Les pays du tiers-monde réunis au sein du groupe des vingt-quatre ont estimé de leur côté que l'augmentation de 50 % des ressources du Fonds était largement insuffisante.

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

Pour le Fonds monétaire international aussi, la longue période de l'après-guerre s'achève. Depuis sa création en 1946, la Grande-Bretagne occupait la deuxième place, après les Etats-Unis, dans l'ordre des quotes-parts (contributions nationales aux ressources de l'institution) et des droits de vote qui leur sont attachés. Ce classement rappelle qu'à la conférence de Bretton-Woods tenue en juillet 1944 pour jeter les bases du système monétaire à construire après la fin des hostilités le célèbre économiste John Maynard Keynes, chef de la délégation britannique, avait été le principal, sinon le seul interlocuteur de la toute-puissante délégation américaine.

A l'occasion de la neuvième révision des quotes-parts — principal sujet à l'ordre du jour des réunions monétaires actuellement en cours à Washington (6, 7 et 8 mai) — la distribution des cartes entre les cinq principaux pays membres a été totalement modifiée avec l'annonce officielle, dimanche soir 6 mai, par le ministre allemand des finances Theo Waigel, que le Japon (aujourd'hui au cinquième rang) et la RFA (actuellement au troisième rang) seront, ex aequo, en deuxième position.

Pour déterminer la nouvelle place de la Grande-Bretagne et celle de la France (aujourd'hui au quatrième rang), plusieurs mois de négociation ont été nécessaires. La session du groupe des Sept (les cinq plus l'Italie et le Canada) qui a eu lieu dimanche a permis d'aboutir, entre les deux intéressés, à un « accord de principe », au dire du président en exercice, le ministre des finances canadien Michael Wilson. Le fin mot de l'histoire est que la France ne consentait

pas à passer au cinquième rang et que, comme l'avait dit dans une conférence de presse antérieure (5 mai) le directeur général du FMI, M. Michel Camdessus, avec son franc-parler habituel, « on donne souvent aux questions de forme plus d'importance qu'aux conditions de fond ».

Toute une série de critères (PNB, volume du commerce extérieur, utilisation de la monnaie nationale dans les transactions internationales, etc.) sont retenus pour calculer l'importance respective des quotes-parts. Il se fait que sur la base des chiffres de l'année 1975 la quote-part de la France, par rapport à l'ensemble constitué par les cent cinquante-deux pays membres, ressortait à 5 % et à 6 % pour la Grande-Bretagne. Ce résultat, il est vrai, peut être considéré comme aberrant. Il n'est guère contestable que le « poids économique » de la France dépasse assez sensiblement celui de la Grande-Bretagne. Eût-on pris pour année de référence 1986 au lieu de 1975, celle-ci se serait retrouvée au cinquième rang et celle-là au quatrième. A l'OCDE, où le classement ne joue que pour déterminer les contributions respectives de chaque pays adhérent (et non pas aussi, comme au FMI, un nombre plus ou moins grand de droits de vote), la France arrive pareillement avant le Royaume-Uni.

M. Pierre Bérégovoy, qui avait mis son point d'honneur à ne pas voir la France rétrograder du quatrième au cinquième rang, a fini par obtenir gain de cause, moyennant une construction juridique compliquée. Royaume-Uni et France seront, eux aussi, ex aequo, celui-là acceptant de mettre à la disposition de celle-ci un demi-point de son droit de tirage sur le Fonds monétaire. Les deux pays seront ainsi à égalité avec, chacun, des droits de vote — et une quote-part

effective — de 5,5 %. Tout cela doit encore faire l'objet d'un accord définitif entre le ministre français et le chancelier de l'échiquier, M. John Major.

Un obstacle levé

Voilà, donc, semble-t-il, un obstacle levé pour l'augmentation des quotes.

Il en est un autre, plus fondamental, qui a été en partie aplani dimanche 6 mai au sein du groupe des Sept, mais qui fera encore beaucoup parler de lui au sein du comité intermédiaire, l'instance politique suprême du Fonds monétaire, qui devait se réunir lundi 7 en fin de matinée — après la session des Dix, composés des Sept plus la Belgique, les Pays-Bas et la Suède. Dans leur communiqué publié dimanche, les Sept se déclarent « d'accord pour considérer qu'une augmentation de 50 % des quotes-parts pourvoierait le Fonds des ressources lui permettant de remplir ses responsabilités essentielles au sein de l'économie mondiale ». A cette prise de position s'en ajoute immédiatement une autre, exprimée dans la dernière phrase du texte officiel : « Ils sont également tombés d'accord sur la nécessité de renforcer la stratégie des arrières du FMI en tant que partie intégrante de la révision des quotes-parts ».

Avant d'essayer de traduire et d'interpréter la signification de ce jargon diplomatique-économique de facture américaine, il convient d'apprécier la portée d'un accroissement de 50 % des quotes-parts.

En valeur absolue, une pareille augmentation, si elle est effectivement décidée — c'est au comité intermédiaire de se prononcer — peut paraître considérable. Elle l'est en effet. Elle porterait le total des quotes-parts de

90,133 milliards de DTS (droits de tirage spéciaux) à quelque 135 milliards de DTS. En 1980, le total des quotes-parts était de 59,6 milliards de DTS ; en 1975, il était de 39 milliards. On aurait pu croire que le FMI, qui fait grand cas de ces fonctions de « surveillance » du Système monétaire international, était là pour freiner l'inflation, non pas pour l'accompagner.

Remarquons encore que dix-neuf des vingt-deux membres du comité intermédiaire, composé d'un nombre égal de ministres de pays « riches » et de pays « pauvres », sont, selon M. Michel Camdessus, qui pousse beaucoup à la route dans cette affaire, en faveur d'une augmentation de 70 %. Force est de constater que, dans le contexte présent, le communiqué des Sept, en se contentant de 50 %, indique un ralliement autour de la position la plus modérée.

Les mauvais payeurs

Peut-être parce que, à Washington, on regarde de plus près les grands débiteurs que les plans de redressement successifs du FMI n'ont été capables de conjurer ni en Argentine, ni au Brésil, ni au Mexique, ni aux Philippines, ni dans beaucoup d'autres pays, le Congrès américain, malgré ses penchants pour la démagogie, est devenu dans son ensemble très sceptique sur l'efficacité des institutions internationales et donc très enclin à leur allouer des ressources supplémentaires.

L'administration Bush n'est donc guère pressée pour lui forcer la main, incertaine qu'elle est du résultat. Pour convaincre les parlementaires, elle a pris le parti de lier une décision positive sur l'augmentation des quotes-parts réclamée par la quasi-totalité de

la communauté internationale à une modification des statuts du FMI sur la procédure « punitive » à suivre à l'encontre des pays qui accumulent les arriérés de paiements à l'égard du FMI.

C'est un fait que les déléguations du FMI ne parviennent pas à cacher : le montant des impayés est en forte augmentation. De 1,9 milliard de DTS (1) au 30 avril 1988, ils sont passés à 2,8 milliards au 30 avril 1989, pour atteindre près de 4 milliards actuellement. Les principaux « coupables » sont le Pérou, le Soudan, la Zambie. On peut se demander s'il était effectivement judicieux de prêter de l'argent au président Garcia, dont la politique a achevé de ruiner le Pérou, mais c'est le genre de questions que l'on ne pose pas au FMI.

Juridiquement, les statuts actuels autorisent le Fonds, quand un pays a laissé plus de six mois courir sans honorer ses échéances à son égard, à déclarer le mauvais débiteur « inadmissible » pour de nouveaux prêts. Dans un stade plus avancé, le Fonds peut solennellement publier une déclaration constatant la « non-exécution » des obligations incombant à tout membre du FMI. Après quoi, il ne reste plus qu'à l'exclusion pure et simple. Estimant, non sans raison, que le Fonds hésitera toujours à recourir à une mesure aussi extrême, les Américains voudraient introduire la possibilité d'une sanction sous forme d'une « suspension » des droits de vote et de la représentation au sein du conseil d'administration du Fonds.

Dans un communiqué également publié dimanche, le groupe des 24, qui représente les pays « en voie de développement », a beau « s'opposer vivement aux efforts faits pour lier » l'augmentation des quotes-parts à l'introduction de la procédure de « suspension » des droits de vote, son pré-

sident, le gouverneur de la Banque centrale de la République islamique d'Iran, M. Adeli, s'est refusé devant les journalistes à dire si son groupe recommanderait effectivement aux pays en voie de développement de voter contre l'amendement américain. Le soutien d'un grand nombre de ces pays serait nécessaire puisqu'on ne peut modifier les statuts du Fonds sans une majorité de 85 % des droits de vote.

Autant qu'une affaire de principe, comme le soutiennent les Etats-Unis, le lien dont il est question est une affaire de gros sous. Quand un pays membre du FMI ne rembourse pas à celui-ci ce qu'il lui doit, la somme manquante est reprise à la fois sur les pays créanciers du Fonds auxquels il sera versé moins d'intérêts et sur les pays débiteurs auxquels on réclame au contraire un intérêt plus élevé (presque 1 % supplémentaire à ce titre l'an dernier).

Pour toutes ces raisons, l'amendement américain n'est pas aussi impopulaire qu'il y paraît à première vue. Du côté des créanciers, on constate que le communiqué des Sept prend à son compte le lien et que le FMI pourrait vendre l'or jadis déposé par les mauvais débiteurs pour garantir certains prêts « de solidarité » consentis aux débiteurs. Du côté des débiteurs, on hésite, semble-t-il, à pousser très loin le marchandage suivant : approbation du projet américain contre augmentation supérieure à 50 % des quotes-parts par peur de voir retarder par ce jeu toute espèce d'augmentation.

Un certain suspense cependant règne à l'ouverture des délibérations du comité intermédiaire.

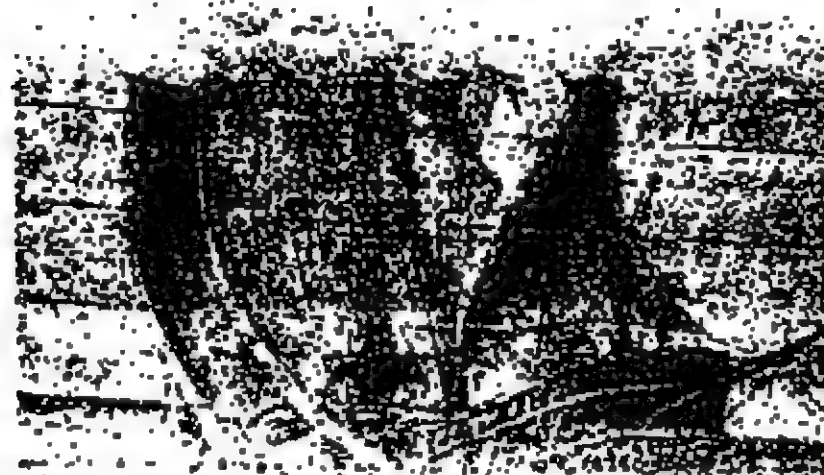
PAUL FABRA

(1) Un DTS vaut environ 1,30 dollar ou 7,30 francs.

TRANSPORTÉ

PAR
TOP AIR
PORTUGAL

Si vous avez la passion des voyages.
Si le raffinement vous est naturel.
Si partout dans le monde, de l'enregistrement à l'atterrissage, vous voulez être aux anges.
Et si tôt débarqué, vous sentez d'attaque, partout. Affaires ou farniente.
Partez avec la compagnie du pays qui a donné au voyage ses lettres de noblesse.
Celle dont le style reste inégalé. Demandez à tous ceux qui volent sur Air Portugal.
Leur réaction est unanime: Transporté!



VOYAGEZ COMME VOUS RÉVEZ



50 من الأصل

ÉCONOMIE

La réglementation des taux d'intérêt

A partir du 1^{er} juillet, la France disposera de dix taux de l'usure

C'est finalement dix catégories de taux d'intérêt que M. Maurice Gousseau, président du comité des usagers, proposera à l'approbation de M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, pour déterminer les différents taux de l'usure en France. Sur chacune de ces catégories, un loyer moyen de l'argent sera déterminé par la Banque de France.

Pour calculer ensuite le taux de l'usure, il suffira d'augmenter chacun de ces taux moyens de 33 %.

Cette nouvelle méthode de calcul met fin aux inconvénients d'un taux unique calculé sur le taux du marché obligataire multiplié par deux. La banque de France qui avait pour fonction de calculer

l'ensemble de ces taux moyens n'a pas encore fini ses travaux. Mais auparavant, il importait au comité des usagers de dire combien de taux de l'usure allaient être instaurés en France. Après de multiples débats, dix zones ont été déterminées.

Les prêts de trésorerie aux particuliers :

— Prêts inférieurs à 10 000 F. Le taux moyen étant de 18,29 %, le taux de l'usure sera à partir du 1^{er} juillet de 24,39 % (soit 18,29 % plus 33 %).

— Les prêts personnels de 10 000 à 140 000 F. Le taux de l'usure sera de 17,45 %.

— Les autres prêts (vente à term-

perament, découverts non autorisés...) seraient dotés d'un taux de l'usure fixé à 20,73 %.

Les prêts immobiliers :

Trois catégories, là encore, ont été élaborées : les prêts à taux fixe, les prêts à taux variable et les prêts relais. La Banque de France travaille encore à calculer une moyenne pour au moins deux d'entre elles. Pour ces trois catégories, le taux de l'usure devrait se situer entre 14 % et 16 %.

Les prêts aux entreprises :

Quatre taux de l'usure sont envisagés. Deux pour les crédits à moyen ou long terme selon qu'ils sont à taux variable ou à taux fixe, un pour les ventes à tempérament et un dernier pour les crédits de trésorerie. Là encore, les calculs n'ont pas été entièrement bouclés.

Si M. Pierre Bérégovoy approuve ces dix catégories, il les rendra applicables par arrêté ministériel.

Le comité des usagers n'aura pas pour autant terminé sa tâche. Il devra ensuite discuter de la meilleure manière de faciliter l'information du consommateur pour permettre à la concurrence de s'exercer pleinement. Autant dire qu'il a du pain sur la planche.

YVES MAMOU

Les négociations sociales en RFA

Syndicats et employeurs de la métallurgie s'entendent pour instaurer les trente-cinq heures en 1995

Le compromis passé, vendredi 4 mai au petit matin, à Göppingen entre l'IG Metall, le puissant syndicat des métallurgistes ouest-allemands, et les représentants patronaux, devrait marquer une date de l'histoire sociale européenne. C'est en effet le premier accord qui mentionne la semaine de trente-cinq heures.

BONN

de notre correspondant

Cet horaire de travail devrait être atteint en deux étapes : les métallurgistes de la région du Nord-Bade-Wurtemberg, une des régions les plus industrialisées d'Allemagne, ne travailleront plus que trente-cinq heures à partir du 1^{er} octobre 1993, et trente-cinq heures à partir du 1^{er} octobre 1995 (le Monde du 5 mai). Samedi, les instances dirigeantes nationales de l'IG Metall et de l'organisation patronale Gesamtmetall ont approuvé ce compromis régional et invité les autres régions où des négociations sont en cours à le prendre comme modèle.

La perspective d'une grève de la métallurgie - ce secteur avait été paralysé en 1984 pendant un mois

et demi - est donc écartée. L'accord prévoit des augmentations de salaires de 6 %, ce qui représente un gain de pouvoir d'achat d'environ 3 %. Les employeurs ont obtenu des syndicats qu'ils permettent à 18 % au plus des salariés d'une entreprise d'effectuer des heures supplémentaires jusqu'à quarante heures.

En dépit des affrontements verbaux entre M. Franz Steinkühler, le chef de l'IG Metall, et M. Werner Stumpf, le patron du Gesamtmetall, qui avaient précédé la phase des négociations, le réalisme l'emporte de chaque côté. Un conflit social dur dans cette période cruciale pour l'Allemagne n'aurait fait l'affaire de personne : ni des syndicats, qui sentent que la combativité de leurs troupes n'est pas aussi forte qu'en 1984, ni des entreprises, qui sont appelées à investir d'une manière massive à l'Est.

M. Stumpf a estimé à 25 milliards de deutschemarks les charges supplémentaires consécutives à cet accord. En acceptant d'inscrire noir sur blanc la perspective des trente-cinq heures, le patronat de la métallurgie engage non seulement son propre avenir, mais aussi celui d'autres branches industrielles qui ne connaissent pas la

même situation florissante. En contrepartie, les délais impartis pour la mise en œuvre de l'accord sont suffisamment longs pour que chacun puisse s'y préparer. Dès à 1995, en effet, l'économie ouest-allemande pense avoir pu digérer l'absorption de la RDA.

Les conflits sociaux ne sont pas pour autant tous réglés en RFA. Dans deux secteurs, la Poste et l'imprimerie, la situation aurait même tendance à se détériorer. Les grèves d'avertissements se multiplient à la Poste, où les syndicats n'ont pas apprécié la réforme mise en œuvre par le ministre de l'Intérieur, M. Christian Schwarz-Schilling (CDU).

Le conflit s'étend également dans l'imprimerie, où le syndicat IG Medien, qui rassemble imprimeurs, journalistes et travailleurs des médias, demande des augmentations de salaires de 10,5 % et l'instauration de la semaine de trente-cinq heures. Des arrêts de travail ont déjà touché quatre-vingts entreprises de presse. Syndicats et employeurs abordent maintenant la phase d'arbitrage prévue par le code du travail. Si celle-ci devait aboutir à un nouveau constat de désaccord, le recours à la grève serait alors inévitable.

L. R.

Tandis que l'on reparte des « affaires » de 1988

La COB définit la notion d'initié

La Commission des opérations de Bourse (COB) vient de définir clairement la notion d'initié dans un projet de règlement soumis aux autorités du marché et au ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy.

Cette nouvelle réglementation complète la législation en matière d'opérations boursières, alors que la brigade financière de la police judiciaire de Paris poursuit son enquête sur le raid manqué de M. Georges Pébereau sur la Société générale.

Lors de son rapport d'enquête le 31 juillet 1989, la COB avait laissé présumer qu'un délit d'initié avait pu être commis. Mais la Commission notait la difficulté de tracer une frontière précise entre le licite, l'illicite et recommandait de préciser la législation.

Ce projet de règlement doit faire l'objet d'une homologation par le ministre de l'économie. Les mesures ne seront pas rétroactives et ne s'appliqueront pas aux affaires Pechiney et Société générale.

Le nouveau projet, dont la Lettre

des juristes d'affaires publie des extraits dans son numéro à paraître ce lundi 7 mai, distingue quatre catégories d'inités :

1. - Les personnes disposant d'une information privilégiée en raison de leur qualité de membres des organes d'administration, de direction, de surveillance d'une société ;

2. - Les personnes disposant d'une information privilégiée en raison de la préparation et de l'exécution d'une opération financière ;

3. - Toute personne à laquelle a été communiquée une information privilégiée à l'occasion de l'exercice de sa profession ou de ses fonctions ;

4. - Toute personne qui, en connaissance de cause, possède une information privilégiée provenant directement ou indirectement d'une personne mentionnée aux trois articles ci-dessus.

Ces initiés ne doivent pas exploiter ou communiquer les informations en leur possession, ni pour leur propre compte, ni pour le compte d'autrui.

Le gendarme de la Bourse définit également la notion d'« information privilégiée » : une information non publique, précise et susceptible d'avoir une influence sur le cours de Bourse.

D'autres mesures restreignent les interventions des sociétés sur leurs propres titres. Chaque mouvement devra faire l'objet d'une déclaration préalable à la COB. Ces interventions devront être réalisées à contre-tendance par rapport au dernier cours coté (à la hausse si le cours baisse et vice-versa) et seront limitées à 25 % maximum des transactions quotidiennes constatées pendant les cinq jours de Bourse précédant l'intervention pour les valeurs cotées sur le marché à règlement mensuel (30 jours pour le marché au comptant).

HÔTEL DU RHÔNE
GENÈVE
The Leading Hotels of the World.
La meilleure adresse pour vos affaires au cœur de Genève, au bord du Rhône. (Garage)
Tél. 41/22/731 98 31
Fax 41/22/732 45 58

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE DES SALINS DU MIDI ET DES SALINES DE L'EST
Société anonyme au capital de 532 593 000 F
Siège social : 51, rue d'Anjou, 75008 Paris

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la COMPAGNIE DES SALINS DU MIDI ET DES SALINES DE L'EST, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 1989 et sur la répartition du résultat (versement d'un dividende de 30 F par action), se tiendra le 18 JUIN 1990 à l'AUTOMOBILE CLUB DE FRANCE, 6, place de la Concorde, 75008 Paris.

Cette réunion sera précédée, à 15 heures, d'une assemblée générale extraordinaire ayant pour objet le renouvellement d'autorisations données au conseil d'administration de faire éventuellement appel au marché financier (émissions d'obligations convertibles et d'obligations avec bons de souscription d'actions), ainsi que la modification des statuts afin de les mettre en harmonie avec la législation en vigueur et de permettre d'offrir, dès cette année, aux actionnaires l'option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions.

Les actionnaires désirant assister à ces assemblées devront faire la demande d'une carte d'admission auprès de l'établissement dépositaire de leurs titres.

A défaut d'assister à ces assemblées, les actionnaires peuvent choisir entre l'une des formules suivantes :

- donner une procuration à un autre actionnaire ou à son conjoint,
- adresser une procuration à la société sans indication de mandataire,
- voter par correspondance.

Les formules de vote par correspondance et de pouvoir, et les documents les accompagnant seront adressés aux actionnaires inscrits au compte nominatif pur ou administré.

Les titulaires d'actions au porteur inscrites au compte doivent faire la demande de ces formules à la BANQUE INDOSUEZ, 96, boulevard Haussmann, 75008 Paris, par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard six jours avant la tenue des réunions.

Dans ce cas, ils n'auront plus la possibilité de se faire représenter ou de participer directement à ces assemblées.

La Compagnie tient à la disposition de ses actionnaires les documents préparatoires de l'assemblée tels qu'ils sont visés par les articles 133 et 135 du décret du 23 mars 1967 ; pour obtenir ceux-ci, la demande doit être faite à la BANQUE INDOSUEZ, 96, boulevard Haussmann, 75008 Paris.

Invité du « Grand-Jury RTL - le Monde »

M. Blondel dénonce la politique économique « restrictive » du gouvernement

Invité, dimanche 6 mai, du « Grand-Jury RTL - le Monde », M. Marc Blondel a dénoncé la « politique sociale actuelle », dit, selon lui, à la « politique économique restrictive » mise en œuvre par le gouvernement. Le secrétaire général de Force ouvrière a notamment souligné que le SMIC bénéficie d'une « augmentation substantielle ». « Le meilleur SMIC (étant) celui qui ne s'applique plus », M. Blondel a demandé au gouvernement non seulement de donner au salaire minimum « un coup de pouce sérieux » au 1^{er} juillet, mais aussi de prendre l'initiative « afin d'amener les organisations patronales à renégocier les salaires conventionnels ».

A propos du projet de loi sur le travail précaire, le secrétaire gé-

ral de FO a indiqué qu'il « ne souhaite pas (...) pour des raisons de petite tactique », annoncer à ce stade si son organisation syndicale allait ou non signer l'accord intervenu le 24 mars entre plusieurs partenaires sociaux. Il suspend l'annonce de sa réponse à l'attitude des parlementaires lors de l'examen du projet.

Après avoir évoqué la possibilité d'un nouveau mouvement de grève dans la fonction publique, le 22 mai prochain, M. Blondel a rappelé que le gouvernement avait mis FO dans l'impossibilité de signer l'accord sur la modernisation de la grille des salaires de la fonction publique « en violant la politique conventionnelle ».

Regroupements européens des compagnies de distribution

La Générale des eaux a commencé sa campagne d'Italie

Alors que la campagne d'Angleterre pour la conquête de la distribution d'eau n'est pas encore achevée, celle d'Italie a déjà commencé. Annoncé déjà deux fois par l'italien, la société du groupe public italien ENI, et deux fois démentie à Paris, un accord avec le premier groupe français de services et de distribution d'eau, la Générale des eaux, aboutissant à un échange de participations au niveau des holdings, a été à nouveau évoqué jeudi 3 mai, à Rome, par le président d'Italgas, M. Carlo Da Molo.

En fait cette collaboration figure bien dans les projets de la Générale. Gazier, Italgas, est aussi dans la Péninsule la seule entreprise ayant une activité de distribution d'eau de quelque importance ; celle-ci est assurée pour l'essentiel, par les communes. Pour développer cette activité, qui va souvent de pair en Italie (comme en Espagne) avec celle du gaz, la coopération avec la Générale lui est utile.

Pour l'instant la Générale n'a pris que 18 % du capital d'une petite filiale d'Italgas, Condotte Acque Fontabili, qui compte cent mille abonnés dans cent cinquante-cinq communes. Mais, à la Générale, on est aussi intéressé par la distribution du gaz domestique : peu de foyers sont encore raccordés à un réseau, mais leur nombre s'accroît. Dans ce secteur, la Générale a déjà fait une petite expérience en Grande-Bretagne, à la suite de la privatisation de British Gas.

L'eau reste cependant l'objectif principal du groupe français, qui a engagé d'autres alliances dans la Péninsule. Ainsi, à Gènes, il a pris une participation dans la société familiale Ferrari Galliera, qui ravitaillait en eau les deux tiers des habitants de la ville (le reste étant assuré par la commune), dans l'espoir que cette alliance permettra de mordre sur la distribution publique.

G. H.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-98

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-30-00
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
M^{me} Geneviève Beuve-Méry,
M. André Fontaine, gérant.

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-22-20-20.

Le Monde
PUBLICITE
5, rue de Montmartre, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 286 136 F

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	708 F
6 mois	728 F	762 F	972 F	1 408 F
1 an	1 306 F	1 380 F	1 800 F	2 496 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO.

SERVICE À DOMICILE :
Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Pour introduire et faire aboutir
une grande idée dans ce monde
de complexité, la seule matière grise
ne suffit plus.

La Matière Bleue fait revivre les grandes idées

La Matière Bleue de Sema Group, l'une des premières sociétés de conseil et de services informatiques du monde, est colorée par l'imagination et l'intuition du devenir, essentiels à l'approche stratégique. Elle est la matière grise qui va jusqu'au bout de son audace et permet de relever les nouveaux défis. La Matière Bleue irrigue ainsi les technologies de l'information mises en œuvre par le Groupe : conseil, services et ingénierie informatiques, recherche marketing... dans tous les secteurs de la vie économique. Fort de 7 000 collaborateurs répartis à travers l'Europe, Sema Group génère aujourd'hui la Matière Bleue indispensable à ses clients pour faire décoller leurs grands projets.

Orchestra

Une certaine idée de la matière grise

SEMA GROUP

هكذا عن الأصل

MARCHÉS FINANCIERS

En assouplissant ses règles boursières sur les placements privés

New-York veut concurrencer le marché londonien de l'eurodollar

Le placement privé des valeurs mobilières aux États-Unis change de règle. Derrière ces modifications techniques se dessine un redécoupage du rôle respectif de Londres et de New-York sur l'euro-marché.

NEW YORK

de notre correspondant

A Wall Street, la règle 144 s'est transformée en 144A. Derrière ce banal changement de code, se profile un déplacement géographique des émissions privées lancées par les firmes américaines et étrangères, sur les grandes places mondiales. Une manne qui profitait jusqu'à présent essentiellement à Londres, là où se tient l'euro-marché (ouvert à toutes les émissions lancées hors du territoire national de la firme émettrice d'actions, d'obligations ou d'autres nouveaux produits financiers) et qui pourrait reprendre dans quelque temps le chemin de New-York compte tenu des nouvelles directives adoptées par les autorités boursières américaines.

Celles-ci concernent uniquement le placement privé des valeurs mobilières aux États-Unis. Une catégorie qui exclut tous les titres cotés en Bourse pour le compte de sociétés américaines ou étrangères (sous forme d'ADR ou américain deposit receipts) mais qui revêt une importance croissante. De 18 milliards de dollars en 1981, ce marché est passé à 170 milliards l'année dernière, selon l'Investment Dealers' Digest. En décembre dernier, il représentait alors environ 35 % de l'ensemble des émissions de titres réalisées par les entreprises américaines qui constituent la clientèle première de ce marché.

En dépit de ce succès, de nombreuses firmes hésitent encore à recourir au placement privé compte tenu des restrictions imposées par le Securities Act - la loi de 1933 sur les valeurs mobilières - et par sa fameuse règle 144. Celle-ci stipule que les investisseurs institutionnels (compagnies d'assurance, caisses de retraite, fonds communs de placement, organismes d'épargne sous certaines conditions...) qui souscrivent aux émissions sur le marché privé doivent garder leurs titres pendant un minimum de deux ans avant de pouvoir les revendre, uniquement à de grandes institutions qui ont fait la preuve de leur assise financière.

M. Albert Frère PDG du groupe belge Petrofina

M. Albert Frère, président administrateur délégué du Groupe Bruxelles Lambert (GBL), va prendre la présidence de la compagnie pétrolière belge Petrofina, dont GBL détient 25 % du capital.

Pour ce wallon de soixante-quatre ans, issu de la sidérurgie de Charleroi, c'est une véritable consécration : Petrofina réalise le plus gros chiffre d'affaires de l'industrie belge (60 milliards de francs français) avec une forte rentabilité (plus de 3,5 milliards de francs de bénéfice en 1989) et s'inscrit au vingtième rang des pétroliers mondiaux (au douzième hors sociétés d'État).

C'est au début des années 80 que GBL fit son entrée dans Petrofina, pour en devenir le premier actionnaire, dit « de référence ». L'an dernier, il avait conforté sa position dans le groupe pétrolier par un accord avec la Société générale de Belgique (SGB) à laquelle il laissait la prépondérance dans Tractebel, numéro un belge de l'énergie, en échange d'une position dominante dans Petrofina, dont le vicomte Davignon, président de la SGB, sera vice-président. Notons que pour la première fois un financier sera à la tête de Petrofina, auparavant aux mains de techniciens du séail.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS BERGER S.A.

Le conseil d'administration de BERGER S.A. a examiné les comptes consolidés du groupe et arrêté les comptes sociaux de l'exercice 1989.

COMPTES CONSOLIDÉS

Les principales données consolidées pour l'exercice 1989 font ressortir un chiffre d'affaires de 714 204 KF.

Le résultat courant bénéficiaire s'établit à 28 593 KF. Le résultat net s'élève à 18 264 KF.

COMPTES SOCIAUX

Le résultat net s'est établi à 12 830 KF.

Le conseil d'administration a décidé de proposer à l'assemblée générale de fixer le dividende à 13 francs par action au titre de l'exercice 1989. Le revenu global de l'action serait donc de 18 francs, compte tenu de l'avoir fiscal.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires se réunira le 25 juin 1990 à 11 heures au siège social : 21, La Grande Marine - Route nationale 100 - L'Isle-sur-la-Sorgue (84500).

Les actionnaires pourront obtenir les documents d'information ainsi que les formulaires de procuration et de vote par correspondance en se présentant au siège social ou sur demande écrite de leur part, par lettre recommandée avec accusé de réception reçue au siège social cinq jours au moins avant la date de l'assemblée.

après de la SEC (Securities and Exchange Commission). Un mécanisme compliqué qui avait pour effet de limiter la liquidité du marché.

Dans sa nouvelle rédaction (la règle 144A, amendée, devient 144A), cette obligation de durée minimale de détention des titres est supprimée et les investisseurs institutionnels, appelés des « acheteurs qualifiés », sont autorisés à intervenir librement sur ce marché sans faire de déclaration particulière auprès des autorités boursières. Parallèlement à cette décision annoncée par la SEC le 19 avril dernier, la National Association of Securities Dealers (NASD), association nationale des marchands de titres) a mis au point un système de cotation sur écran qui permettra à tout instant d'afficher les cours et les caractéristiques de ces émissions privées, désormais semi publiques. Mais sans obligation d'être enregistrées auprès de la SEC, ce qui est le cas pour les sociétés cotées sur les grands marchés boursiers américains.

Ce système informatique, baptisé PORTAL (Private Offerings Resisted Trading through Automated Linkages) et destiné à assurer la transparence du marché, sera mis en place dans quelques semaines.

« Il faudra un peu de temps avant que les opérateurs aient compris l'importance de ces nouvelles dispositions », concède M. Nicolaas Milward, directeur général de S. G. Warburg and Co Inc, l'une des cinq firmes retenues par la SEC pour élaborer la nouvelle règle 144A. « Mais à terme, ce sont des trois mille grands investisseurs américains qui pourront intervenir sur ce marché alors qu'ils ne sont qu'une poignée aujourd'hui », ajoute-t-il.

L'Europe moins chère sur le long terme

Côté émetteurs, les firmes américaines qui plaçaient jusqu'à présent dans le privé entre 5 % et 15 % de leurs émissions, vont vraisemblablement accroître cette part. Mais ce sont surtout les firmes étrangères qui sont visées, celles qui avaient l'habitude de s'adresser au marché londonien pour ce type de service.

Dans un premier temps, la City britannique n'a pas trop de souci à se faire pour ses émissions obligataires qui dépassent les 200 milliards de dollars. « Sur les emprunts, la durée détermine le prix et il faut reconnaître que sur les longues échéances, au-delà de dix ans, l'Europe est encore moins chère que les États-Unis », reconnaît ce spécialiste. « En revanche, pour les actions, il est évident que les émetteurs étrangers vont saisir cette possibilité nouvelle d'élargir leur actionnariat en incluant désormais les États-Unis - le premier marché financier mondial - tout en échappant aux complications de la cotation en Bourse. Une possibilité qui va aussi intéresser toutes les firmes engagées dans un processus d'acquisition d'une entreprise américaine et qui pourront financer leur achat en valeurs mobilières au lieu de déboursier du cash », explique-t-il.

A l'heure actuelle, le marché américain du placement privé repose encore aux trois quarts sur les obligations. La nouvelle règle 144A va permettre de faire remonter sensiblement la part des actions grâce à l'arrivée d'émetteurs étrangers. Un changement profond que certains observateurs n'hésitent pas à rapprocher du « Big Bang » de 1978 lorsque Wall Street a été définitivement « décloisonnée » et les opérateurs engagés dans une concurrence féroce après l'abolition du système des commissions fixes.

SERGE MARTI

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
45-55-81-82, poste 4330

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES FINANCIÈRES)

Indice global, base 100 : 23 décembre 1989

	22 avril	4 mai
Valeurs françaises, incl. valeurs étrangères	100,0	100,0
Valeurs françaises	100,0	100,0
Valeurs étrangères	100,0	100,0
Indice CAC 40	100,0	100,0
Indice CAC 100	100,0	100,0
Indice CAC 200	100,0	100,0
Indice CAC 300	100,0	100,0
Indice CAC 400	100,0	100,0
Indice CAC 500	100,0	100,0
Indice CAC 600	100,0	100,0
Indice CAC 700	100,0	100,0
Indice CAC 800	100,0	100,0
Indice CAC 900	100,0	100,0
Indice CAC 1000	100,0	100,0

Base 100 : 23 décembre 1989

	22 avril	4 mai
Valeurs françaises, incl. valeurs étrangères	100,0	100,0
Valeurs françaises	100,0	100,0
Valeurs étrangères	100,0	100,0
Indice CAC 40	100,0	100,0
Indice CAC 100	100,0	100,0
Indice CAC 200	100,0	100,0
Indice CAC 300	100,0	100,0
Indice CAC 400	100,0	100,0
Indice CAC 500	100,0	100,0
Indice CAC 600	100,0	100,0
Indice CAC 700	100,0	100,0
Indice CAC 800	100,0	100,0
Indice CAC 900	100,0	100,0
Indice CAC 1000	100,0	100,0

Base 100 : 1993

	22 avril	4 mai
Valeurs françaises, incl. valeurs étrangères	100,0	100,0
Valeurs françaises	100,0	100,0
Valeurs étrangères	100,0	100,0
Indice CAC 40	100,0	100,0
Indice CAC 100	100,0	100,0
Indice CAC 200	100,0	100,0
Indice CAC 300	100,0	100,0
Indice CAC 400	100,0	100,0
Indice CAC 500	100,0	100,0
Indice CAC 600	100,0	100,0
Indice CAC 700	100,0	100,0
Indice CAC 800	100,0	100,0
Indice CAC 900	100,0	100,0
Indice CAC 1000	100,0	100,0

Base 100 : 1972

	22 avril	4 mai
Valeurs françaises, incl. valeurs étrangères	100,0	100,0
Valeurs françaises	100,0	100,0
Valeurs étrangères	100,0	100,0
Indice CAC 40	100,0	100,0
Indice CAC 100	100,0	100,0
Indice CAC 200	100,0	100,0
Indice CAC 300	100,0	100,0
Indice CAC 400	100,0	100,0
Indice CAC 500	100,0	100,0
Indice CAC 600	100,0	100,0
Indice CAC 700	100,0	100,0
Indice CAC 800	100,0	100,0
Indice CAC 900	100,0	100,0
Indice CAC 1000	100,0	100,0

Base 100 : 1968

	22 avril	4 mai
Valeurs françaises, incl. valeurs étrangères	100,0	100,0
Valeurs françaises	100,0	100,0
Valeurs étrangères	100,0	100,0
Indice CAC 40	100,0	100,0
Indice CAC 100	100,0	100,0
Indice CAC 200	100,0	100,0
Indice CAC 300	100,0	100,0
Indice CAC 400	100,0	100,0
Indice CAC 500	100,0	100,0
Indice CAC 600	100,0	100,0
Indice CAC 700	100,0	100,0
Indice CAC 800	100,0	100,0
Indice CAC 900	100,0	100,0
Indice CAC 1000	100,0	100,0

Base 100 : 1958

	22 avril	4 mai
Valeurs françaises, incl. valeurs étrangères	100,0	100,0
Valeurs françaises	100,0	100,0
Valeurs étrangères	100,0	100,0
Indice CAC 40	100,0	100,0
Indice CAC 100	100,0	100,0
Indice CAC 200	100,0	100,0
Indice CAC 300	100,0	100,0
Indice CAC 400	100,0	100,0
Indice CAC 500	100,0	100,0
Indice CAC 600	100,0	100,0
Indice CAC 700	100,0	100,0
Indice CAC 800	100,0	100,0
Indice CAC 900	100,0	100,0
Indice CAC 1000	100,0	100,0

Base 100 : 1948

	22 avril	4 mai
Valeurs françaises, incl. valeurs étrangères	100,0	100,0
Valeurs françaises	100,0	100,0
Valeurs étrangères	100,0	100,0
Indice CAC 40	100,0	100,0
Indice CAC 100	100,0	100,0
Indice CAC 200	100,0	100,0
Indice CAC 300	100,0	100,0
Indice CAC 400	100,0	100,0
Indice CAC 500	100,0	100,0
Indice CAC 600	100,0	100,0
Indice CAC 700	100,0	100,0
Indice CAC 800	100,0	100,0
Indice CAC 900	100,0	100,0
Indice CAC 1000	100,0	100,0

Base 100 : 1938

	22 avril	4 mai
Valeurs françaises, incl. valeurs étrangères	100,0	100,0
Valeurs françaises	100,0	100,0
Valeurs étrangères	100,0	100,0
Indice CAC 40	100,0	100,0
Indice CAC 100	100,0	100,0
Indice CAC 200	100,0	100,0
Indice CAC 300	100,0	100,0
Indice CAC 400	100,0	100,0
Indice CAC 500	100,0	100,0
Indice CAC 600	100,0	100,0
Indice CAC 700	100,0	100,0
Indice CAC 800	100,0	100,0
Indice CAC 900	100,0	100,0
Indice CAC 1000	100,0	100,0

Base 100 : 1928

	22 avril	4 mai
Valeurs françaises, incl. valeurs étrangères	100,0	100,0
Valeurs françaises	100,0	100,0
Valeurs étrangères	100,0	100,0
Indice CAC 40	100,0	100,0
Indice CAC 100	100,0	100,0
Indice CAC 200	100,0	100,0
Indice CAC 300	100,0	100,0
Indice CAC 400	100,0	100,0
Indice CAC 500	100,0	100,0
Indice CAC 600	100,0	100,0
Indice CAC 700	100,0	100,0
Indice CAC 800	100,0	100,0
Indice CAC 900	100,0	100,0
Indice CAC 1000	100,0	100,0

Base 100 : 1918

	22 avril	4 mai
Valeurs françaises, incl. valeurs étrangères	100,0	100,0
Valeurs françaises	100,0	100,0
Valeurs étrangères	100,0	100,0
Indice CAC 40	100,0	100,0
Indice CAC 100	100,0	100,0
Indice CAC 200	100,0	100,0
Indice CAC 300	100,0	100,0
Indice CAC 400	100,0	100,0
Indice CAC 500	100,0	100,0
Indice CAC 600	100,0	100,0
Indice CAC 700	100,0	100,0
Indice CAC 800	100,0	100,0
Indice CAC 900	100,0	100,0
Indice CAC 1000	100,0	100,0

Base 100 : 1908

	22 avril	4 mai
Valeurs françaises, incl. valeurs étrangères	100,0	100,0
Valeurs françaises	100,0	100,0
Valeurs étrangères	100,0	100,0
Indice CAC 40	100,0	100,0
Indice CAC 100	100,0	100,0
Indice CAC 200	100,0	100,0
Indice CAC 300	100,0	100,0
Indice CAC 400	100,0	100,0
Indice CAC 500	100,0	100,0
Indice CAC 600	100,0	100,0
Indice CAC 700	100,0	100,0
Indice CAC 800	100,0	100,0
Indice CAC 900	100,0	100,0
Indice CAC 1000	100,0	100,0

Base 100 : 1898

	22 avril	4 mai
Valeurs françaises, incl. valeurs étrangères	100,0	100,0
Valeurs françaises	100,0	100,0
Valeurs étrangères	100,0	100,0
Indice CAC 40	100,0	100,0
Indice CAC 100	100,0	100,0
Indice CAC 200	100,0	100,0
Indice CAC 300	100,0	100,0
Indice CAC 400	100,0	100,0
Indice CAC 500	100,0	100,0
Indice CAC 600	100,0	100,0
Indice CAC 700	100,0	100,0
Indice CAC 800	100,0	100,0
Indice CAC 900	100,0	100,0
Indice CAC 1000	100,0	100,0

Base 100 : 1888

	22 avril	4 mai
Valeurs françaises, incl. valeurs étrangères	100,0	100,0
Valeurs françaises	100,0	100,0
Valeurs étrangères	100,0	100,0
Indice CAC 40	100,0	100,0
Indice CAC 100	100,0	100,0
Indice CAC 200	100,0	100,0
Indice CAC 300	100,0	100,0
Indice CAC 400	100,0	100,0
Indice CAC 500	100,0	100,0
Indice CAC 600	100,0	100,0
Indice CAC 700	100,0	100,0
Indice CAC 800	100,0	100,0
Indice CAC 900	100,0	100,0
Indice CAC 1000	100,0	100,0

Base 100 : 1878

	22 avril	4 mai
Valeurs françaises, incl. valeurs étrangères	100,0	100,0
Valeurs françaises	100,0	100,0
Valeurs étrangères	100,0	100,0
Indice CAC 40	100,0	100,0
Indice CAC 100	100,0	100,0
Indice CAC 200	100,0	100,0
Indice CAC 300	100,0	100,0
Indice CAC 400	100,0	100,0
Indice CAC 500	100,0	100,0
Indice CAC 600	100,0	100,0
Indice CAC 700	100,0	100,0
Indice CAC 800	100,0	100,0
Indice CAC 900	100,0	100,0
Indice CAC 1000	100,0	100,0

Base 100 : 1868

|--|

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 7 MAI

Cours relevés à 10 h 12

Règlement mensuel										Cours relevés à 10 h 12									
Compagnie	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Compagnie	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Compagnie	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Compagnie	VALEURS
1786	CAE SA	3000	2970	2970	-0.10	1786	CAE SA	3000	2970	2970	-0.10	1786	CAE SA	3000	2970	2970	-0.10	1786	CAE SA
1786	CAE SA	3000	2970	2970	-0.10	1786	CAE SA	3000	2970	2970	-0.10	1786	CAE SA	3000	2970	2970	-0.10	1786	CAE SA
1786	CAE SA	3000	2970	2970	-0.10	1786	CAE SA	3000	2970	2970	-0.10	1786	CAE SA	3000	2970	2970	-0.10	1786	CAE SA
1786	CAE SA	3000	2970	2970	-0.10	1786	CAE SA	3000	2970	2970	-0.10	1786	CAE SA	3000	2970	2970	-0.10	1786	CAE SA
1786	CAE SA	3000	2970	2970	-0.10	1786	CAE SA	3000	2970	2970	-0.10	1786	CAE SA	3000	2970	2970	-0.10	1786	CAE SA
1786	CAE SA	3000	2970	2970	-0.10	1786	CAE SA	3000	2970	2970	-0.10	1786	CAE SA	3000	2970	2970	-0.10	1786	CAE SA
1786	CAE SA	3000	2970	2970	-0.10	1786	CAE SA	3000	2970	2970	-0.10	1786	CAE SA	3000	2970	2970	-0.10	1786	CAE SA
1786	CAE SA	3000	2970	2970	-0.10	1786	CAE SA	3000	2970	2970	-0.10	1786	CAE SA	3000	2970	2970	-0.10	1786	CAE SA
1786	CAE SA	3000	2970	2970	-0.10	1786	CAE SA	3000	2970	2970	-0.10	1786	CAE SA	3000	2970	2970	-0.10	1786	CAE SA

COMPTANT (sélection)										SICAV (sélection)									
VALEURS	% de nom.	% de coupon	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Emission	Rechat	VALEURS	Emission	Rechat	VALEURS	Emission	Rechat
1786	CAE SA	3000	2970	2970	1786	CAE SA	3000	2970	1786	CAE SA	3000	2970	2970	1786	CAE SA	3000	2970	1786	CAE SA
1786	CAE SA	3000	2970	2970	1786	CAE SA	3000	2970	1786	CAE SA	3000	2970	2970	1786	CAE SA	3000	2970	1786	CAE SA
1786	CAE SA	3000	2970	2970	1786	CAE SA	3000	2970	1786	CAE SA	3000	2970	2970	1786	CAE SA	3000	2970	1786	CAE SA
1786	CAE SA	3000	2970	2970	1786	CAE SA	3000	2970	1786	CAE SA	3000	2970	2970	1786	CAE SA	3000	2970	1786	CAE SA
1786	CAE SA	3000	2970	2970	1786	CAE SA	3000	2970	1786	CAE SA	3000	2970	2970	1786	CAE SA	3000	2970	1786	CAE SA
1786	CAE SA	3000	2970	2970	1786	CAE SA	3000	2970	1786	CAE SA	3000	2970	2970	1786	CAE SA	3000	2970	1786	CAE SA
1786	CAE SA	3000	2970	2970	1786	CAE SA	3000	2970	1786	CAE SA	3000	2970	2970	1786	CAE SA	3000	2970	1786	CAE SA
1786	CAE SA	3000	2970	2970	1786	CAE SA	3000	2970	1786	CAE SA	3000	2970	2970	1786	CAE SA	3000	2970	1786	CAE SA
1786	CAE SA	3000	2970	2970	1786	CAE SA	3000	2970	1786	CAE SA	3000	2970	2970	1786	CAE SA	3000	2970	1786	CAE SA

Cote des Changes										Marché libre de l'or									
MARCHE OFFICIEL	COURS	7/6	COURS	7/6	MONNAIES	COURS	7/6	COURS	7/6	MARCHE OFFICIEL	COURS	7/6	COURS	7/6	MONNAIES	COURS	7/6	COURS	7/6
1786	CAE SA	3000	2970	2970	1786	CAE SA	3000	2970	2970	1786	CAE SA	3000	2970	2970	1786	CAE SA	3000	2970	2970
1786	CAE SA	3000	2970	2970	1786	CAE SA	3000	2970	2970	1786	CAE SA	3000	2970	2970	1786	CAE SA	3000	2970	2970
1786	CAE SA	3000	2970	2970	1786	CAE SA	3000	2970	2970	1786	CAE SA	3000	2970	2970	1786	CAE SA	3000	2970	2970
1786	CAE SA	3000	2970	2970	1786	CAE SA	3000	2970	2970	1786	CAE SA	3000	2970	2970	1786	CAE SA	3000	2970	2970
1786	CAE SA	3000	2970	2970	1786	CAE SA	3000	2970	2970	1786	CAE SA	3000	2970	2970	1786	CAE SA	3000	2970	2970
1786	CAE SA	3000	2970	2970	1786	CAE SA	3000	2970	2970	1786	CAE SA	3000	2970	2970	1786	CAE SA	3000	2970	2970
1786	CAE SA	3000	2970	2970	1786	CAE SA	3000	2970	2970	1786	CAE SA	3000	2970	2970	1786	CAE SA	3000	2970	2970
1786	CAE SA	3000	2970	2970	1786	CAE SA	3000	2970	2970	1786	CAE SA	3000	2970	2970	1786	CAE SA	3000	2970	2970
1786	CAE SA	3000	2970	2970	1786	CAE SA	3000	2970	2970	1786	CAE SA	3000	2970	2970	1786	CAE SA	3000	2970	2970

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

هكذا من الأصل

Au « Club de la presse » d'Europe 1 M. Harlem Désir durcit sa critique contre M. Rocard

« Il faut arrêter de parler de l'intégration, il faut la faire », a déclaré, dimanche 6 mai, M. Harlem Désir, invité du « Club de la presse » d'Europe 1. M. Désir a plaidé pour un triplement du budget dévolu à la Délégation interministérielle à la ville afin de lutter contre la formation de ghettos et de développer les zones d'éducation prioritaire, mais il estime, surtout, qu'il faut créer « un ministère chargé de l'intégration des populations immigrées et, plus généralement, chargé de l'intégration dans notre société de toutes les populations défavorisées, pauvres, en voie de marginalisation, qu'elles soient françaises ou immigrées ». Le président de SOS-Racisme a précisé qu'il n'est pas candidat à ce poste.

M. Désir s'est déclaré « déçu » par l'action de l'exécutif et il a déploré que « les annonces du pouvoir ne se traduisent pas sur le terrain car dans les cités, l'échec scolaire se poursuit, il n'y a pas d'équipements sportifs, et les transports sont absents après 20 heures ». S'opposant à M. Michel Rocard, il a déclaré : « Il est faux de dire que la France ne sera plus un pays d'immigration. Notre pays absorbe chaque année

des travailleurs immigrés. On est arrivé à un niveau moyen. »

Le président de SOS-Racisme a aussi reproché au gouvernement d'avoir agi avec précipitation lors du vote de la proposition de loi du PCF aggravant les sanctions contre le racisme, le 3 mai. « La loi, a-t-il dit, est devenue incompréhensible pour l'opinion. Les gens ont l'impression que c'était une manœuvre politique. » Pour le président de SOS-Racisme, « on est dans un pataquès terrible, où il semble que l'on se détermine plus en fonction de problèmes politiques que du contenu même de la loi ». « Je crois que c'est une occasion ratée, a-t-il ajouté. Je me demande à quoi a servi la table ronde sur le racisme qui s'est déroulée il y a un mois à Maignon, puisque ce n'est pas de cette table ronde qu'est issue la proposition de loi examinée. »

■ M. Jean-Yves Le Gall, président de l'Assemblée territoriale de Polynésie. — M. Jean-Yves Le Gall, maire de Papeete, a été réélu, vendredi 4 mai, président de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française. Ce vote a été acquis par vingt-quatre voix contre treize à M. Quito Braun-Ortega.

Leurs vols ayant servi à financer le mouvement séparatiste

L'avocat d'Iparretarrak revendique l'amnistie pour ses clients

M. Antoine Comte, l'un des défenseurs des militants du mouvement séparatiste basque Iparretarrak, ne manque pas d'a-propos.

Dans une lettre adressée le 4 mai, à M. Gilles Rivière, juge d'instruction au tribunal de Paris, il sollicite le bénéfice de l'amnistie prévue par la loi du 15 janvier sur le financement des partis politiques pour ses cinq clients parmi lesquels le leader d'Iparretarrak, Philippe Bidart.

M. Comte souligne que ses clients sont tous inculpés de divers vols à main armée ayant servi à financer leur mouvement.

Or cette infraction ne figure pas parmi celles que les parlementaires ont exclues de l'amnistie, qui, fait exceptionnel, vise aussi bien les crimes que les délits.

A l'appui de sa démarche, l'avocat cite une ordonnance de prolongation de détention où le juge d'instruction reconnaît en effet que « l'inculpé a été mis en cause à l'occasion d'un vol à main armée destiné à financer les activités du groupe Iparretarrak ».

« La défense est certaine que vous aurez à cœur de considérer

tous les différents prévenus ou accusés égaux devant la loi voulue par le Parlement, que les magistrats sont tenus d'appliquer quel que soit par ailleurs leur sentiment », conclut M. Comte.

Deux importantes saisies de drogue en Colombie et aux Antilles

L'armée colombienne a saisi plus de douze tonnes de cocaïne pure, samedi 5 mai, au cours d'une opération militaire menée contre un gigantesque centre de distribution de drogue situé au sud-est de Bogota, dans la jungle amazonienne. Commencé jeudi 3 mai dans les provinces de Meta, Caqueta et Guaviare, ce raid militaire a permis de démanteler l'une des plus importantes plaques tournantes du trafic dirigé par la mafia colombienne.

Deux trafiquants ont été tués et une quinzaine ont été arrêtés. Des laboratoires servant à transformer de grosses quantités de pâte de coca, acheminées sur place depuis le Pérou et la Bolivie, ont été

Rhône-Poulenc a réussi son OPA sur Rorer

Le groupe français Rhône-Poulenc a réussi son OPA sur la firme pharmaceutique américaine Rorer. D'après les estimations provisoires établies par la firme chimique le lundi 7 mai, 41,8 millions d'actions auraient été proposées, et Rhône-Poulenc détiendrait ainsi théoriquement 51 % du capital de la société convoitée. La direction de Rhône-Poulenc s'engage à publier le plus rapidement possible le pourcentage exact du capital acquis.

CHYPRE DU NORD : les élections législatives

Nette victoire du premier ministre

NICOSIE. — Le premier ministre sortant de la République turque de Chypre du Nord (RTCN), reconnu uniquement par Ankara), M. Derwish Eroglu, a annoncé qu'il formerait un nouveau cabinet « réuni », après avoir proclamé sa victoire aux législatives du dimanche 6 mai. La victoire du Parti de l'union nationale (PUN, droite libérale) avec 54 % des voix devrait lui offrir trente-quatre des cinquante sièges du Parlement. Elle confirme le soutien populaire à la politique d'intransigeance dans les négociations intercommunautaires suivie par le président chypriote-turc, Rauf Denktaş, qui a été reconduit dans ses fonctions, le 22 avril, avec 66,7 % des voix.

■ Accident d'avion au Guatemala : 22 morts au moins. — L'avion cargo qui s'est écrasé sur un quartier résidentiel de Guatemala, samedi 5 mai a fait au moins 22 morts : les trois membres de l'équipage, et au moins 19 personnes dont les corps ont été retrouvés dans les maisons sur lesquelles l'appareil s'est écrasé en faisant exploser des bouteilles de gaz butane. Une vingtaine de personnes ont été blessées. L'avion aurait perdu un moteur peu après le décollage. Il se rendait à Miami.

L'ESSENTIEL

ÉTRANGER

Jean-Paul II au Mexique

Des calculs politiques et certaine réserve de la population... 4

POLITIQUE

■ **Racisme et intégration**
M. Chirac pose deux conditions pour la participation du RPR à la table ronde prévue le 18 mai à Matisson... 6

■ **Plainte de M. Le Pen**
Le président du Front national affirme qu'il va porter plainte contre M. Chirac après les propos tenus par celui-ci en Alsace... 7

CULTURE

■ **Bérénice à Strasbourg**
Clarté et profondeur, un alliage paradoxal pour ce spectacle mis en scène par Jacques Lassalle ; un défi au temps pour le décorateur et costumier Rudy Saboungli... 9

SPORTS

■ **Football**
Grandeur et décadence du club de Lens, en perdant en seconde division... 18

CHAMPS ÉCONOMIQUES

■ Gibraltar : l'euphorie du Rocher ■ De l'économie socialiste au marché ■ Plaidoyer pour la planification ■ De Mitterrand à Mitterrand, ou la troisième voie introuvable ■ La chronique de Paul Fabra : « le volontarisme et le secteur informel 13-15

ÉCONOMIE

■ **Les 35 heures en RFA**
L'accord conclu dans la métallurgie pourrait être étendu à d'autres secteurs... 20

■ **Réforme du taux d'usure**
Une différenciation suivant les genres de crédit... 20

Services

Abonnements... 20
Cartes... 11
Météorologie... 12
Mots croisés... 11
Radio-Télévision... 12
Spectacles... 10

La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde »
daté 6-7 mai 1990
a été tiré à 526 919 exemplaires.

Le pèlerinage des habitants de Tignes sur le site de leur ancien village englouti

« Tu te rappelles, c'était la boulangerie »

En avril 1952, les derniers habitants de Tignes (Savoie) abandonnaient leur village sous la haute surveillance de plusieurs compagnies de CRS, après plusieurs années de « résistance ». Le barrage EDF, qui fermait désormais leur vallée, allait être mis en eau, noyant leurs maisons et leurs pâturages. Tous les dix ans, pour des raisons de sécurité, EDF vide ce barrage, offrant ainsi aux anciens villageois, pour la plupart reconvertis dans les activités touristiques de la station de Tignes-le-Lac (2 100 mètres), l'occasion d'un émouvant pèlerinage.

Dimanche 6 mai, sur les ruines de l'ancienne église, près de cinq cents personnes se sont regroupées pour assister à une messe et entretenir la mémoire du village noyé.

TIGNES

de notre envoyée spéciale
Certains, parmi les plus âgés, avaient tenu à parcourir à pied le long chemin sinueux et boueux qui, quittant la route de Val-d'Isère, menait jadis à leur village de Tignes. Le visage fermé, les yeux rougis, ils regardaient cette vaste plaine, grise et craquelée comme un sol lunaire, qui fut leur vallée et celle de leurs pères. Cet amoncellement de pierres avait été leur école ; ce pan de mur intact, résistant depuis plus de quarante ans à la soumise pression de plusieurs

centaines de millions de mètres cubes d'eau, leur maison ; ce vestige d'enceinte avait abrité leur cimetière, ce morné cratère, la place du village ; cette empreinte d'enclos avait marqué les frontières de leurs champs.

« Tu te rappelles, ça c'était l'hôtel Réveil », observe, devant un amas de béton, l'un de ces Tignards qui n'auraient manqué pour rien au monde ce pèlerinage. « Et là, là où je suis, c'était la boulangerie », ajoute un autre, en fouillant négligemment du pied un morceau de terre sèche. Avec Urbain, l'ancien garde champêtre, les hommes se sont regroupés pour partager une bouteille de blanc sec sur les fondations de l'ancien café. D'autres, serrant fortement la main de leurs petits-enfants, étaient à la recherche de leurs racines. « Je vais te montrer la maison de la mère, tu vois, c'était là, tout près de la rivière, pas loin de la boulangerie ».

On redécouvrait le « bechal » à peine meurtri — ce bassin où les femmes venaient autrefois laver le linge et échanger les dernières nouvelles du village. Le bonheur d'évoquer ces souvenirs de jeunesse le disputait à la tristesse et à l'émotion. On pleurait, puis on souriait pour la photo. Antoine Favre, le vieux guide de Tignes et l'un des plus célèbres jolis cours de la vallée, portant beau encore sous son grand chapeau noir, conta à qui voulait bien l'entendre les truciennes anecdotes de son village. José Raymond, la « mémoire » de Tignes et l'un des plus farouches adversaires du barrage était, lui, descendu à pied au petit matin, par

le chemin d'alpage qui menait autrefois de son village au lac de Tignes et que, jeune berger, il avait si souvent emprunté.

Sur les vestiges de l'église qui fut dynamitée avec son clocher, on avait dressé un petit autel et planté une croix de bois. Les femmes essayaient leurs yeux et les hommes, la voix cassée, reprenaient faiblement les cantiques. On se montrait du doigt celle qui fut la dernière « baptisée » ou la dernière emariée. Celle-là a depuis quitté la montagne pour la vallée. Le 8 mars 1952, quelques jours seulement avant la mise en eau, Marthe Réveil avait épousé — ironie du sort — l'un des perdants du barrage. « Au début, il était venu pour le maintien de l'ordre, raconte-t-elle, puis quand il m'a connue il a quitté les CRS pour travailler au barrage. On s'est fréquentés longtemps car son chef ne voulait pas qu'il épouse une Tignarde. Il avait peur que ça fasse des problèmes. » Le jour du mariage de Marthe, le préfet et la police étaient là, au cas où...

« Le mur de la honte »

Après la messe, hommes et femmes se sont réunis comme avant sur l'ancienne place, échangeant leurs souvenirs en potins et retrouvant même pour l'occasion le répertoire modeste et coquin de leur jeunesse. L'indignation revenait aussi parfois par bouffées. Pour la énième fois, on se remémorait les derniers jours, la fermeture de l'école, le transfert des archives de la mairie, l'évacuation, la montée en eau, la résistance de

certaines, comme le vieux « planton » qui voulait mourir dans sa maison et que les CRS avaient dû expulser par la force.

Solidement appuyé sur sa canne, José Raymond regardait le barrage, ce « mur de la honte » de près de 170 mètres de haut, qui barre maintenant la vallée. « Un jour, peut-être que ça mur-là, lui aussi, tombera » lâche-t-il, sans y croire vraiment. David Raymond évoque, lui, le premier téléski, les projets de téléstation, les petits hôtels qui accueillaient alors les touristes pour rivaliser avec Val-d'Isère, l'adversaire de toujours. Comme beaucoup d'autres, David a rejoint en 1952 ce qui allait devenir l'autre Tignes, la station de ski. Hôtels, monteurs, guides, ils ont refait leur vie. Mais aujourd'hui, en regardant ce qui reste de son village, il confie simplement : « C'est dur, c'est vraiment dur », et détourne ses yeux humides.

Lentement, par petits groupes, on reprend le chemin du retour, les enfants quittant à regret ce qui n'est pour eux qu'un merveilleux terrain de jeu, se glissant une fois encore dans les maisons à moitié enfouies sous la boue sèche ou escaladant fiévreusement les morceaux de clocher. Il y aura même deux baptêmes. Puis, une fois de plus, l'eau reprendra ses droits. Un dernier regard. Mais les touristes en haut dans la future station olympique attendent déjà...

PASCAL ROBERT-DIARD

Le Monde ET MÉDECINE

Le Monde

La rédaction du journal est désormais installée dans ses nouveaux locaux.

15, rue Falguière
75501 PARIS CEDEX 15

Téléphone :
(1) 40-65-25-25
Télécopieur :
(1) 40-65-25-99
Télécopieur :
206 806 F



■ **TURQUIE** : huit personnes tuées dans le sud-est du pays. — Deux gendarmes ont été tués, vendredi 4 mai dans la province de Midyat, frontalière avec l'Irak et la Syrie, lors d'un accrochage entre forces de l'ordre et séparatistes kurdes, a annoncé l'agence semi-officielle turque Anadolu. Un

homme, appartenant à la milice armée pro-gouvernementale, et sa femme, ainsi que leur quatre enfants, ont par ailleurs été tués à leur domicile par des « terroristes séparatistes kurdes » lors de l'attaque d'un village près de Diyarbakir, selon Anadolu. — (AFP.)

BOURSE DE PARIS

Matinée du 7 mai

Calme

Après la flambée de hausse enregistrée la semaine passée, rue Vivienne, le plus grand calme régnait lundi matin 7 mai sous les lambris du Palais Brongniart. De nouveau en progrès à l'ouverture (+0,41%), l'indice CAC-40 devait repartir par la suite une partie de son avance pour s'inscrire vers 11 heures à 0,13% seulement au-dessus de son niveau précédent.

Progrès de Fininvest, CGP, Salomon, Redoute, Bolloré, SCOA, Legris, Econ, Sextant, Recal d'Aussedat-Rey, Fichet-Bauché, OFF, Institut Mérieux, Cetelem, Métrologie, CFI, Plastic Omnium.

(Publicité)
**Le Français
en retard
d'une fenêtre**

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devis gratuit. Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10^e) — M^e Gare-du-Nord. Tél. 48-97-18-18.

Un jour de plus pour gagner

Validation exceptionnelle jusqu'au mercredi 9 mai.

LOTTO

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50
---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----